

FACULTÉ DE DROIT DE PARIS

DES DÉCLARATIONS
EN VUE D'ACQUÉRIR
LA QUALITÉ DE FRANÇAIS

PAR

Lucien GÉRARDIN

AVOCAT À LA COUR D'APPEL

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le *Vendredi 20 Décembre 1895*, à 9 heures

Président : M. MASSIGLI, *professeur*

Suffragants { MM. WEISS, *professeur-adjoint*.
LESEUR, *agrégé*.

PARIS

LIBRAIRIE DE LA SOCIÉTÉ DU RECUEIL GÉNÉRAL DES LOIS ET DES ARRÊTS
ET DU JOURNAL DU PALAIS

Ancienne Maison L. LAROSE & FORCEL

22, Rue Soufflot, 22

L. LAROSE, Directeur de la Librairie

1895



Digitized by the Internet Archive
in 2026

https://archive.org/details/IA41550230_0018

THÈSE

POUR LE DOCTORAT

IMPRIMERIE
CONTANT-LAGUERRE



BAR-LE-DUC

FACULTÉ DE DROIT DE PARIS

DES DÉCLARATIONS

EN VUE D'ACQUÉRIR

LA QUALITÉ DE FRANÇAIS

PAR

Lucien GÉRARDIN

AVOCAT A LA COUR D'APPEL

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le *Vendredi 20 Décembre 1895*, à 9 heures



Président : M. MASSIGLI, professeur

Suffragants { *MM. WEISS, professeur-adjoint.*
LESEUR, agrégé.

PARIS

LIBRAIRIE DE LA SOCIÉTÉ DU RECUEIL GÉNÉRAL DES LOIS ET DES ARRÊTS
ET DU JOURNAL DU PALAIS

Ancienne Maison **L. LAROSE & FORCEL**

22, Rue Soufflot, 22

L. LAROSE, Directeur de la Librairie

1895

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

INTRODUCTION

« La *nationalité* est le lien qui rattache à l'État chacun de ses membres ⁽¹⁾ » Ce lien peut se former, soit à la naissance et sans l'intervention de la volonté de l'intéressé, soit au contraire quand celui-ci, tant par une manifestation de sa propre initiative que par celle de ses représentants légaux ⁽²⁾, réclame ou postule une nationalité que la loi ne lui accordait pas de plein droit.

Sur le point de savoir à quel pays rattacher l'enfant qui vient au monde ⁽³⁾, deux systèmes absolus peuvent se concevoir *a priori* :

Dans un premier, l'on n'attache aucune importance au lieu de la naissance ; seule la nationalité des parents est prise en considération pour déterminer celle de l'en-

(1) Weiss, *Traité théorique et pratique de droit international privé*, t. 1, p. 6 ; Cogordan, *De la nationalité au point de vue des rapports internationaux*, p. 4 ; Despagnet, *Précis de droit international privé*, p. 122.

(2) V. *infra*, p. 122 sqq., article 9, § 10.

(3) Cf. Geouffre de Lapradelle, *La nationalité d'origine*.

fant : c'est le triomphe du principe du *jus sanguinis* ⁽¹⁾.

Une seconde théorie rattache dans tous les cas l'enfant au pays dans les limites duquel il est né, sans se préoccuper des liens du sang : c'est le *jus soli* ⁽²⁾.

(1) Pays ne tenant compte que du *jus sanguinis* : Allemagne, loi du 1^{er} juin 1870, articles 1 à 4 ; Autriche, Code civil de 1811, articles 28 et 105 ; Hongrie, loi des 20-24 décembre 1879, articles 2 sqq. ; Suède, code suédois de 1734, chap. XV, article 7 ; Suisse, constitution fédérale du 29 mai 1874, article 43 ; Roumanie ; Cf. Weiss, *op. cit.*, p. 38 et 455 ; Arthuys et Surville, *Cours élémentaire de droit international privé*, p. 59 ; Ducrocq, *De la nationalité au point de vue du dénombrement de la population dans chaque pays*, p. 2.

(2) C'est le système en vigueur dans la plupart des Républiques Sud-Américaines ; V. Cogordan, *op. cit.*, p. 464, 470.....

La majorité des législations, et la nôtre en particulier, ont adopté un système mixte, admettant la double influence du *jus soli* et du *jus sanguinis* : Belgique, code de 1804 modifié par la loi du 15 août 1881 ; Pays-Bas, code civil néerlandais, articles 5 sqq., et loi du 28 juillet 1850 ; Luxembourg, code de 1804 modifié par la loi du 28 juin 1878 ; Italie, code civil de 1865, articles 4 à 8 ; Espagne, code civil, articles 17 sqq. ; Russie, ukase du 6 mars 1864 ; Grèce, code civil, articles 14 à 19 ; Bulgarie, constitution du 16 avril 1879, article 54 ; Mexique, loi du 28 mai 1886 ; Costa-Rica, loi du 20 décembre 1886.

Enfin, il existe un quatrième groupe d'États, auxquels ressortissent tant ceux qui naissent de nationaux même à l'étranger, que ceux qui naissent sur leur territoire : Grande-Bretagne, loi du 12 mai 1870 (mais, l'enfant né en Angleterre de parents étrangers peut à 21 ans se dépouiller de la nationalité anglaise par une déclaration d'extranéité : Cf. nos articles 8, §§ 3 et 4, et 9) ; Danemark, loi du 5 mai 1875, article 7 ; Portugal, constitution du 29 avril 1826, article 7, et code civil, article 18 ; États-Unis, amendement du 28 juillet 1868 à la constitution, et décisions judiciaires rapportées dans Dudley-Field, *Projet de code international* (traduction Rollin), article 250 ; Brésil, constitution du 25 mars 1824 et arrêté du 1^{er} août 1884 ; Colombie, constitution du 4 août 1886, articles 8

Mais ces deux systèmes simplistes, s'ils répondaient aux besoins des peuples qui les pratiquèrent, manquent de souplesse. Dans les sociétés modernes, où les différences de mœurs et d'éducation tendent à s'atténuer, où la pénétration des diverses civilisations crée des rapports constants et de plus en plus intimes entre tous les peuples, une théorie moins étroite s'imposait. Sans doute un État peut toujours admettre au nombre de ses ressortissants des individus qui jusque-là se rattachaient exclusivement à une cité étrangère; cependant il serait imprudent d'ouvrir trop grandes les portes de la patrie à ceux auxquels leur origine ne semble pas devoir inspirer des sentiments d'affection et de dévouement pour la nation dont ils demandent à devenir citoyens : aussi le gouvernement se réserve-t-il sur eux un droit de contrôle sans limite. Mais dans tous les pays on rencontre des individus qui, pouvant à certains égards se réclamer d'une nationalité étrangère, ont cependant quelques points de contact avec la nationalité indigène, et auxquels dès lors le législateur hésite à attribuer l'une ou l'autre; l'application des principes qui régissent la détermination de la nationalité conduirait à les traiter comme des étrangers ordinaires. Mais cette solution ne serait-elle pas parfois trop rigoureuse? Ne serait-elle pas souvent contraire aux intérêts

à 18 (pourvu que les parents y soient domiciliés, tout enfant né en Colombie est national). V. Weiss, *op. cit.*, p. 605 sqq.; Cogordan, *op. cit.*, p. 473, 478.....

généraux du pays? Et d'autre part, il serait bien difficile de les considérer comme Français au même titre que les autres nationaux; il semble donc bien qu'on doive faire à ces individus placés pour ainsi dire sur les confins de deux nationalités une situation privilégiée leur permettant de se soumettre à l'allégeance française d'une façon simple et commode. C'est dans ce but que notre législation a imaginé le système des *déclarations de nationalité*.

Il y a là une institution absolument nouvelle. Née au commencement du siècle, elle sortit de la combinaison des systèmes absolus qu'avaient pratiqués les législations antérieures et des principes nouveaux que la Révolution venait de proclamer et d'appliquer un peu imprudemment : elle fut une conciliation entre l'exclusivisme trop rigoureux des premières et le libéralisme excessif des autres.

Le Code civil encore imprégné des souvenirs du passé n'avait osé faire dans cette voie qu'une tentative assez restreinte. Mais les besoins de la vie moderne, les exigences qui, sous la pression des circonstances, se firent jour en France au cours de ce siècle poussèrent le législateur à agrandir et à développer le domaine des déclarations de nationalité : leur importance qui était minime lors de leur apparition a nécessité peu à peu une réglementation plus précise et plus méthodique. Les diverses lois qui s'y sont essayées ont édifié un système qui pour être compliqué n'est cependant pas à l'abri de toute cri-

tique, et vraisemblablement le dernier mot n'est pas dit sur la question. La tâche en effet ne laissait pas que d'être assez délicate, les précédents faisant complètement défaut. D'autre part il fallait concilier les deux principes du *jus sanguinis* et du *jus soli*, qui jusque-là avaient été pratiqués mais sans s'être pénétrés réciproquement. Une étude succincte des théories qui ont régné avant le Code civil prouvera que le législateur se trouvait en face d'un problème que n'avaient soupçonné ni les peuples antiques ni l'ancien régime.

A Rome, comme en Grèce, la filiation seule fut prise en considération pour déterminer la nationalité des enfants : la qualité de citoyen appartenait aux descendants de citoyens et à eux seuls, et la naissance sur le sol de la République ne pouvait nullement aider à en devenir membre ⁽¹⁾. De cet exclusivisme, fruit des idées religieuses, résultait ce grand nombre d'étrangers, *métèques* à Athènes et *pérégrins* à Rome, qui vivaient pendant de longues générations côte à côte avec les citoyens sans pouvoir jamais s'élever à leur niveau ⁽²⁾. Mais cette règle sévère finit par s'atténuer, notamment grâce à un sénatusconsulte rendu sur la proposition d'Hadrien et accordant le droit de cité à l'enfant dont les auteurs pérégrins au jour de la

(1) Fustel de Coulanges, *La cité antique*, chap. XII.

(2) Weiss, *op. cit.*, p. 32 sqq. ; Cogordan, *op. cit.*, p. 22 ; Guillot, *De l'acquisition de la qualité de Français au point de vue du droit interne* (th.), p. 136.

conception étaient citoyens au moment de la naissance ⁽¹⁾; de plus, elle vit son importance pratique diminuée par la Constitution d'Antonin Caracalla accordant la qualité de citoyen à tous les habitants de l'empire.

Cependant, même après cette loi, le fait de la naissance sur le sol romain ne suffisait pas à conférer le droit de cité.

Chez les Germains, se rencontre un système absolument spécial et ne se rattachant ni au *jus soli* ni au *jus sanguinis* ⁽²⁾. Peu important et la nationalité des parents et la naissance sur le sol; pour être Germain, il faut et il suffit de se faire recevoir membre d'une tribu : « On voit alors, écrit M. Beudant, se présenter ce singulier phénomène d'un peuple, pour qui la naissance n'est pas une cause de protection, qui confond sous le même nom d'étranger tous ceux qui ne sont pas affiliés, qu'ils soient étrangers proprement dits ou d'origine germane. »

Avec les invasions barbares, s'établit le système de la « personnalité des lois »; chacun était régi par sa loi nationale. Mais ce système disparut avec l'apparition de la féodalité, qui confond la souveraineté avec la possession de la terre : l'homme devient une dépendance du sol ⁽³⁾, qui dès lors détermine la loi qui lui est

(1) Accarias, *Précis de droit romain*, t. I, p. 117, note 2.

(2) Beudant, *Revue critique de législation et de jurisprudence*, 1856, t. IX, p. 65.

(3) « L'homme et la terre étaient une seule et même chose, et l'un se confondait dans la nature de l'autre. » (Boissy d'Anglas, séance du 29 frimaire, an X).

applicable et en particulier sa nationalité. Avec la « territorialité des coutumes », il était logique que l'enfant prît la patrie du lieu où il avait vu le jour; en effet, le seigneur ne connaît et ne veut accepter comme sujets que ceux qui sont nés dans l'intérieur de son fief, tous les autres sont des « aubains » : c'est le triomphe absolu du *jus soli* ⁽¹⁾. Quand la royauté se fut substituée aux seigneurs dans l'exercice des droits souverains, le système dû aux principes féodaux se maintint et même s'élargit : est régnicole tout individu né dans l'intérieur du royaume, telle est la règle qui était universellement admise par les auteurs : « Les vrais et les naturels Français, écrit Bacquet ⁽²⁾ au xvi^e siècle, sont ceux qui sont nés dedans le royaume, pays, terres et seigneuries de la nation, domination et obéissance du roi ». Domat, Pasquier, Pothier ne sont pas moins affirmatifs; ce dernier notamment professait que « la seule naissance dans le royaume donne les droits de naturalité, indépendamment de l'origine des père et mère et de leur demeure ⁽³⁾. »

En revanche, le fait de la naissance à l'étranger suffisait à dégager de l'allégeance française, les parents fussent-ils tous deux sujets du roi : « Tout homme qui n'est pas né dedans le royaume, pays, terres et seigneuries de l'obéis-

(1) V. Geouffre de Lapradelle, *op. cit.*, p. 127 sqq.; Le Sueur et Dreyfus, *France judiciaire*, 1889. 1. 309 et 310; Cogordan, *op. cit.*, p. 24; Weiss, *op. cit.*, p. 38.

(2) Droit d'aubaine, t. I, chap. 1, n^o 2.

(3) Pothier, *Traité des personnes*, part. 1, tit. 2, sect. 1^e, n^{os} 43 sqq.

sance du roi de France est appelé aubain ou bien étranger : soit qu'il fasse résidence continue au royaume, soit qu'il y demeure pour certain temps seulement, soit qu'il y soit simple viateur et passager ⁽¹⁾. »

Cependant à mesure que les idées féodales s'effacent et que les iniquités du droit d'aubaine deviennent plus choquantes et plus nombreuses, des dérogations au *jus soli* commencent à se montrer. Dès 1576, un édit est rendu par lequel les enfants de ceux qui se sont expatriés pour cause de religion seront, bien que nés à l'étranger, considérés comme Français ⁽²⁾.

Mais c'est seulement à la fin du xvii^e siècle que le *jus sanguinis* reprend vraiment faveur ; Basnage ⁽³⁾ et d'Aguesseau ⁽⁴⁾ déclarent constante l'opinion que « les enfants d'un père ou d'une mère français nés hors du royaume ne sont pas réputés étrangers. » Des décisions de jurisprudence ⁽⁵⁾, et notamment un arrêt du Parlement de Paris du 12 mars 1707, rapporté par Bourjon, vinrent consacrer formellement cette théorie et admirent que les fils de Français nés à l'étranger seraient nationaux, pourvu qu'ils vinssent s'établir dans le royaume ⁽⁶⁾.

(1) Bacquet, *op. cit.*, t. I, chap. 2, n° 1.

(2) Isambert, *Lois et décrets*, XIV, p. 296, art. 52.

(3) Basnage, *Œuvres*, I, p. 248.

(4) D'Aguesseau, 32^e *plaidoyer*, III, p. 129.

(5) V. quelques espèces intéressantes rapportées dans Geouffre de Lapradelle, *op. cit.*, p. 133.

(6) Beudant, *loc. cit.*, p. 67.

Mais la doctrine du *jus soli* reste toujours dominante et forme le droit commun : tout individu né en France est Français, quelle que soit la nationalité de ses parents.

Les textes de la période intermédiaire consacrent une solution absolument analogue⁽¹⁾.

D'ailleurs les enfants nés de Français à l'étranger sont déclarés Français; mais ils doivent, aux termes de la constitution des 3-14 septembre 1791 (titre II, article 2), fixer leur résidence en France et prêter le serment civique. Quant aux enfants nés en France d'étrangers, ils sont admis à tous les droits des nationaux pourvu qu'ils s'établissent sur le sol français; cependant il est juste de remarquer, que, moins absolue que le droit antérieur à 1789, la législation révolutionnaire, à l'exception toutefois de la constitution du 24 juin 1793 (art. 4), fait intervenir un élément nouveau, la volonté de celui qu'il s'agit de rendre Français : cette volonté se manifestera, tantôt par la fixation du domicile et la prestation du serment civique (constitution de 1791), et tantôt par l'inscription sur les registres du canton ou de la commune, accompagnée d'une résidence ayant duré au moins un an et de l'acquittement de certaines contributions (constitutions du 5 fructidor an III, article 8, et du 22 frimaire an VIII, article 2).

(1) Cf. Weiss, *op. cit.*, p. 42 et 43; Ducrocq, *op. cit.*, p. 2; Le Sueur et Dreyfus, *France judiciaire*, 1889. 1. 310; *Journal de droit international privé*, 1892, p. 694 (Rapport de M. le conseiller Sallantin dans l'affaire Casana).

Lors de la discussion du Code civil, la lutte fut vive entre les partisans du système traditionnel du *jus soli* et ceux qui défendirent, appuyés sur les législations anciennes, le principe de la filiation attributive de la nationalité. Comme en presque tous les points, ce fut un système mixte qui triompha⁽¹⁾, et si en 1804 les champions du *jus sanguinis* parurent l'emporter, les lois qui depuis la promulgation du Code civil se sont succédées sur la matière, et elles sont nombreuses, ont rendu au *jus soli* le terrain perdu au commencement du siècle. Un examen très rapide des divers modes d'acquisition de la qualité de Français en vertu de la loi du 26 juin 1889⁽²⁾, modifiée en 1893 et aujourd'hui en vigueur, montrera la place qu'occupent, dans notre législation moderne, les déclarations de nationalité.

Trois catégories d'individus ont actuellement en naissant la qualité de citoyen :

1) Article 8 § 1 : « *Tout individu né d'un Français en France ou à l'étranger* » : c'est là une application, la plus

(1) Stemler, *Journal de droit international privé*, 1890, p. 385 et 386.

(2) Sur la rétroactivité de la loi du 26 juin 1889, V. *Journal de droit international privé*, Esperson, 1894, p. 26 sqq.; Geouffre de Lapradelle, *op. cit.*, p. 326 sqq.; *Revue pratique de droit international privé*, 1890. 1. p. 22 à 30, et 135; *Journal de droit international privé*, 1890, p. 105; arrêt de la cour de Pau du 22 juin 1892; Sir. 93. 2. 121 et la note; arrêt de la cour de Paris du 2 janvier 1894; Pandect. franc. 95. 2. 249 et la note; jugement du tribunal des Andelys du 17 janvier 1895, Pandect. franç. 95. 2. 103; cette dernière décision est intéressante, car pour la première fois une juridiction avait à se prononcer sur la rétroactivité de la loi du 22 juillet 1893.

simple et la moins discutable sans doute, du *jus sanguinis*.

L'article 10 § 1 du Code civil disposait que : « tout enfant né d'un Français *en pays étranger* est Français. » Ainsi la loi ne visait expressément que celui qui avait vu le jour hors des frontières; quant à l'enfant né en France, elle n'en parlait pas. Cette omission, qui provient des incidents qui ont marqué la rédaction du titre premier du Code, ne signifiait d'ailleurs nullement qu'il fût incapable d'invoquer le bénéfice du *jus sanguinis* : « Né en France de parents français, dit M. Weiss⁽¹⁾, il avait un double titre à la nationalité française : il était protégé à la fois par le *jus soli* et par le *jus sanguinis*, par le droit ancien et par la législation nouvelle. » Aussi aucun doute sérieux ne s'était élevé sur ce point et tout le monde s'accordait à lire l'article 10 § 1 de la façon suivante : « Tout enfant né d'un Français *même* en pays étranger est Français⁽²⁾. » Aujourd'hui le doute même n'est plus possible depuis la rédaction de la loi du 26 juin 1889⁽³⁾.

2) Article 8 § 2. « *Tout individu né en France de parents inconnus ou dont la nationalité est inconnue.* » Ici bien

(1) *Op. cit.*, p. 52.

(2) Aubry et Rau, t. I, p. 230, n° 69; Demolombe, t. I, p. 164, n° 146.

(3) Sur les distinctions et les difficultés, suivant que l'enfant est légitime, naturel ou adoptif, v. Weiss, *op. cit.*, p. 51 sqq.; *Dictionnaire de droit international privé*, au mot *nationalité*, n° 8; Guillot, *op. cit.*, p. 151. Pour l'enfant légitimé, V. un article de M. Gruffy à paraître dans le prochain fascicule du *Journal de droit international privé*.

évidemment le principe du *jus sanguinis* ne peut en aucun point servir à une solution ; le Code civil qui était muet sur la question avait soulevé de nombreuses controverses ; cependant la majorité des auteurs ⁽¹⁾ et la jurisprudence ⁽²⁾, appuyés sur deux textes ⁽³⁾, admettaient assez généralement que les enfants dont s'agit étaient Français. Mais on ne s'entendait plus sur le fondement de la faveur reconnue ainsi à ces individus ⁽⁴⁾ ; ici encore la nouvelle loi a tari toutes les controverses, grâce à la solution de l'article 8 § 2, dictée tant par le système qui avait prévalu avant 1789, que par les inconvénients de l'*heimathlosat* et par l'idée maîtresse qui a présidé à toute la rédaction de la loi.

3) Article 8 § 3. « *Tout individu né en France de parents dont l'un y est lui-même né.* »

Ce troisième cas d'acquisition de la nationalité française est fondé sur le *jus soli* et sur lui seul ; si l'on pouvait discuter quand il s'agissait d'un enfant dont les auteurs sont inconnus, ici cela n'est plus possible : en effet, si la nationalité se transmettait exclusivement par le sang, notre individu serait ce que sont ses parents, étranger par conséquent ; la rédaction de l'article 8 § 3 de la loi de 1889 fut une

(1) Aubry et Rau, t. I, p. 232, note 6 ; Beudant, *loc. cit.*, p. 57 ; Massigli, *Revue critique*, 1881, p. 404.

(2) Cass., 24 mars 1886 ; Sir. 89. I. 251.

(3) Décret de la Convention en date du 4 juillet 1793, déclarant les enfants trouvés : « *enfants naturels de la patrie* : » et décret du 19 janvier 1811, article 19, appelant au service militaire les enfants trouvés.

(4) Geouffre de Lapradelle, *op. cit.*, p. 238 ; Weiss, *op. cit.*, p. 210.

victoire incontestée du *jus soli*. Mais cette victoire, pour avoir été chèrement achetée, n'en fut pas moins éphémère, et la loi récente du 22 juillet 1893 est venue rendre au *jus sanguinis* une partie du terrain perdu quatre ans auparavant.

Sous l'empire du Code civil de 1804, l'enfant né en France d'un étranger qui lui-même y était né était exactement dans la même situation que celui dont aucun des auteurs n'était né sur notre sol, c'est-à-dire que pour devenir Français il devait accomplir les formalités prescrites par l'article 9 : c'était une application du nouveau système de la déclaration en vue d'acquérir notre nationalité. Mais comme il était facile de le prévoir, il arrivait que presque toujours cet enfant négligeait, et à dessein, d'effectuer la déclaration prescrite par cet article, de sorte qu'il continuait d'habiter en France et d'y jouir de la protection de nos lois, sans subir aucune des charges publiques et notamment le service militaire ⁽¹⁾. Afin de remédier à cet état de choses, la loi du 7 février 1851 déclara cet individu Français de plein droit, mais en lui réservant la faculté de s'affranchir de l'allégeance française à sa majorité. Qu'arriva-t-il alors? C'est que tous les fils d'étrangers firent cette déclaration d'extranéité et vinrent grossir les rangs déjà trop nombreux des *heimathlosen* ⁽²⁾. De même la loi du 16 décembre 1874, exigeant de ces indi-

(1) Weiss, *op. cit.*, p. 48 et 195.

(2) *Lois nouvelles*, 1894, p. 14.

vidus un certificat de leur gouvernement prouvant qu'ils avaient conservé leur nationalité d'origine, si elle eut pour effet de restreindre les progrès de l'*heimathlosat*, n'empêcha pas que le nombre d'étrangers, nés et habitant en France, ne grossît tous les ans; il y avait là une classe de privilégiés, qui profitaient de tous les avantages de notre société, tout en s'affranchissant de la plupart des services qu'elle impose à ses ressortissants ⁽¹⁾. « On avait vu, dit M. Ducrocq, des candidats à nos Écoles de Saint-Cyr ou Polytechnique exciper de leur extranéité après leur échec, pour éviter de servir sous nos drapeaux comme simples soldats, après avoir voulu y prendre place comme officiers; on en avait vu d'autres prendre part au tirage au sort, et ne soulever l'exception d'extranéité que si le sort ne les favorisait pas..... Un tel individu profitait de tous les avantages de notre état social dans nos villes, des jouissances affouagères dans nos campagnes, sans supporter la charge principale. La faiblesse de la loi avait même pour conséquence de lui assurer, dans nos manufactures, dans nos usines, dans nos mines, dans nos ateliers, les positions de contremaître et toutes les bonnes places, en l'absence et au détriment de nos nationaux; ceux-ci, au retour du régiment, trouvaient toutes ces places prises et ne pou-

(1) D'ailleurs il faut reconnaître que ceux qui habitent un pays et qui refusent d'en devenir les nationaux sont en général peu dignes de la protection qu'ils usurpent : « La criminalité en France des étrangers est, d'après les statistiques criminelles de M. Yvernès, quadruple de celle de nos nationaux. » (Ducrocq, *op. cit.*, p. 7).

vaient regagner cette avance, devenant un privilège inique, qui révoltait à bon droit ceux qui en étaient les témoins ou les victimes ⁽¹⁾. »

Pour conjurer ce danger, la loi du 26 juin 1889 dans son article 8 § 3 déclara Français et Français irrévocablement : « tout individu né en France d'un étranger qui y est lui-même né. » L'innovation présentait une importance que le rapporteur de la loi ne chercha pas à dissimuler : « A mes yeux, dit M. Dubost, c'est toute la loi qui vous est soumise ⁽²⁾. » Le législateur de 1889 a pensé que le fait de deux naissances successives sur le sol français indiquait un attachement particulier pour notre pays et un établissement définitif sur son territoire.

Mais quand il résulte des circonstances de fait que ces raisons ne peuvent exister, la solution de la loi de 1889 ne se justifie plus ; c'est ce qui se produit pour les envoyés diplomatiques ⁽³⁾. Les enfants de ceux-ci en effet ne naissent en France que parce que leur père est obligé d'y résider pour l'exercice des fonctions diplomatiques à lui conférées par un gouvernement étranger : « S'il n'y a aucun inconvénient, dit M. Weiss, à leur permettre de réclamer, par un acte volontaire et spontané, la qualité de Français dans les termes de l'article 9 ⁽⁴⁾, ne serait-il pas

(1) Ducrocq, *op. cit.*, p. 3.

(2) *Journal officiel, Documents parlementaires 1887*, annexes n° 2083.

(3) Campistron, *Commentaire pratique des lois de 1889 et de 1893*, p. 32 et 33 ; Weiss, *op. cit.*, p. 88 et 164, note 4.

(4) V. pour l'article 9 *infra*, p. 29 sqq., 32 sqq.

excessif et dangereux de nous saisir d'eux, même à leur insu, faute d'une répudiation dont la nécessité a pu leur échapper? » Si le législateur n'a pas cru devoir, comme le demandait devant la commission sénatoriale le Garde des Sceaux, formuler cette exception dans une disposition additionnelle à l'alinéa 3 de l'article 8, elle a été on ne peut plus expressément consacrée dans les travaux préparatoires : M. Delsol en effet s'exprime ainsi dans son rapport : « Cette exception découle des principes généraux qui ne permettent pas d'assimiler à un séjour spontané et impliquant l'intention de se fixer en France le séjour qui n'a d'autre raison d'être que l'exercice d'une fonction diplomatique conférée par un gouvernement étranger. Ensuite l'article 8 contient lui-même une disposition ainsi conçue : « Est assimilé à la résidence en France le séjour en pays étranger pour l'exercice d'une fonction conférée par le gouvernement français. » La réciproque est manifestement vraie et il n'est pas douteux que le séjour en France de l'agent diplomatique étranger doit être assimilé à sa résidence dans le pays même qu'il représente. L'enfant dont le père ou le grand-père ne résidait en France que pour l'exercice d'une fonction diplomatique ne tombera donc pas sous l'application du § 3 de l'article 8⁽¹⁾ ». Enfin l'on peut encore à l'appui de cette théorie citer l'article 5 de la convention franco-belge du 30 juillet 1891⁽²⁾ :

(1) *Journal officiel*, Sénat, 1889, Rapports de M. Delsol, *Documents parlementaires*, p. 233.

(2) *Journal officiel* du 1^{er} janv. 1892, p. 3.

« Les enfants d'agents diplomatiques ou de consuls envoyés conservent la nationalité de leurs parents, à moins qu'ils ne réclament le bénéfice des lois des pays où ils sont nés. »

Malgré cette exception implicite et ne touchant d'ailleurs qu'un très petit nombre d'individus, il y avait certainement dans l'article 8 § 3 une disposition rigoureuse et que deux arrêts célèbres devaient encore aggraver.

Pour que l'article 8 § 3 s'applique, il faut que le père de l'enfant né en France y soit lui-même né : peut-on dire que cette condition est remplie quand il est né sur un territoire qui ayant fait partie de la France en a été ensuite détaché? Jusqu'en 1883, la jurisprudence admettait l'effet rétroactif des traités d'annexion, et considérait comme n'ayant jamais eu aucun lien avec leur ancienne patrie les ressortissants au territoire démembré ⁽¹⁾. Mais le 7 décembre 1883 la Cour de cassation condamna cette doctrine ⁽²⁾, et décida que les enfants de ceux qui étaient

(1) *Journal de droit international privé*, 1895, p. 390, 399 sqq., affaire Goyan; Cassation, 29 juin 1893 et les observations de M. l'avocat-général Corentin-Guyho devant la cour d'Amiens; Sir. 92. 2. 97 et la note de M. Pillet; Dal. 92. 2. 425 et la note de M. Pic. Spécialement sur les traités de 1814, *Journal de droit international privé*, 1891, p. 947; *Revue pratique de droit international privé*, 90. 1. 16; Le Sueur et Dreyfus dans la *France judiciaire*, 1889, p. 376-8.

(2) Affaire Gillebert : Sir. 85. 1. 89 et le rapport de M. le conseiller Tanon; *Journal de droit international privé*, 1884, p. 628, et les conclusions de M. l'avocat-général Desjardins. Arrêt de la chambre civile dans le même sens, le 25 février 1890; *Journal de droit international privé*, 1890, p. 113.

Le Conseil d'État fait, paraît-il, une distinction : les traités de 1814

nés sur ces territoires seraient Français en vertu de l'article 8 § 3 si eux-mêmes étaient nés en France. Cette solution très importante pour l'interprétation tant des traités de 1814 que de celui de 1871 ⁽¹⁾ a eu entre autres pour conséquence de soumettre à l'allégeance française les enfants nés en France *depuis l'annexion de l'Alsace-Lorraine* de parents eux-mêmes originaires de cette province, même si ceux-ci n'ont pas opté pour la France dans les délais et conditions prévus par le traité de Francfort.

La théorie de la cour suprême, notoirement inspirée de la même idée qui devait dicter la loi de 1889, fut complétée ou plutôt parachevée par un arrêt non moins im-

replaçant la France dans l'état où elle se trouvait sous Louis XVI ont un effet rétroactif ; les habitants des territoires démembrés à ce moment n'ont jamais été Français, et ce qui le prouve, c'est que la loi du 14 octobre 1814 les traite comme des étrangers ordinaires, puisqu'elle les oblige pour rester ou plutôt pour devenir Français, à obtenir une véritable naturalisation. Exception toutefois est faite pour les ressortissants aux anciennes provinces belges qui appartenaient avant la Révolution à l'Espagne : en effet, elles ne furent pas rendues en 1814 à leur maître antérieur ; dans ces circonstances, comme on ne pouvait les considérer comme ayant toujours fait partie de la nouvelle patrie à laquelle elles étaient attribuées, le Conseil d'État estime que leurs habitants ont été Français jusqu'au moment de leur démembrement. Quant aux territoires qui nous furent enlevés après les Cent-Jours, ils ne sont devenus étrangers qu'en 1815, car ils nous appartenaient dès avant la Révolution : en conséquence, les individus qui y sont nés doivent être regardés comme nés en France.

Le Conseil d'État n'a d'ailleurs jamais formulé dans une décision expresse cette distinction, dont il n'y a pas trace dans les deux arrêts de cassation du 7 décembre 1883 et du 25 février 1890.

(1) Influence de l'arrêt Gillebert sur les déclarations de nationalité et spécialement sur les articles 9 et 10, v. *infra*, p. 39, note 2 et 70.

portant que celui du 7 décembre 1883 et rendu sous l'empire de considérations analogues.

Le texte de la loi de 1889 disait : « Tout individu né d'un étranger... » Que fallait-il entendre par là? Quand c'était le père qui était né en France, sans aucun doute l'article 8 § 3 s'appliquait. Mais quand c'était la mère, que devait-on décider? La majorité des auteurs⁽¹⁾ enseignaient que du moment qu'un des parents de l'enfant était né en France, que ce fût le père ou la mère, l'article devait s'appliquer; notre individu était Français sans faculté de répudiation : en effet, disaient-ils, tous les textes qui parlent de l'« étranger, » articles 11, 13, 14, 15, 16, visent aussi bien les femmes que les hommes, d'ailleurs déjà en droit romain. « *Pronuntiatio sermonis in sexu masculino ad utrumque sexum plerumque porrigitur.* » Enfin les raisons économiques et sociales qui justifient l'article 8 § 3 sont les mêmes, que ce soit le père ou la mère de l'enfant qui soit né sur le sol français. Malgré ces arguments, quelques auteurs⁽²⁾ et

(1) Weiss, *op. cit.*, p. 201; Cogordan, *op. cit.*, p. 104; Baudry-Lacantinerie, *Précis de droit civil*, 5^e édit., t. I, p. 67; Aubry et Rau, t. I, § 70; Le Sueur et Dreyfus, *Journal de droit international privé*, 1892, p. 86 sqq.; *eod. op.*, 1891, p. 1220.

(2) Renault, *Bulletin de la société de législation comparée*, 91-2, p. 271. « Il y a là certainement une disposition rigoureuse qu'il ne faut pas exagérer encore par l'interprétation. » Geouffre de Lapradelle, *op. cit.*, p. 248 sqq. « Considérer l'enfant né en France d'un père né à l'étranger et d'une mère née en France comme Français d'origine, c'est vraiment pousser trop loin la tendance absorbante. »

la pratique administrative étaient en sens contraire; quand un individu, né en France d'une mère qui elle-même y était née, demandait la naturalisation, la Chancellerie lui faisait souscrire, si la mère était d'origine française, la déclaration prévue par l'article 10 du Code civil, et dans le cas contraire, celle prévue par l'article 9⁽¹⁾, à condition qu'il fût dans le cours de sa vingt-deuxième année; sinon, on l'obligeait à recourir à la naturalisation par décret. Quand, au contraire, ignorant la loi nouvelle et croyant être en situation d'user de la faculté d'option réservée par les lois de 1851 et de 1874, il désirait faire une déclaration d'extranéité, on l'informait que c'était là une formalité inutile: en un mot, on le considérait comme étranger de naissance. Telle était la jurisprudence de l'administration quand survint l'arrêt de la cour de Paris du 2 juin 1891, confirmé en cassation le 7 décembre suivant ⁽²⁾. La Cour suprême se rangeant à l'avis de la doctrine générale motiva sa décision par les raisons suivantes. «... Attendu que... rien dans le texte de la loi n'indique qu'il soit nécessaire que les père et mère de cet individu soient l'un et l'autre nés en France, ou que ce soit le père plutôt que la mère qui remplisse cette condition; que, dès lors, on ne saurait refuser à l'individu né en France d'une mère

(1) Sur ces deux déclarations, V. *infra*, p. 35 et 63.

(2) Affaire Hess, Sir. 92. 1. 81 et la note de M. Pillet; Pandect. franç. 92. 1. 129 et la note de M. Weiss.

qui y est née également le droit de réclamer la qualité de Français⁽¹⁾. »

L'article 8 § 3 de la loi de 1889 et les conséquences qu'en tiraient nos tribunaux provoquèrent, comme on pouvait s'y attendre et comme l'avait prédit plus d'un auteur, les protestations des pays voisins ⁽²⁾; de plus

(1) Sur les conséquences de cet arrêt au point de vue des déclarations de nationalité et spécialement des articles 9 et 10, V. *infra*, p. 50 et 71.

Les deux arrêts de 1883 et de 1891 devaient forcément amener une diminution dans le nombre des naturalisations : en effet beaucoup d'individus qui avaient des sympathies pour notre pays se sont vus englobés par lui *ipso jure* (M. Falcimaigne, *Journal de droit international privé*, 1893, p. 985, note 2, en évalue le nombre à 1.100 annuellement) ; les demandes de naturalisation qu'ils s'apprêtaient à effectuer sont devenues sans objet. Aussi, tandis qu'en 1890 et en 1891, la statistique accusait 5.984 et 5.371 naturalisations, en 1892 ce chiffre tombait à 4.537, et enfin en 1893, il ne s'est élevé qu'à 4.212.

(2) Voici le modèle des décisions que la Chancellerie envoya aux parquets et aux fonctionnaires administratifs après l'arrêt Hess, et qui motivèrent les réclamations des puissances et partant amenèrent le vote de la loi du 22 juillet 1893 :

Monsieur le Procureur de la République,

Par dépêche du _____, vous m'avez transmis les deux expéditions d'une déclaration souscrite le _____, devant M. le juge de paix _____, par le sieur _____, demeurant à _____, en vue de

Il résulte de l'examen du dossier que le sieur _____ est né à _____, d'un père né à _____ et d'une mère née à _____

La Cour de cassation a décidé, par arrêt du 7 décembre 1891, que l'expression « d'un étranger », qui se trouve dans l'article 1^{er} de la loi du 7 février 1851, s'applique aussi bien à la mère qu'au père de l'enfant né en France, et que, par suite, tout individu né en France d'une mère, qui elle-même y est née, est Français, s'il n'a répudié ladite qualité dans l'an-

il ne faut pas se dissimuler que l'attribution de la qualité de Français dans notre hypothèse avait souvent l'inconvénient très grave de conférer aux membres d'une même famille, aux parents et aux enfants, une nationalité différente (1). Ces critiques furent relevées dans l'exposé des motifs du projet de la loi de 1893 en ces termes (2) :

née de sa majorité. *Le paragraphe 3 de l'article 8 nouveau du Code civil reproduisant la même expression sans maintenir la faculté de répudiation, j'estime qu'il y a lieu de considérer le sieur _____ comme irrévocablement Français, et que sa déclaration est par suite sans valeur.*

Je vous prie de vouloir bien porter cette décision à la connaissance du sieur _____ et, en lui remettant contre récépissé les pièces ci-jointes, lui délivrer copie de la présente dépêche.

Recevez, Monsieur le Procureur, etc.....

Monsieur le Préfet,

Le sieur _____, demeurant à _____, m'a adressé une demande de naturalisation.

Il résulte de l'examen du dossier que le postulant, né à _____, le _____, d'un père né à _____ et d'une mère née à _____, n'a pas dans l'année de sa majorité revendiqué la nationalité de son père.

La Cour de cassation ayant décidé par arrêt du 7 décembre 1891 que les dispositions de la loi du 7 février 1851 déclarant Français, sauf faculté de répudiation, tout individu né en France d'un étranger qui lui-même y est né s'appliquent même à l'individu dont la mère seule est née en France, *j'estime que le sieur _____ est Français et que sa demande de naturalisation est par suite sans objet.*

Je vous prie de vouloir bien porter cette décision à la connaissance du pétitionnaire et lui délivrer copie de la présente dépêche en lui remettant contre récépissé les pièces ci-jointes.

Recevez, Monsieur le Préfet, etc.....

(1) Le Sueur et Dreyfus, *Journal de droit international privé*, 1892, p. 89.

(2) *Journal officiel, Documents parlementaires* de mars 1893, p. 2272.

« La disposition de l'article 8 § 3 a soulevé de nombreuses réclamations de la part des puissances étrangères, qui déjà pendant l'élaboration de la loi du 26 juin 1889 avaient protesté contre la suppression de la faculté d'option en faveur de la nationalité d'origine. Elles ont fait ressortir, à diverses reprises, les résultats très rigoureux de la législation nouvelle qui déclare Français d'une manière définitive et sans retour possible l'enfant né en France d'un étranger qui lui-même y est né, et elles ont insisté pour l'abandon d'une interprétation dont les conséquences étaient plus rigoureuses encore. » Toutes ces raisons ont décidé en 1893 le législateur à faire un pas en arrière, mais comme *toutes* les réclamations reçues de l'étranger par le gouvernement français se sont référées à des personnes nées en France et dont la mère elle-même y était née et qu'il n'y en a point eu de la part d'individus dont le père était né sur notre sol ⁽¹⁾, le Parlement au lieu de revenir simplement au système des lois de 1851 et de 1874, s'est arrêté à mi-chemin. De plus, il a profité de l'occasion pour consacrer législativement la doctrine de l'arrêt du 7 décembre 1891 ; de là la modification apportée à l'article 8 § 3 et ainsi conçue : « *Tout individu né en France de parents étrangers dont l'un y est lui-même né ; sauf la faculté pour lui, si c'est la mère qui est née en*

(1) Surville, *Journal de droit international privé*, 1893, p. 681, et rapport de M Thézard au Sénat le 29 juin 1893 : *Journal officiel, Documents parlementaires* de décembre 1893, p. 502.

*France, de décliner dans l'année qui suivra sa majorité la qualité de Français, en se conformant aux dispositions du paragraphe 4 ci-après. — L'enfant naturel pourra, aux mêmes conditions que l'enfant légitime, décliner la qualité de Français quand le parent qui est né en France n'est pas celui dont il devrait, aux termes du paragraphe 1^{er}, 2^e alinéa, suivre la nationalité ⁽¹⁾ ». Donc peut seul échapper aux conséquences du *jus soli* et réclamer une autre patrie celui qui, né en France d'une personne qui elle-même y est née, n'en doit pas suivre la condition juridique ⁽²⁾.*

Maintenant que l'on a vu à l'œuvre le palliatif si bruyamment réclamé, on peut se demander si le remède était bien utile et si vraiment la loi de 1889 « cette loi

(1) V. le modèle de la déclaration à remplir par celui qui se prévaut de la faculté d'option organisée par la loi de 1893, modèle n° 5 de la circulaire ministérielle du 28 août 1893, *infra*, p. 91, *ad. not.*

(2) La loi nouvelle a supprimé une controverse qu'avait fait naître, sur la loi de 1889, la loi sur le recrutement du 15 juillet suivant : en effet, l'article 11 de celle-ci avait visé, parlant des étrangers nés en France d'un étranger qui lui-même y était né, la loi du 16 décembre 1874, bien qu'elle ne fût plus en vigueur depuis trois semaines, et il se terminait ainsi : « ... ils sont soumis au service militaire *s'ils n'établissent pas leur qualité d'étrangers*. » Or cette possibilité de s'affranchir de l'allégeance française, à laquelle se rapportent les derniers mots de l'article, avait été supprimée par la loi du 26 juin 1889 ; aussi on se demanda si la loi sur le recrutement, inexplicable si on la voulait concilier avec celle du 26 juin précédent, n'avait pas entendu faire revivre, tout au moins *parte in qua*, la loi de 1874 ; depuis le 22 juillet 1893, la question ne peut plus se poser, et les mots : « s'ils n'établissent pas leur qualité d'étrangers » ont retrouvé leur application grâce à la modification apportée il y a deux ans à l'article 8 § 3 de la loi sur la nationalité. Cf. Weiss, *op. cit.*, p. 207.

d'expédient (1), » comme on l'a appelée, méritait tous les reproches dont on l'a accablée. Le législateur de 1893, ne voulant pas que le bénéfice de la loi nouvelle ne profitât pas aux individus devenus majeurs après 1889, mais avant 1893 (2), inséra dans l'article 2 de la loi une disposition ainsi conçue : « *Les individus auxquels l'article 8 § 3, modifié, réserve la faculté de réclamer la qualité d'étranger et qui auront atteint leur majorité à l'époque de la promulgation de la présente loi, pourront réclamer cette qualité en remplissant les conditions prescrites dans le délai d'un an, à partir de cette promulgation* (3). » Or la

(1) Bufnoir, *Bulletin de législation comparée*, t. 21, année 1891-92, p. 273.

(2) Gruffy, *Journal de droit international privé*, 1894, p. 771-3.

(3) Voici le modèle de déclaration (Circulaire ministérielle du 28 août 1893) à souscrire dans ce cas :

MODÈLE N° 5 *bis.*

Déclaration en vue de décliner la qualité de Français.

(Application de la disposition transitoire qui forme l'article 2 de la loi du 22 juillet 1893.)

(1° Cette déclaration ne peut être faite que par les individus nés en France d'un père né à l'étranger et d'une mère née elle-même en France et qui, ayant déjà atteint leur majorité au moment de la promulgation de la loi du 22 juillet 1893, étaient considérés sous l'empire de l'ancienne législation comme Français sans faculté de répudiation.

²⁰ Cette déclaration ne pourra plus être faite par les individus se trouvant dans les conditions sus-énoncées après le 22 juillet 1894 inclusive-ment).

L'an _____ et le _____ du mois de _____ par devant
nous, juge de paix du canton de _____, arrondissement de
_____, département de _____, s'est présenté le sieur (nom, pré-
noms), né le _____, à _____ (profession), demeurant à
_____, lequel nous a déclaré qu'étant né en France de (nom,

plus grande partie des intéressés ont laissé passer le délai d'un an et sont donc devenus Français *ipso facto*; bien plus, beaucoup ont renoncé d'avance à se prévaloir de la faculté de répudiation que leur réservait la loi nouvelle ⁽¹⁾ : leur nombre s'est élevé, du 22 juillet 1893 au 22 juillet 1894, délai d'application de la disposition transitoire de l'article 2 de la loi, à 659, tandis que dans le

prénoms, date et lieu de naissance, domicile du père) et de (nom, prénoms, date et lieu de naissance de la mère) il voulait décliner la qualité de Français en vertu de l'article 2 de la loi du 22 juillet 1893, et réclamait la nationalité

A l'appui de sa déclaration le sieur _____ nous a remis :

- 1° Son acte de naissance ;
- 2° Les actes de naissance et de mariage de ses père et mère ;
- 3° Une attestation en due forme du gouvernement du pays dont il se réclame et constatant qu'il est considéré comme son national ;
- 4° Un certificat constatant qu'il a répondu dans son pays d'origine à l'appel sous les drapeaux.

Pièces qui seront annexées à la déclaration qui doit être adressée au Ministère de la justice pour y être enregistrée, cette formalité étant prescrite par la loi à peine de nullité.

Étaient présents :

Le sieur (nom, prénoms, profession, demeurant à _____), et le sieur (mêmes indications).

Lesquels nous ont attesté l'individualité du comparant et ont déclaré que ce qui précède est à leur connaissance personnelle.

Avant de clore, nous avons fait observer au déclarant que dans le cas où il solliciterait ultérieurement la naturalisation, cette faveur lui serait refusée.

Après lecture faite, le déclarant a signé avec les témoins et nous juge de paix.

(1) Voir la déclaration modèle 7 de la circulaire du 28 août 1893, *infra*, p. 79 *ad not.*

même laps de temps, 443 seulement profitèrent de cette disposition pour se soustraire à l'allégeance française ⁽¹⁾. La comparaison de ces chiffres montre que la faculté nouvelle reconnue aux étrangers nés en France d'une mère qui elle-même y était née est peut-être moins essentielle qu'on ne l'a soutenu.

Mais la naissance, si elle est la plus importante, n'est pas la seule cause d'acquisition de notre nationalité. De tout temps on a admis que des ressortissants à une souveraineté étrangère pouvaient venir se ranger sous l'allégeance d'un autre pays.

Déjà sous l'ancien régime, le roi avait la faculté d'accorder ce qu'on appelait des *lettres de naturalité*; d'ailleurs aucune réglementation n'était intervenue et le gouvernement admettait ou rejetait la demande des intéressés selon son bon plaisir. Pendant la période intermédiaire, des lois intervinrent qui fixèrent les conditions auxquelles les postulants devaient satisfaire pour être admis au nombre de nos nationaux⁽²⁾. Enfin la loi du 26

(1) Voir le journal « *La Loi* » du 24 janvier 1895; mais sa statistique s'arrête au 1^{er} janvier 1894.

(2) Il est à remarquer que les Constitutions de l'an III et de l'an VIII, sous l'influence des idées philosophiques de fraternité universelle, conféraient à l'étranger qui remplissait les conditions légales un *droit* à devenir citoyen français : le gouvernement n'avait pas à donner son adhésion. Ce système dangereux disparut d'ailleurs dès le début du siècle; en effet, le Code, qui était muet sur la naturalisation, créa dans son article 13 une catégorie d'étrangers privilégiés, ceux qui ont obtenu l'autorisation d'établir leur domicile en France; le Conseil d'État en profita pour décider

juin 1889 a coordonné la matière dans l'article 8-II°. Mais le trait caractéristique de la naturalisation est resté le même : le gouvernement est libre de refuser *ad mutum* la demande d'accession à notre cité⁽¹⁾.

Certes ce système est prudent, et personne ne songe à enlever à la puissance publique cette prérogative. Mais si l'appréciation souveraine du gouvernement se justifie en ce qui concerne ceux qu'aucun lien ne rattache à notre pays, il peut paraître exagéré de laisser aux mains du pouvoir exécutif une semblable puissance en face d'individus auxquels leur naissance sur notre sol ou les liens du sang ont dû inspirer des sentiments d'affection pour notre patrie. N'est-il pas juste de leur tenir compte de

dans son avis du 20 prairial an XI que seul le *domicile autorisé* pourrait conduire à la naturalisation. Enfin le décret du 7 mars 1809 rétablit définitivement le pouvoir de contrôle du gouvernement en le chargeant de vérifier dans chaque espèce si les conditions mises par la Constitution à l'obtention de la naturalisation étaient exactement remplies.

(1) La loi de 1889 a soumis au pouvoir de contrôle du gouvernement des individus qui depuis cent ans y avaient échappé, ce sont les *descendants de religionnaires fugitifs*. En effet, tandis que la loi des 9-15 décembre 1790 les déclarait « *naturels Français* » à la seule condition qu'ils vissent s'établir en France, le texte de la loi nouvelle, article 4, exige un *décret* individuel dans chaque cas. Ces individus ne sont pas cependant absolument assimilés aux naturalisés, notamment aux deux points de vue suivants : d'abord aucun stage ne leur est imposé, et ensuite ils sont immédiatement éligibles aux assemblées législatives. Ces solutions sont justifiées par le début de l'article 4 de la loi de 1889 disposant que : « les descendants des familles proscrites lors de la révocation de l'édit de Nantes continueront à bénéficier des dispositions de la loi du 15 décembre 1790... » Le nombre des personnes qui ont invoqué ce texte a été en 1890 et en 1891 de 6, et de 7 en 1892.

ces faits et de leur faciliter l'entrée dans les rangs des citoyens? Au lieu de les obliger à solliciter une faveur, n'est-il pas équitable de les autoriser à réclamer une nationalité à laquelle leur passé leur donne les droits? Ce ne sont pas des nationaux d'origine sans doute, mais ce ne sont pas non-plus des étrangers. S'ils manifestent hautement leur désir de se rattacher à notre pays, pourquoi les repousserions-nous? La préférence qu'ils nous accordent doit nous les rendre sympathiques et nous engager à les protéger de nos lois.

Telles sont les raisons qui justifient, à côté de la naturalisation par décret, les déclarations de nationalité. Le développement qu'elles ont pris au cours de ce siècle prouvent qu'elles répondaient à un besoin et on ne peut que féliciter le législateur du Code civil d'avoir inauguré un système dont les résultats ont été si féconds.

CHAPITRE PREMIER

Cas où la nationalité française peut s'acquérir par voie de déclaration et circonstances dans lesquelles les intéressés sont amenés à souscrire ces déclarations.

L'acquisition de la qualité de Français par voie de déclaration se développa surtout grâce aux travaux de la doctrine. Celle-ci, frappée par la situation privilégiée que cette institution faisait aux individus qui étaient en mesure de l'invoquer, imagina pour la désigner le terme de *bienfait de la loi* ; cette expression d'ailleurs ne se rencontre pas dans les textes. D'autre part elle semble impliquer une sorte de bénéfice légal, de droit absolu et sans contrôle pour ceux qui se prévalent de ce mode d'acquisition de notre cité. Cette conception, si elle répondit longtemps à la réalité des faits, n'est plus aujourd'hui, surtout depuis la loi du 22 juillet 1893, en rapport avec le système qui nous régit : aussi les auteurs, aussi bien que les textes ⁽¹⁾, emploient plus volontiers le terme de *naturalisation de*

(1) Article 5 § 2 de la loi du 26 juin 1889, et article 5 *in fine* du décret portant règlement d'administration publique du 13 août 1889.

faveur. En effet, c'est là une vraie naturalisation, c'est-à-dire l'accession à une cité nouvelle ; et c'est une naturalisation *de faveur*, car elle est dispensée de certaines des conditions qu'implique la naturalisation ordinaire.

Les cas où l'acquisition des droits de citoyen français est possible au moyen de ce traitement privilégié des déclarations de nationalité sont au nombre de trois, prévus par les articles 9, 12 § 2 et 10.

A. ARTICLE 9 § 1 : « *Tout individu né en France d'un étranger et qui n'y est pas domicilié à l'époque de sa majorité pourra, jusqu'à l'âge de vingt-deux ans accomplis, faire sa soumission de fixer en France son domicile, et s'il l'y établit dans l'année à compter de l'acte de soumission, réclamer la qualité de Français par une déclaration qui sera, à peine de nullité, enregistrée au Ministère de la justice.* »

D'après le Code de 1804, l'enfant né en France d'un étranger est étranger : c'était là une innovation. En effet sous l'ancien régime, l'individu né sur le sol Français tombait *ipso facto* sous l'allégeance du roi de France, et rien ne fut changé à cette règle par les lois de la période intermédiaire⁽¹⁾ ; il en résulte que les personnes nées en France avant le 8 mars 1803, date de la promulgation du titre 1^{er} du Code, sont de plein droit Françaises, lors même que leurs parents seraient d'origine

(1) V. *suprà*, p. 7 et 9.

étrangère. Bien que le triomphe du *jus sanguinis* n'ait pas été douteux au moment de la rédaction du Code civil, il parut bien rigoureux à ses auteurs de n'attacher absolument aucun effet au lieu de la naissance; la transition eût été trop brusque et comme, d'autre part, le système de l'ancien régime comptait encore beaucoup de partisans, on tempéra dans l'application la rigueur du principe nouveau. Sans cesser d'admettre que la nationalité a sa source dans la filiation, on inséra une disposition qui facilitait la naturalisation aux enfants nés en France de parents étrangers; comme toujours, le Code s'arrêta à une transaction et fit une sorte de compromis entre le système du Tribunat, qui demandait l'assimilation pure et simple des étrangers nés en France aux autres étrangers, et le système du premier Consul, qui demandait le maintien de l'ancienne règle, sans doute pour avoir le droit d'appeler à la conscription tous les natifs du sol français; de là l'article 9, rédigé dans les termes suivants : « Tout individu né en France d'un étranger pourra, dans l'année qui suivra l'époque de sa majorité, réclamer la qualité de Français, pourvu que dans le cas où il résiderait en France, il déclare que son intention est d'y fixer son domicile, et dans le cas, où il résiderait en pays étranger, il fasse sa soumission d'établir son domicile en France, et l'y établisse dans l'année, à compter de l'acte de soumission. » Ce texte est demeuré en vigueur jusqu'en 1889; à ce moment il fut remanié, pour être

de nouveau légèrement modifié en 1893. Comme on le voit le texte qui nous régit actuellement diffère de l'ancien sur trois points. D'abord il ne s'occupe plus des individus nés en France et y domiciliés à l'époque de leur majorité; leur situation est aujourd'hui réglée par l'article 8 § 4⁽¹⁾; ensuite il tranche la question controversée de l'âge que doit avoir le déclarant⁽²⁾, en spé-

(1) V. *infra*, p. 87 sqq.

(2) Sous le Code, le texte parlait de « l'année qui suit la majorité » du déclarant. Mais de quelle majorité s'agissait-il? On avait soutenu qu'il s'agissait de la majorité française; mais ce système avait été combattu par la plupart des auteurs, qui disaient, assez justement, que la majorité était au premier chef de statut personnel, et devait par conséquent être réglée par la loi nationale du déclarant, c'est-à-dire par la loi étrangère; un jugement du tribunal de la Seine en date du 1^{er} décembre 1885 (Sir. 87. 2. 86) leur avait donné gain de cause par quelques attendus très formels : « Attendu que, d'après le sens grammatical de cette disposition (l'article 9), la majorité qu'elle vise est celle qui est fixée par la loi personnelle du réclamant, la seule qui lui soit propre, et non pas celle qui est déterminée par la loi française laquelle ne pourra régir son état et sa capacité que quand il sera devenu définitivement Français..... Attendu d'autre part qu'au moment où il réclame la qualité de Français, l'individu né en France d'un étranger est lui-même étranger, et soumis à la loi étrangère qui régit seule son état et sa capacité; que la déclaration qui lui est imposée par l'article 9 et le changement de nationalité qui s'ensuivra tiennent à son statut personnel, et ne peuvent intervenir qu'autant que, d'après ce statut même, il a capacité pour modifier sa condition antérieure; que la fiction juridique qui attribue un effet rétroactif à l'acquisition de la nationalité française, dans le cas particulier prévu par l'article 9 du Code civil, est ici sans application puisqu'il s'agit non pas de déterminer une conséquence de la déclaration pour le temps qui l'a précédée, mais d'apprécier si elle a été faite en conformité de la loi, de manière à produire les effets qui y sont attachés ou si, au contraire, elle est nulle et inopé-

clamer la qualité de Français; la loi ancienne se contentait de la première soumission, celle de venir s'établir sur notre sol, la naturalisation en étant la conséquence forcée, lorsqu'elle était suivie de l'établissement effectif du domicile.

La situation privilégiée faite ainsi à l'individu né de parents étrangers se justifie par ce fait que sa naissance sur le sol français a dû lui inspirer quelque attachement pour le pays qui l'a vu naître. Cela doit-il suffire pour suppléer complètement à la nationalité d'origine, et serait-il désirable que l'on accordât de plein droit à cet individu les prérogatives d'un citoyen de naissance, comme on le fit jusqu'au Code civil? Non sans doute; mais, quand, à ces sympathies que son pays natal a fait germer en lui, il joint, les manifestant ainsi hautement, le désir expressément formulé de se rattacher à la France, il est équitable de lui faciliter la réalisation de ce vœu qui ne peut qu'être flatteur pour nous. « Ses premiers pas ont

4° L'extrait du casier judiciaire;

Pièces qui seront annexées à la déclaration qui doit être adressée au Ministère de la justice, pour y être enregistrée, cette formalité étant exigée par la loi à peine de nullité.

Étaient présents :

Le sieur (nom et prénoms), âgé de _____, profession de _____
demeurant à _____.

Et le sieur (mêmes indications).

Lesquels nous ont attesté l'individualité du comparant, ont déclaré que ce qui précède est à leur connaissance personnelle et ont signé avec le déclarant et nous, juge de paix, après lecture faite.

vu le sol français, dit Treilhard ⁽¹⁾, c'est sur cette terre hospitalière qu'il a souri pour la première fois aux caresses maternelles, qu'il a senti ses premières émotions, que se sont développés ses premiers sentiments. Les impressions de l'enfance ne s'échappent jamais; tout lui retracera dans le cours de la vie ses premiers plaisirs. Pourquoi lui refuserait-on le droit de *réclamer* la qualité de Français, que tant et de si doux souvenirs pourront lui rendre chère? C'est un enfant adoptif. »

Enfin, à côté de ces raisons de sentiment, les circonstances de fait, tant en 1803 qu'en 1889, devaient pousser à cette solution; si au commencement du siècle la tradition séculaire du *jus soli* milita en sa faveur, l'idée des législateurs de 1889, pour être inspirée d'autres considérations, ne lui fut pas moins favorable. En effet, effrayés par la dépopulation croissante qu'accusaient les statistiques des dernières années, les auteurs de la loi du 26 juin s'efforcèrent d'introduire dans la patrie française tous ceux qui pouvaient avoir quelque motif d'être attachés à notre pays.

Ces diverses raisons expliquent la rédaction de l'article 9, et les conditions qu'il édictait pour qu'un individu né en France de parents étrangers pût devenir Français.

Ces conditions peuvent être ramenées à quatre ⁽²⁾ :

(1) Exposé des motifs, Loaré, t. 2, p. 318.

(2) Cf. Circulaire du Garde des Sceaux du 28 août 1893; Weiss, *op. cit.*, p. 82 sqq.; Cogordan, *op. cit.*, p. 81; Le Sueur et Dreyfus, *La nationalité (droit interne)*, p. 132; Geouffre de Lapradelle, *op. cit.*, p. 26-7; Vincent, *Lois nouvelles*, 1889, p. 833.

a) *Le déclarant doit être né de père et mère étrangers nés à l'étranger.* Cependant il faut mettre à part le cas où un des auteurs, étranger au jour de la naissance de l'enfant, aurait été autrefois Français : cette hypothèse est prévue par l'article 10 ⁽¹⁾.

De même, si l'un d'eux est né en France, ce ne sera plus l'article 9 qui s'appliquera, ce sera l'article 8 § 3 ⁽²⁾ : l'enfant sera Français de naissance ⁽³⁾.

C'est pourquoi la déclaration (modèle 1) par lui souscrite doit énoncer d'une façon exacte et complète l'état civil des parents, c'est-à-dire leurs noms, prénoms, dates et lieux de naissance; ces indications seront corroborées par la production de l'acte de mariage des père et mère, et, si cet acte ne contenait pas tous les renseignements utiles, la circulaire du 28 août 1893 enjoint aux juges de paix d'exiger, pour le compléter, les actes de naissance de chacun des parents.

b) *Le déclarant doit être né en France.* La production de son acte de naissance, exigée par la déclaration à lui prescrite, en fera foi. Suffirait-il qu'il ait été conçu en France ⁽⁴⁾? La négative est généralement enseignée : en effet, la maxime : « *Infans conceptus pro nato habetur, quoties de commodis ejus agitur* » n'est consacrée dans aucun texte général : seuls les articles 725 et 906 en font

(1) V. *infra*, p. 62 sqq.

(2) V. *suprà*, p. 12.

(3) Pour les enfants d'agents diplomatiques, V. *suprà*, p. 15.

(4) Stemler, *Journal de droit international privé*, 1890, p. 388; Weiss, *op. cit.*, p. 82; Cogordan, *op. cit.*, p. 77.

des applications, mais dans des cas spéciaux, en matière de successions et d'actes à titre gratuit : d'un caractère exceptionnel, elle ne peut recevoir l'interprétation extensive. D'ailleurs l'article 9 ne parle que de la naissance (tout individu *né...*); en outre pour connaître la date de la conception il faudrait avoir recours aux présomptions posées au titre : « De la paternité et de la filiation »; or elles n'ont été écrites que pour déterminer la légitimité de l'enfant et nullement sa nationalité; il est donc impossible d'en tenir compte en notre matière. Enfin et surtout, le motif de l'article 9, à savoir l'amour que tout homme ressent pour son pays natal, fait complètement défaut ici, et dès lors l'individu conçu en France et né hors de nos frontières doit être assimilé à un étranger ordinaire.

Peu importe d'ailleurs que la naissance ait eu lieu sur la France continentale ou dans les Colonies; peu importe même que la loi de 1889 n'ait été rendue expressément applicable qu'à l'Algérie, à la Martinique, à la Guadeloupe et à la Réunion; les travaux préparatoires du Code ⁽¹⁾ prouvent que le législateur a entendu faire bénéficier de l'article 9 tous les individus nés dans les colonies quelles qu'elles soient. Dans les pays de protectorat, il en doit être autrement, car ils continuent à ressortir à une souveraineté différente, sinon absolument indépendante de la France ⁽²⁾.

(1) Locré, t. 1, p. 249.

(2) Pour l'individu né sur un territoire démembré postérieurement à

Un individu né sur un navire français peut-il se dire né en France? Oui, s'il est né en pleine mer, ou si, né dans les eaux territoriales d'un autre pays, il a vu le jour à bord d'un navire de guerre ou d'un bâtiment postal : en effet seuls ceux-ci jouissent du privilège d'exterritorialité en quelque lieu qu'ils se trouvent.

Quant aux enfants nés dans l'hôtel d'une ambassade ou d'une légation françaises, ils doivent être considérés comme nés à l'étranger, malgré les paroles du Garde des Sceaux et du rapporteur, qui visaient l'article 8 § 3 et non l'article 9 (1). D'ailleurs si le père fait partie du personnel de l'ambassade, il est probable qu'il est Français et dès lors ils le seront aussi, *jure sanguinis* (article 8 § 4); si au contraire il s'agit d'une naissance accidentelle dans l'hôtel de notre envoyé, il n'est nullement besoin que de ce pur

sa naissance, V. *suprà*, p. 17. Il est intéressant de remarquer que l'arrêt du 7 décembre 1883, consacrant la théorie de l'effet non rétroactif des démembrements de territoires a eu pour conséquence d'augmenter la sphère d'application de l'article 9. En effet, si un territoire démembré était regardé comme ayant toujours appartenu à l'État annexant, les personnes nées sur ce territoire seraient considérées comme étant nées sur la terre étrangère, donc n'ayant aucun lien avec l'État qui a perdu cette province; au contraire, la cour de Cassation estime que ce n'est que du jour où l'annexion a eu lieu qu'il faut regarder le territoire comme démembré; dès lors, tous les individus nés sur son sol avant cette époque sont nés sur une terre française et par conséquent en situation d'invoquer les dispositions de l'article 9, même si le jour où ils s'en prévalent la terre qui les a vus naître a cessé de faire partie intégrante de la patrie.

(1) V. *suprà*, p. 16.

hasard l'on puisse ensuite se prévaloir pour nous imposer un national.

c) *Le déclarant ne doit pas être domicilié en France à l'époque de sa majorité*; sinon, il serait Français de plein droit en vertu de l'article 8 § 4 ⁽¹⁾. Il s'agit ici, bien entendu, de la majorité telle qu'elle est fixée par la loi française; M. Dubost a dit expressément au cours des travaux préparatoires ⁽²⁾ : « Toutes les fois qu'il s'agira, dans la loi votée, de la majorité, on entendra par là la majorité telle qu'elle est fixée par la loi française. » Au surplus, le texte même de l'article 9 impose cette interprétation, il rapproche en effet dans une disposition commune la majorité et l'âge de vingt-deux ans, indiquant bien ainsi que la majorité dont il parle est la majorité de vingt-et-un ans.

Si, pour que l'article 9 reçoive son application, il faut que le déclarant ne soit pas domicilié en France, il n'est pas nécessaire que celui-ci se trouve *actuellement* à l'étranger; il peut séjourner en France sans tomber sous le coup de l'article 8 § 4 : « Il faut qu'il soit bien compris, a dit M. Dubost ⁽³⁾ dans son rapport du 28 février 1889, que l'individu né en France d'un étranger et qui, *domicilié* à l'étranger, *séjournerait* en France à l'époque de sa majorité, puisse y faire la soumission prévue par l'article 9. »

(1) V. *infra*, p. 86 sqq.

(2) Deuxième rapport supplémentaire de M. Antonin Dubost, Chambre des députés, session ordinaire de 1889, n° 3560.

(3) *Eod. loc.*

d) *Le déclarant doit faire sa soumission de fixer son domicile en France.* Cet acte de soumission sera reçu, conformément à l'article 9 du décret du 13 août 1889, par l'un de nos agents diplomatiques ou consulaires à l'étranger, et dressé en double exemplaire. L'un est remis à l'intéressé qui doit le représenter au juge de paix; ce magistrat, après l'avoir visé expressément dans le texte de la déclaration, l'y annexe parmi les pièces justificatives. La seconde expédition est transmise immédiatement, par l'agent qui l'a reçue, au Ministère de la justice.

Jusqu'à quel âge la déclaration acquisitive peut-elle intervenir? La question nécessite au préalable l'étude de l'âge maximum auquel peut être faite la soumission d'établir le domicile en France. Sur ce point, aucune difficulté ne saurait s'élever : le texte, en effet, est formel, et le législateur a eu soin, consacrant par là le système admis par l'arrêt de cassation du 20 juin 1888 ⁽¹⁾, de fixer d'une manière certaine l'extrême limite à laquelle cette soumission peut intervenir à l'expiration de la vingt-deuxième année; ainsi est évité l'écueil dans lequel était tombé l'ancien article 9, qui se référant à « l'année de la majorité » avait donné lieu à des controverses sur le point de savoir d'après quelle loi il fallait fixer l'âge de cette majorité. Mais est-ce aussi ce délai, c'est-à-dire l'expiration de la vingt-deuxième année, qui marque le terme et de l'établissement du domicile en France et de la déclaration acquisitive qui le

(1) Sir. 88. 1. 300, *suprà*, p. 34, note 2.

suit? M. Vincent ⁽¹⁾ a soutenu l'affirmative en se fondant sur les travaux préparatoires de la loi de 1889. Si on suit fidèlement, dit-il, les modifications subies par la rédaction de l'article 9, on voit que jamais le législateur n'a entendu porter au delà de la vingt-deuxième année le droit d'acquérir la qualité de Français pour l'individu né en France d'un étranger; les mots *jusqu'à vingt-deux ans* n'ont été substitués à ceux *dans l'année de sa majorité* ⁽²⁾, figurant dans le texte de l'ancien article 9, que pour bien marquer qu'il s'agissait de la *majorité telle qu'elle est réglée par la loi française* ⁽³⁾; quant au délai pour user du bénéfice de la loi, il n'a jamais été question de le reculer; la proposition de loi adoptée par le Sénat en 1887 portait que tant les domiciliés que les non domiciliés pourraient « réclamer la qualité de Français *jusqu'à l'âge de vingt-deux ans*

(1) Lois nouvelles de 1889, p. 834, n° 100.

(2) Ce que M. Vincent ne dit pas, et cependant ce qui est capital, c'est que ces mots « jusqu'à vingt-deux ans » se réfèrent, non pas à la déclaration acquisitive, mais à la soumission de fixer le domicile en France, laquelle peut précéder d'un an cette déclaration : c'est du moins ce qui ressort aussi nettement que possible du texte qui a été voté, le seul dont l'interprète puisse tenir compte.

(3) Si telle avait été vraiment la pensée du législateur, il l'aurait exprimée clairement; que si l'on nous répond qu'il a reculé devant une telle formule (majorité telle qu'elle est fixée par la loi française), parce qu'elle ne tient pas compte du statut personnel du déclarant, il est facile de répliquer, d'abord que le législateur et surtout celui de 1889 s'est toujours fort peu soucié des distinctions théoriques et des systèmes d'École, et ensuite que cette formule, qui lui faisait, dites-vous, si grand'peur, avait déjà été employée par lui à l'article précédent; V. article 8, § 4.

accomplis. » Ainsi toutes les formalités devaient être par-faites avant cet âge ; de même , quand , après la distinction entre les domiciliés et les non domiciliés , l'article 9 ne visa plus que ces derniers , le projet de la commission ⁽¹⁾ déclarait que la réclamation de la qualité de Français devait avoir lieu avant vingt-deux ans accomplis . Mais , et M. Vincent est bien obligé lui-même de le reconnaître , le texte fut modifié et la phrase en quelque sorte retournée ; il n'y a là , dit-il , il est vrai , qu'une inadvertance de rédaction dont il ne faut pas tenir compte . Telle n'est pas l'opinion de la majorité des auteurs ⁽²⁾ , et telle ne fut pas celle du Garde des Sceaux , car dans sa circulaire du 28 août 1893 aux procureurs généraux on lit ces mots : « La déclaration de l'article 9 peut être souscrite *jusqu'à l'âge de vingt-trois ans accomplis* . La loi accorde , en effet , à l'intéressé un premier délai qui expire avec sa vingt-deuxième année pour souscrire l'acte de soumission , et la date de cet acte marque le point de départ d'un second délai d'un an pour l'établissement effectif du domicile en France et pour la déclaration en vue d'acquérir la nationalité française . » Comme on le voit , l'administration n'a pu aller contre le texte formel de l'article 9 ; il y a là , comme on l'a appelé , « un délai pour ainsi dire à double détente . » Le système , sans doute , est assez com-

(1) Annexe au rapport de M. Antonin Dubost du 7 novembre 1887, *Journal officiel*, 1887, annexes, p. 231, n° 2083.

(2) Weiss, *op. cit.*, p. 104 ; Cogordan, *op. cit.*, p. 83 ; Le Sueur et Dreyfus, *op. cit.*, p. 135.

pliqué, mais il peut jusqu'à un certain point se défendre. « Il n'est pas mauvais, dit en effet M. Weiss ⁽¹⁾, qu'un certain intervalle de temps puisse s'écouler entre l'acte de soumission et le transfert de domicile. L'étranger qui se prévaut de l'article 9 habite peut-être un pays très éloigné de la France; et ce serait en pareil cas demander l'impossible, s'il n'a fait sa soumission que vers la fin de sa vingt-deuxième année, que de l'obliger à fixer son domicile sur notre territoire, avant qu'elle soit accomplie. L'année qui lui est accordée lui sera très utile pour régler ses affaires, pour réaliser les biens qu'il possède dans sa patrie d'origine; pour rompre les liens de toute nature qui peuvent le rattacher à cette dernière; parfois elle lui permettra de mesurer à temps les conséquences d'un acte irréfléchi et d'y renoncer. »

D'ailleurs, dans le système de M. Vincent, l'article 12 § 2, qui étend l'article 9 aux enfants *majeurs* de l'étranger qui se fait naturaliser ⁽²⁾, devient lettre morte, puisque, d'après cet auteur, pour pouvoir invoquer l'article 9, il ne faut pas encore être majeur.

Enfin si, comme le voudrait M. Vincent, on exige que les trois formalités, acte de soumission, établissement du domicile en France et déclaration acquisitive, interviennent avant la vingt-deuxième année de l'intéressé, l'article 9 § 1 devient un texte inutile et il est impossible de

(1) Weiss, *loc. cit.*

(2) V. *infra*, p. 51 sqq.

lui trouver une application : en effet, si l'individu dont s'agit fixe son domicile en France avant sa vingt-deuxième année, c'est-à-dire avant d'être majeur (article 488 : « La majorité est fixée à vingt-et-un ans accomplis »), le jour où il atteindra cette majorité, ce ne sera plus l'article 9 qui lui sera applicable, puisqu'il ne concerne que ceux qui à leur majorité ne sont pas domiciliés, mais bien l'article 8 § 4, et alors il sera Français de plein droit. La déclaration de l'article 9 devient donc superflue, la seule qui lui compete est celle qui a pour but, non de lui faire acquérir une nationalité qu'il a déjà, mais de lui faire renoncer à la faculté de répudier cette nationalité ⁽¹⁾ : de toute façon, l'article 9 § 1 devient, dans le système de M. Vincent, une disposition qu'il n'est plus possible d'expliquer.

Au contraire, dans la théorie admise par la majorité des auteurs et par la Chancellerie, l'article 9 vise le cas suivant : celui d'un individu qui, ayant son domicile à l'étranger et l'y conservant jusqu'à sa majorité, fait avant l'âge de vingt-et-un ans accomplis la soumission de venir l'établir en France dans le délai d'un an. S'il accomplit cette formalité avant sa vingt-deuxième année, c'est-à-dire avant sa majorité, la déclaration de l'article 9 lui devient inutile, il est Français de plein droit en vertu de l'article 8 § 4 ; c'est l'hypothèse, mais la seule, que permette de prévoir le système de M. Vincent ; mais s'il profite du délai d'un an qu'a fait courir en sa faveur sa soumission de venir

(1) Déclaration modèle 2. V. *infra*, p. 135, note 1.

s'établir en France et s'il n'y fixe son domicile qu'après sa vingt-deuxième année, c'est-à-dire après sa majorité, l'article 8 § 4 ne peut plus lui être d'aucun secours, il est dès lors obligé de se retourner vers l'article 9 et d'effectuer la déclaration modèle 1 prévue par ce texte.

MM. Le Sueur et Dreyfus écrivent à ce sujet ⁽¹⁾ : « L'acte de soumission ne sera nécessaire que si le déclarant se trouve dans l'impossibilité d'effectuer la déclaration de nationalité avant l'expiration de sa vingt-deuxième année. S'il vient se fixer en France étant encore dans les délais pour souscrire la déclaration de domicile (c'est-à-dire, n'est-ce pas, avant d'avoir vingt-et-un ans accomplis), il est clair qu'il pourra immédiatement et sans accomplir cette formalité désormais superflue faire *sa réclamation de la qualité de Français*. » Qu'entendent ces auteurs par ces mots : « réclamation de la qualité de Français ? » Ce ne peut être évidemment que la déclaration acquisitive modèle 1 de l'article 9 ; mais alors comment expliquer que cet individu, par hypothèse domicilié en France à sa majorité, ait à faire cette déclaration ? En effet, il n'est pas soumis à l'article 9, mais bien à l'article 8 § 4, donc est Français de plein droit et par conséquent n'a aucune déclaration à souscrire. La seule espèce dans laquelle les lignes de MM. Le Sueur et Dreyfus pourraient s'expliquer, mais que d'ailleurs ils n'ont nullement l'air de viser,

(1) *Op. cit.*, p. 135.

est celle d'un individu qui ayant fait sa soumission de venir s'établir en France y *séjournerait* à l'époque de sa majorité, sans y avoir son *domicile*. Dans ce cas, il aurait jusqu'à sa vingt-troisième année, conformément à l'article 9, pour réclamer la qualité de Français.

Il faut reconnaître d'ailleurs que bien souvent en fait le délai de l'article 9 va se trouver diminué, du moins pour les hommes : en effet, le fils d'étranger, qui veut devenir Français en vertu de cet article, est porté sur les listes de recrutement; venu en France après vingt-et-un ans, c'est-à-dire étant en situation de bénéficier du double délai de l'article 9, mais avant vingt-deux ans, il sera compris dans la classe dont la formation se place entre ces deux dates, en vertu de l'article 11 § 2 de la loi sur le recrutement du 15 juillet 1889. Participe-t-il sans protester aux opérations du tirage au sort, il devient Français *ipso facto* (article 9 § 11) sans avoir d'autre formalité à remplir; au contraire, excipe-t-il de son extranéité, alors il est déchu du bénéfice de l'article 9 et reste étranger. De toute manière, la situation est fixée avant sa vingt-troisième année.

De tout cela, il est facile de conclure, et la pratique le démontre, que l'article 9 § 1 n'a dans les faits qu'une importance minime; les individus qui y recourent sont en très petit nombre, en si petit nombre même que certaines statistiques publiées par le Ministère de la justice, notamment celle de 1894, n'en parlent pas, et que d'autres, celle

de 1893 ⁽¹⁾ par exemple, réunissent sous une même rubrique les articles 8 § 4 et 9 § 1. Cela se comprend aisément : en effet, un individu né en France de parents étrangers, s'il a vraiment de l'attachement pour son pays natal, y sera déjà établi à vingt-et-un ans, et alors il tombera sous les articles 8 § 4 et 9 § 11. D'ailleurs il serait bien extraordinaire qu'il conçût le désir de devenir Français juste entre vingt et vingt-et-un ans, c'est-à-dire au moment le plus défavorable pour lui, puisque cette déclaration va l'obliger à faire son service militaire. Il en était autrement avant la loi du 26 juin 1889, car sous la législation du Code civil le fait d'être domicilié en France après y être né ne vous constituait pas de plein droit national ; il est vrai que la loi du 22 mars 1849 était déjà venue restreindre l'application de l'article 9 en décidant que l'individu, né en France d'étrangers, qui prendrait part aux opérations du recrutement sans exciper de son extranéité serait admis à tout âge à faire une déclaration acquiescive de la qualité de Français. L'article 9 § 11 est allé plus loin en décidant que la soumission à notre loi militaire le constitue de plein droit Français.

De plus, bien des enfants nés en France ont pour auteurs des individus qui eux-mêmes y sont nés. Sous le Code de 1804, leur situation était de tous points assimilée à celle des enfants nés en France d'auteurs nés à l'étran-

(1) V. le journal : « *La Loi* » du 24 janvier 1895 et la statistique du 12 juin 1895 (Bulletin des Lois, partie supplémentaire, n° 2835, p. 1049) où sur 877 déclarations aucune ne se réfère à l'article 9 § 1.

ger ; en conséquence, s'ils voulaient se ranger sous l'allégeance française, ils n'avaient qu'un moyen, l'article 9. Mais la loi du 7 février 1851, suivie sur ce point par celle de 1889, en décidant que deux naissances successives et en ligne directe sur notre sol suffiraient à conférer la nationalité, est venue enlever à l'article 9 une autre partie et d'importance remarquable de son champ d'application. Là d'ailleurs ne devaient pas se borner les empiètements de l'article 8 § 3 sur le domaine de l'article 9 : la loi de 1889 ⁽¹⁾ parlait d'un : « enfant né en France d'un étranger qui lui-même y est né » ; la jurisprudence, cédant à un scrupule et craignant d'exagérer outre mesure la tendance absorbante de la loi du 26 juin, avait décidé que l'article 8 § 3 ne s'appliquerait que quand l'auteur né en France serait le père, laissant ainsi à l'article 9 celui dont la mère y était née ; mais, le 7 décembre 1891, la cour de Cassation jugea que le bénéfice de l'article 8 § 3 ne devait pas être limité aux individus issus d'un père né en France. La loi du 22 juillet 1893 a consacré législativement ce système et l'article 9 s'est ainsi vu enlever encore un des lambeaux de son importance. Quant à l'enfant naturel, s'il n'a été reconnu par aucun de ses auteurs, l'article 8 § 2 le déclarant Français de plein droit le dispense de recourir à l'article 9 ; d'autre part, s'il est né en France c'est que vraisemblablement sa mère est Française, et comme la reconnaissance des enfants naturels, tant à rai-

(1) V. *suprà*, p. 19.

son des circonstances de fait que grâce aux articles 340 et 341 de notre Code civil, intervient plus fréquemment de la part des mères que des pères, cet enfant sera le plus souvent Français en vertu de l'article 8 § 1, et voilà une application de plus qui échape à l'article 9.

Enfin en supposant que notre individu soit le fils d'un ex-Français ou plus souvent d'une ex-Française (le cas est pratique, car la plupart des lois étrangères, comme l'article 12 d'ailleurs, donnent à la femme mariée la nationalité de son mari), en imaginant de plus, ce qui sera très rare, que cette femme ne soit pas née en France (afin d'écarter l'application de l'article 8 § 3), son fils va-t-il invoquer à vingt-et-un ans l'article 9 pour réclamer la nationalité française ? Établi à l'étranger, il faut le supposer pour que notre article soit en jeu, quel intérêt aurait-il à le faire ? Le plus souvent il aura grand soin de garder le silence afin de n'être pas obligé de servir dans nos troupes pendant trois ans. Et s'il a vraiment des sentiments français, il lui reste toujours la ressource de l'article 10 qui lui permet à tout âge, donc après qu'il échappera au service militaire, de venir revendiquer la cité française.

En somme, il faut pour trouver une application à l'article 9 supposer une naissance de hasard sur le sol français ; or, comme notre patrie impose, surtout à vingt-et-un ans, de lourdes charges à ses ressortissants, il est tout naturel que ceux qui seraient en mesure de l'invoquer négligent à dessein de le faire. Lettre morte en sa disposition essentielle, l'article 9 ne présente d'intérêt que parce qu'il con-

tient les règles générales de procédure et de capacité sur la matière, dont les applications pratiques sont prévues par d'autres textes.

B. ARTICLE 12, § 2 : « ... *La femme mariée à un étranger qui se fait naturaliser Français et les enfants majeurs de l'étranger naturalisé pourront, s'ils le demandent, obtenir la qualité de Français, sans condition de stage, soit par le décret qui confère cette qualité au mari, ou au père ou à la mère, soit comme conséquence de la déclaration qu'ils feront dans les termes et sous les conditions de l'article 9.* »

En ce qui concerne les enfants majeurs du naturalisé que le Code avait passés sous silence, la loi nouvelle s'est inspirée des textes antérieurs, tout en les modifiant : en effet, la loi du 7 février 1851 dans son article 2 et celle du 14 février 1882 dans son article unique *in fine* leur permettaient de réclamer la qualité de Français en vertu de l'article 9 par une déclaration faite dans l'année qui suivait la naturalisation de leur père ; quant à la femme du naturalisé, c'est la loi de 1889 qui pour la première fois s'en est occupée.

La question de principe résolue par l'article 12 § 2 a été fort discutée ⁽¹⁾ : la naturalisation doit-elle être individuelle et ne profiter qu'à celui qui l'a obtenue ? Ou bien au contraire, faut-il souhaiter qu'elle soit collective et s'é-

(1) Gruffy, *De l'unité de nationalité dans la famille*, chap. I, sect. 2, considérations théoriques.

tende également à la femme et aux enfants du naturalisé? Dans la discussion de la loi de 1889, les deux systèmes furent vivement défendus l'un et l'autre : en effet ils mettent en présence deux principes qui paraissent opposés, le principe de l'unité de la famille et le principe de l'indépendance de la femme et des enfants en matière de nationalité. Fallait-il suivre le premier système et décider en conséquence, comme le font certaines législations étrangères ⁽¹⁾, que la naturalisation du père est collective et s'étend de plein droit à sa femme ⁽²⁾ et à ses enfants? Fallait-il au contraire, s'attacher au deuxième, et revenant à la théorie du Code dire que la naturalisation est personnelle à celui qui l'obtient, et qu'elle ne profite ni à sa femme ni à ses enfants? Ou bien enfin n'était-il pas préférable de faire une juste part à chacun de ces deux principes et de chercher à les concilier?

C'est à ce dernier parti que s'arrêtèrent d'un commun

(1) V. notamment la loi fédérale suisse sur la naturalisation, article 3 (*Annuaire de législation étrangère*, année 1877, p. 550).

(2) Le texte du § 1 de l'article 12, qui seul existait sous le Code et jusqu'en 1851, ne suffisait pas dans sa généralité à imposer une solution ; rien cependant dans la pensée du législateur ne pouvait faire supposer qu'il imposât à la femme de suivre après son mariage tous les changements de nationalité de son mari. Enfin il y a un argument de bon sens et qui n'a rien perdu de sa valeur même depuis que la question a été tranchée législativement : la femme qui épouse un Français sait à quoi elle s'expose, elle peut éviter la nationalité française en ne se mariant pas ; tandis que la femme déjà mariée à qui on imposerait notre allégeance comme conséquence de la naturalisation de son mari serait l'objet d'une naturalisation involontaire et forcée qui répugne à nos principes modernes.

accord la Chambre des députés et le Sénat. Ces deux assemblées estimèrent avec raison qu'il était également dangereux de sacrifier complètement soit l'unité de la famille soit la volonté des personnes qui la composent, et elles s'efforcèrent de trouver un terrain de conciliation. Dans sa deuxième délibération, le Sénat avait voté une disposition ainsi conçue : « La femme mariée à un étranger qui se fait naturaliser Français pourra, sur sa demande, *être naturalisée*, sans condition spéciale, par le même décret que son mari. Les enfants majeurs pourront aussi, sans condition spéciale de stage, *être naturalisés*, s'ils le demandent, par le décret qui confère la qualité de Français au père ou à la mère ⁽¹⁾... » Ce texte respectait ainsi à la fois l'unité de la famille et la libre volonté de ses membres : en principe la naturalisation du père était individuelle; mais la femme et les enfants pouvaient se faire *naturaliser* en même temps que lui, sur une simple manifestation de leur volonté et sans avoir besoin de remplir les conditions d'âge, de domicile et de stage qui sont de droit commun imposées à l'étranger.

Cette proposition du Sénat était sans contredit très satisfaisante; mais peut-être n'était-elle pas assez conforme au but que se proposait la loi nouvelle et qui était, comme l'on sait, de faciliter dans la plus large mesure la naturalisation. C'est pourquoi la Chambre des députés repoussa

(1) *Journal officiel* du 8 février 1887, *Débats parlementaires*, Sénat, p. 88, col. 1.

le texte voté au Luxembourg et y substitua le nouvel article 12. Il est facile de voir la différence qui sépare les deux rédactions ; tandis que celle du Sénat exigeait, et dans tous les cas, une *naturalisation*, c'est-à-dire une faveur purement gracieuse du gouvernement, le texte nouveau désarmait celui-ci et le laissait impuissant à empêcher l'envahissement de notre nationalité par des gens qui peuvent ne point la mériter. Et qu'on ne dise pas, comme on l'a fait, qu'il y là une inadvertance ⁽¹⁾ ; le chemin avait été dès longtemps préparé par une pratique constante de la Chancellerie ⁽²⁾, qui toujours provoquait la jonction de la demande de la femme à celle du mari. Cette solution peut d'ailleurs se défendre ; en effet, comme le dit M. Weiss ⁽³⁾, « désormais la femme aura son domicile sur la terre française, puisqu'elle partage celui de son mari ; les enfants qu'elle mettra au monde seront Français comme leur père ; ses affections, ses intérêts, ses relations, auront leur siège en France. Ne sont-ce pas là des garanties précieuses de son attachement au pays dont son mari a recherché la nationalité et ces garanties ne sont-elles pas au moins aussi sûres, aussi efficaces que celles dont la loi a cru devoir entourer l'admission d'un étranger quelconque au droit de cité ? »

Mais si tout le monde admet que la femme peut obtenir

(1) Le Sueur et Dreyfus, *op. cit.*, p. 87.

(2) Gruffy, *op. cit.*, p. 96.

(3) Weiss, *op. cit.*, p. 358.

sa naturalisation avec celle de son mari, tout le monde n'admet pas ⁽¹⁾ qu'elle puisse devenir Française par simple déclaration ; en d'autres termes, elle ne pourrait pas invoquer les derniers mots de l'alinéa 2 de l'article 12 « soit comme conséquence de la déclaration qu'ils feront dans les termes et sous les conditions de l'article 9 » ; le sujet « ils » de cette phrase ne viserait que les enfants majeurs du naturalisé et non sa femme. Il est vrai que cette interprétation trouve un point d'appui dans les travaux de la Chambre des députés qui avait ainsi rédigé l'article 12⁽²⁾. « La femme mariée à un étranger qui se fait naturaliser Français et les enfants majeurs de l'étranger naturalisé pourront être naturalisés s'ils le demandent, sans condition de stage, par le décret qui confère la qualité de Français au mari, ou au père ou à la mère. Les *enfants majeurs* pourront même devenir Français en faisant la déclaration prescrite par l'article 9, s'ils n'ont pas dépassé l'âge de vingt-deux ans accomplis. » Cette application limitée de l'article 9 aurait eu deux motifs : d'une part, elle évitait l'ajournement de la demande d'un étranger honorable, à raison des mauvais renseignements fournis par l'enquête sur sa jeune épouse ; d'autre part, elle récompensait l'homme qui, pendant sa vingt-deuxième année,

(1) V. notamment M. Cohendy, journal : « *Le Droit* » du 2-3 novembre 1889, p. 1040, colonne 1, qui d'ailleurs ne donne aucun argument en faveur de son système.

(2) *Journal officiel* de 1887, Chambre des députés, session extraordinaire, annexes p. 236, col. 2.

consentait pour obtenir le droit de cité à assumer le service militaire exactement dans les mêmes conditions qu'un Français de naissance.

Toutes ces raisons peuvent être excellentes en législation, mais le texte qui est devenu l'article 12 n'a sans doute pas été modifié sans raison et s'il a été substitué à la première rédaction si claire de la Chambre, c'est probablement qu'on a voulu lui faire dire autre chose que ce que celle-ci renfermait elle-même. Il est juste d'ailleurs d'ajouter que depuis la loi du 22 juillet 1893, quelques-unes des objections théoriques contre l'assimilation de la femme aux enfants majeurs ont disparu. Quoi qu'il en soit, le texte est si net que presque tous les auteurs⁽¹⁾, souvent d'ailleurs à contre-cœur, ont admis qu'il y avait pour la femme du naturalisé, comme pour ses enfants majeurs, suivant qu'ils ont ou n'ont pas dépassé leur vingt-deuxième année, une naturalisation par décret et une naturalisation de faveur.

Si la situation de la femme du naturalisé a été améliorée en 1889, on n'en peut dire autant de celle de ses enfants majeurs. En effet, tandis que d'après les lois de 1851 et 1882, ils avaient un an à partir de la naturalisation de leur père, et *quel que fût leur âge*, pour accomplir la déclaration acquisitive de l'article 9, la loi nouvelle ne leur laisse désormais cette latitude que : « s'ils sont dans

(1) Le Sueur et Dreyfus, *op. cit.*, p. 87 ; Vincent, *Lois nouvelles de* 1889, p. 874, n° 128 ; Gruffy, *op. cit.*, p. 98 ; Raymond Hubert, *Journal de droit international privé*, 1895, p. 540.

les conditions de l'article 9. » Est-ce à dire, comme l'exige cet article, qu'ils doivent être nés en France? Non, car ce serait rendre l'article 12 § 2 lettre morte en face de l'article 9. Il faut interpréter ce passage du texte : « soit comme conséquence etc..... », en l'appliquant à tous les enfants majeurs de naturalisés, *qu'ils soient nés en France ou à l'étranger*; le législateur n'a nullement indiqué, que, sur ce point du moins, il voulût empirer la situation de ces individus. Mais sur un autre point leur sort a subi une modification; ils doivent depuis 1889, pour pouvoir invoquer l'article 9, être entre leur vingt-deuxième et leur vingt-troisième année. S'ils n'ont pas encore atteint la première, ils sont mineurs et deviennent Français de plein droit en vertu de l'article 12 § 3; au contraire, s'ils ont accompli leur vingt-troisième année, et *non leur vingt-deuxième*, comme le dit M. Vincent⁽¹⁾, ils n'ont plus qu'une ressource, la naturalisation par décret : « On comprend très bien, dit à ce sujet M. Cohendy⁽²⁾, qu'un enfant d'un ci-devant étranger puisse réclamer la qualité de Français jusqu'à l'âge de vingt-deux ans, c'est-à-dire à une époque où il est encore très vraisemblablement domicilié chez son père devenu Français et où il aura à supporter les mêmes charges que les nationaux, notamment le service militaire; mais on ne concevrait pas que ce droit lui fût accordé plus tard, à un âge où il profiterait de tous

(1) *Lois nouvelles de 1889*, p. 876, n° 135, alinéa 1^{er} *in fine*.

(2) Journal « *Le Droit* » du 2-3 novembre 1889, p. 1040, colonne 1.

les bénéfices de la loi française, sans avoir à supporter aucune de ses charges. A ce moment le gouvernement a le droit et le devoir d'intervenir pour apprécier les motifs qui poussent l'étranger à devenir Français; il ne peut plus être question de l'acquisition *ipso jure* de la nationalité française, mais seulement de naturalisation. »

Cette interprétation est d'ailleurs conforme aux travaux préparatoires où l'on peut voir que le premier texte voté par la Chambre mentionnait formellement la condition d'âge en ces termes : « Les enfants majeurs (du naturalisé) pourront même devenir Français en faisant la déclaration prescrite par l'article 9, *s'ils n'ont pas passé l'âge de vingt-deux ans* » ; et ce n'était là qu'exprimer autrement ce que M. Antonin Dubost disait dans son rapport ⁽¹⁾ par ces mots : « Votre Commission vous propose de rendre l'article 9 applicable aux enfants majeurs *qui seraient encore dans les délais* pour réclamer la qualité de Français⁽²⁾. » La

(1) *Journal officiel* du 7 décembre 1887, annexes, p. 231, n° 2083.

(2) Malgré le texte et les travaux préparatoires et malgré les auteurs qui sont tous d'accord sur ce point, M. Cogordan (*op. cit.*, p. 168) donne une autre explication de la phrase qui termine l'alinéa 2 de l'article 12 : « Eux aussi comme la femme, dit cet auteur en parlant des enfants majeurs du naturalisé, peuvent demander à être portés sur le même décret que le père de famille, en effectuant la déclaration de l'article 9. Ce dernier droit leur était déjà reconnu par la loi de 1851, mais cette loi limitait l'exercice de l'option à une année après la naturalisation du père. Il n'y a plus de limitation aujourd'hui » : Cette interprétation du texte de la rédaction nouvelle de l'article 12 ne concorde guère avec les autres dispositions de la loi de 1889 et se heurte aux objections suivantes : d'abord pour être portés sur le même *décret* que leur père, les enfants majeurs n'ont nullement besoin de faire la déclaration de l'ar-

jurisprudence a d'ailleurs adopté cette interprétation et un jugement du tribunal de Lille en date du 11 juillet

ticle 9 ; comment d'ailleurs pourraient-ils, poursuivant une naturalisation *par décret*, invoquer un article qui justement a pour but de l'écarter et d'organiser une naturalisation de faveur, c'est-à-dire *exempte de décret* ? Ensuite la loi de 1851 n'a nullement inauguré le système du *décret collectif* de naturalisation ; elle permettait aux enfants majeurs du naturalisé d'invoquer l'article 9, c'est-à-dire justement d'échapper au décret ; expliquer ainsi la loi de 1851 et l'article 12 § 2, c'est leur enlever toute utilité : en effet, tout étranger en général et les enfants majeurs d'un naturalisé par conséquent peuvent obtenir un décret de naturalisation : il n'y a donc là rien de spécial à ces derniers. Enfin dire que la loi de 1889 a supprimé toute limitation à ce que M. Cogordan appelle « l'exercice de l'option » est avancer une proposition incompréhensible ; de deux choses l'une, en effet : 1° les enfants majeurs du naturalisé font ce que cet auteur leur croit seul possible, c'est-à-dire postulent en vue d'obtenir la naturalisation ordinaire, *par décret* ; et alors la loi de 1889 n'a pu supprimer un délai qui n'a jamais existé, car la loi de 1851 n'a limité que le droit d'invoquer l'article 9, mais nullement celui de demander la naturalisation : en effet, le gouvernement peut toujours rendre un décret ; 2° soutient-on que M. Cogordan a voulu dire que l'article 12 § 2 nouveau avait supprimé le délai dans lequel les enfants majeurs du naturalisé pouvaient invoquer l'article 9 ? Il est facile de répondre que l'article en question ne semble guère justifier cette interprétation et que l'on n'y peut trouver une allusion, si lointaine soit-elle, à une telle solution ; bien plus, les paroles de M. Antonin Dubost et le texte même de l'article renvoient formellement à l'article 9 ; or, cet article fixe une limite, vingt-deux ans accomplis, au droit de réclamer la qualité de Français en vertu de ses dispositions ; en conséquence, il est absolument impossible de soutenir que sur ce point la loi de 1889 a supprimé le délai : au contraire, tandis qu'avant elle les enfants majeurs avaient un an à partir de la naturalisation de leur père pour faire la déclaration de l'article 9, aujourd'hui ils ne peuvent la faire que s'ils ont plus de vingt-et-un ans et moins de vingt-deux ans accomplis ; donc, loin, comme le croit M. Cogordan, d'avoir été plus libérale que les précédentes, la loi du 26 juin a, du moins sur cette question, fait un pas dans le sens de la rigueur.

1890 confirmé par la Cour de Douai ⁽¹⁾ avec adoption de motifs le 11 juin 1891, déclare formellement que : « l'une des conditions indispensables pour être admis à faire la déclaration prévue par l'article 12 § 2 est d'être âgé de moins de vingt-deux ans. »

La disposition de l'article 12 § 2 est, il faut bien le reconnaître, très critiquable. La forme d'abord en est ambiguë et prête à des méprises : le rapporteur du Sénat, M. Delsol, en a lui-même convenu ⁽²⁾. Quant au fond elle appelait des critiques si vives que les circonstances furent plus fortes que la loi et qu'en fin de compte le législateur dut la modifier. En effet, le gouvernement n'ayant aucun moyen d'écarter la femme et les enfants majeurs du naturalisé, se voyait contraint, dans le cas où ils étaient indignes, ou à rejeter la demande du postulant, d'ailleurs personnellement méritant, ou à l'admettre et alors à se voir désarmé contre des individus notoirement immoraux. Notre disposition ne présente en revanche aucun avantage appréciable ; il est beaucoup plus simple pour l'enfant majeur et qui est digne de la naturalisation de la solliciter en même temps que son père plutôt que d'attendre l'intervention d'un décret au profit de ce dernier, pour souscrire ensuite lui-même une déclaration : « Les jeunes étrangers seuls qui se verraient refuser la naturalisation pour une raison probablement très sérieuse, puisqu'on l'aura accor-

(1) *Lois nouvelles*, 1891. 2. 39.

(2) *Journal officiel*, Sénat, annexes, 1888-89, n° 160, p. 234, colonne 1.

dée à leur père sans la leur étendre, trouveront une utilité réelle à cette disposition. Tout ce qu'on peut dire en faveur de cette règle, c'est qu'il fallait donner une facilité plus grande encore aux enfants majeurs qui, âgés de moins de vingt-deux ans, ayant par suite à subir la part la plus lourde des charges militaires, manifesteraient néanmoins le désir de devenir Français (1). »

Toujours est-il qu'effrayée par les conséquences possibles de l'article 12 § 2 la Chancellerie a imaginé un moyen de rendre au gouvernement son droit de contrôle; quand un étranger, ayant un fils en situation d'invoquer cet article, c'est-à-dire se trouvant dans sa vingt-deuxième année, demande la naturalisation, on fait une enquête sur la moralité de son enfant, et si elle est défavorable on retarde la signature du décret de naturalisation du père jusqu'à ce que le fils ayant atteint sa vingt-troisième année ne puisse plus faire la déclaration de l'article 9; de la sorte, on l'oblige à solliciter un décret, où le pouvoir discrétionnaire du gouvernement, et il en use, peut s'exercer librement.

Cet expédient a reçu une sorte de sanction législative dans la loi du 22 juillet 1893 qui oblige le déclarant lorsqu'il se prévaut du bienfait de la loi à obtenir l'enregistrement du ministère de la Justice, et la loi nouvelle permet au Conseil d'État de refuser cette formalité quand le postulant est indigne. De cette façon, la société française n'est

(1) Le Sueur et Dreyfus, *op. cit.*, p. 87.

plus obligée de recevoir dans son sein des individus qui ne pourraient qu'y apporter de mauvais exemples.

Il faut bien avouer d'ailleurs que les dangers qu'offrait l'article 12 § 2 étaient beaucoup plus théoriques que pratiques : en effet, les applications en sont très rares. Cela se comprend aisément, étant donné que la femme et les enfants majeurs n'en peuvent profiter qu'entre leur vingt-deuxième et leur vingt-troisième année, *c'est-à-dire pendant un maximum d'un an*; de plus, en ce qui concerne la femme, elle est toujours naturalisée avec son mari : c'est là une pratique constante. On ne conçoit que la déclaration soit souscrite que dans le cas suivant, qui est bien improbable : il existe entre les époux une séparation judiciaire ou de fait; le mari se fait naturaliser Français sans dire qu'il est marié; sa femme, mineure de vingt-deux ans, apprenant (mais comment?) l'acte de son mari, fait avant sa vingt-troisième année sa soumission de fixer son domicile en France, puis elle l'y établit en réalité et souscrit avant vingt-trois ans la déclaration de l'article 9. Telles sont les circonstances peu banales qu'il faut supposer pour trouver une application à l'article 12 § 2 en ce qui concerne la femme ⁽¹⁾; et même étant donnés ces

(1) D'autre part, une objection sera toujours faite à la femme qui voudrait se prévaloir de notre article; femme mariée (elle ne peut nier qu'elle le soit puisqu'elle invoque la naturalisation de son *mari*), a-t-elle capacité pour modifier aussi gravement son état, sans le concours de son mari? Bien certainement non, dans les législations qui ont organisé une incapacité analogue à celle de nos articles 215 et suivants, et dans les autres la question serait à examiner, si jamais l'article 12 § 2 venait à être invoqué par la femme d'un naturalisé.

faits, il est à présumer que la femme étant séparée de son mari ne tiendra nullement à se rapprocher de lui et partant à venir habiter la France où il est lui-même établi.

L'article 12 § 2 n'est pas plus pratique au regard des enfants majeurs du naturalisé. En effet, s'ils sont méritants on les naturalise par le même décret que leur père; sinon, on retarde la signature du décret prêt à être rendu en faveur de celui-ci jusqu'à ce qu'ils aient dépassé vingt-deux ans accomplis, de façon qu'ils ne puissent plus se prévaloir du bienfait de la loi.

En résumé, l'alinéa 2 de l'article 12, qui a donné lieu à tant de controverses est lettre morte en pratique; et il l'est à tel point que dans les statistiques des déclarations de nationalité, il n'est même pas mentionné.

A côté de la naturalisation, se place la réintégration qui produit en général les mêmes effets. C'est l'article 18 § 2 qui règle la situation de la femme et des enfants majeurs du réintégré. « La qualité de Français pourra être accordée par le même *décret* à la femme et aux enfants majeurs (du réintégré) s'ils en font la demande. »

Le texte semble aussi clair que possible : seule la naturalisation par décret peut intervenir dans notre cas, l'article ne renvoyant pas, comme faisait l'article 12 § 2, à l'article 9. Le bienfait de la loi ne compète ni à la femme ni aux enfants majeurs du réintégré; pour ces derniers, l'importance, quoi qu'on en ait dit ⁽¹⁾, est mince : en effet,

(1) Rapport de M. Batbie au Sénat le 6 mars 1884.

fils d'ex-Français, ils ont toute leur vie pour invoquer leur droit de devenir nos concitoyens, l'article 10 rend ici l'article 18 sans intérêt. Mais en est-il de même pour la femme? Vraisemblablement non; dès lors, il lui faut un décret. M. Gruffy cependant a soutenu le contraire⁽¹⁾. « Il est conforme à l'esprit de la loi, dit-il, d'autoriser encore ici l'application de l'article 9. En effet, la réintégration est réglémentée en principe comme la naturalisation. Elle est même vue plus favorablement, comme le prouve l'article 3 de la loi du 26 juin 1889 : la cité française est plus volontiers ouverte aux ex-Français qu'aux individus ayant toujours été étrangers. Cette considération générale suffit pour donner suite à la réclamation de la femme mineure de vingt-deux ans d'un réintégré comme à celle d'un naturalisé. » Sans doute, il est étrange et même choquant de voir la femme du réintégré (la question ne se posant pas pour les enfants majeurs à cause de l'article 10) moins bien traitée que celle d'un étranger qu'aucun lien n'a jamais rattaché à la France. Mais il n'y a là que des considérations d'ordre législatif; ce sont des critiques, très fondées certainement contre la loi; mais tant qu'elle n'a pas été abrogée son texte lie l'interprète, dont le pouvoir peut aller jusqu'à la blâmer, mais non jusqu'à la réformer.

D'ailleurs il n'y a là qu'une querelle d'École, l'applica-

(1) Gruffy, *op. cit.*, p. 99. *Contrà*, Raymond Hubert, *Journal de droit international privé*, 1895, p. 532.

tion de l'article 18 § 2 étant encore moins pratique que celle de l'article 12 § 2. En effet pour les enfants majeurs, l'article 10 seul a de l'intérêt ; quant à la femme, elle sera toujours naturalisée par le même décret que son mari ; sinon, c'est que la demande de naturalisation aura échoué aussi bien pour l'un que pour l'autre.

C. ARTICLE 10. « *Tout individu né en France ou à l'étranger de parents dont l'un a perdu la qualité de Français pourra réclamer cette qualité à tout âge, aux conditions fixées par l'article 9, à moins que, domicilié en France et appelé sous les drapeaux, lors de sa majorité, il n'ait revendiqué la qualité d'étranger.* »

Cette rédaction qui date de la loi de 1889 remplace celle du Code civil qui était restée en vigueur jusque-là et disposait (article 10 § 2) : « Tout enfant né en pays étranger d'un Français qui aurait perdu la qualité de Français pourra toujours recouvrer cette qualité, en remplissant les formalités prescrites par l'article 9. » Ce texte ne prévoyant pas le cas d'enfants nés en France, on s'était demandé s'ils pouvaient l'invoquer ou si au contraire ils devaient se conformer aux conditions de l'article 9 ; cette seconde interprétation ne pouvait guère se soutenir, car c'eût été faire de la naissance en France une cause de défaveur, puisque l'article 10 permettait l'acquisition de notre nationalité à tout âge, tandis que l'article 9 imposait un délai de rigueur à ceux qui voulaient s'en prévaloir ⁽¹⁾. La rédaction nou-

(1) Weiss, *op. cit.*, p. 594.

velle afin de tarir toute discussion, a eu soin de viser formellement les deux hypothèses et d'indiquer que le bénéfice de l'article 10 s'étendait à tous les enfants d'ex-Français, *nés en France ou à l'étranger*.

Mais une autre difficulté, analogue à celle soulevée sur l'article 8 § 3, avait préoccupé les commentateurs de l'article 10 § 2; le texte parle d'un enfant d'ex-Français : cela comprend-il aussi les fils d'ex-Française? La cour de Cassation de Belgique, suivie par le tribunal de Lille ⁽¹⁾, avait admis la négative en se fondant sur cette considération que l'enfant légitime suit la condition de son père. Mais tel n'est pas du tout le fondement de l'article 10 qui se rattache au *jus sanguinis* et présume que celui qui a du sang français dans les veines aime le pays dont un de ses auteurs est issu; or cela est aussi et même plus vrai du fils d'une ex-Française que du fils d'un ex-Français. De plus, cette interprétation conduisait à mieux traiter l'enfant naturel reconnu par sa mère que l'enfant légitime, ce qui est absolument contraire aux principes généraux de notre droit. Enfin le système restrictif admis par les juges de Lille était en opposition complète avec les tendances absorbantes qui se faisaient jour de plus en plus et dont le triomphe devait aboutir six mois plus tard au vote de la loi du 26 juin 1889. D'ailleurs cette interprétation avait été condamnée par arrêt de la cour de Douai

(1) Arrêt du 24 février 1874, Dal. 1875. 2. 147; jugement du tribunal de Lille en date du 28 décembre 1888, *Journal de droit international privé*, 1889, p. 654.

statuant toutes chambres réunies le 16 avril 1889 (1), et dont un des attendus était ainsi conçu : « Attendu que l'expression « Français » dont se sert l'article 10 n'a rien de restrictif; qu'il est au contraire générique et s'applique aussi bien à la mère française qui se trouverait dans la situation juridique qu'il prévoit et règle; qu'il ne s'agit pas en effet d'une question de paternité et de filiation, mais uniquement d'une faveur que le législateur a voulu faire à l'enfant qui se relie par sa naissance à la patrie française, qui a du sang français, en lui facilitant l'accès à cette nationalité; que l'on ne comprendrait pas dans ces circonstances comment on pourrait distinguer entre l'enfant issu d'un père et celui issu d'une mère qui a perdu sa nationalité, puisque l'un et l'autre de ces enfants se rattachent à la France par son origine. » Ici encore, comme pour l'article 8 § 3, la loi de 1889 a tari toute discussion et son texte englobe tout enfant dont un des auteurs, que ce soit le père ou la mère, a été autrefois Français. En outre, sur un amendement de M. Léon Clément au Sénat, le 6 juin 1889, on a substitué au mot « recouvrer », qui était évidemment impropre puisque le fils d'étranger n'a jamais été Français, le mot « réclamer (2). »

(1) *Gazette du Palais* du 1^{er} juin 1889; journal *Le Droit* du 9 juin 1889.

(2) Voici le modèle des déclarations à souscrire par ceux qui invoquent l'article 10.

MODÈLE N° 3. — *Déclaration en vue de réclamer la qualité de Français.*
(Application de l'article 10 du Code civil.)

MODÈLE A. — *Individu né à l'étranger.*

(Cette déclaration peut être souscrite au nom du mineur.)

L'an et le du mois de , par devant nous, juge de paix du

Deux conditions doivent être remplies par l'individu qui se prévaut de l'article 10 : d'abord être né étranger, ensuite être issu d'un auteur qui a perdu la qualité de Français.

canton de , arrondissement d , département d , s'est présenté le sieur (nom, prénoms), né le à (profession, domicile), célibataire ou époux de ou veuf de (nom, prénoms, date et lieu de naissance de la femme), lequel nous a déclaré que son père (nom, prénoms, date et lieu de naissance, domicile), ayant perdu la qualité de Français en (se reporter à l'article 17 du Code civil et indiquer la cause qui a fait perdre la qualité de Français), il réclamait la qualité de Français en vertu de l'article 10 du Code civil.

A l'appui de sa déclaration, le sieur nous a remis :

1° Son acte de naissance ;

2° L'acte de naissance ou de mariage de son père et toute autre pièce nécessaire pour établir sa nationalité française ;

3° L'acte de naissance ou de mariage de son grand-père paternel (quand le père du déclarant est né après le 18 mars 1803) ;

4° L'extrait du casier judiciaire français ;

5° La pièce qui atteste que le père a perdu la qualité de Français, quand la perte de la qualité de Français ne résulte pas d'un fait historique.

	Le sieur nous a déclaré en outre que de son mariage étaient issus enfants.
Enfants	1°
du	2°
déclarant	3°
nés	4°
à l'étranger	et que voulant assurer définitivement à ceux-ci la qualité de Français qu'ils viennent d'acquérir par le fait de sa déclaration, il renonce en leur nom au droit que leur confère l'article 12 § 3 <i>in fine</i> , du Code civil de déclinier cette qualité dans l'année de leur majorité.
ou	
en France	
d'une mère	
née	
à l'étranger.	A l'appui de sa déclaration, le sieur nous a remis les actes de naissance de ses enfants ci-dessus prénommés.

1^{re} Condition. *Naissance étrangère.* En effet, bien souvent l'article 10 est invoqué par des individus qui

Enfants du déclarant nés en France d'une mère née elle-même en France.	{	Le sieur nous a déclaré en outre que de son mariage étaient issus enfants. 1 ^o 2 ^o { nom, prénoms, dates et lieux de naissance des en- 3 ^o { fants ; 4 ^o
	{	et que voulant assurer définitivement à ceux-ci la qualité de Français, il renonce en leur nom au droit que leur confère l'article 8 § 3 du Code civil de décliner cette qualité dans l'année de leur majorité. A l'appui de sa déclaration, le sieur nous a remis les actes de naissance de ses enfants ci-dessus prénomés. Ensuite est intervenue la dame (nom, prénoms, date et lieu de naissance), laquelle, mise en demeure de faire connaître si elle désirait suivre son mari dans sa nouvelle nationalité, nous a répondu <i>affirmativement</i> et a déposé entre nos mains : 1 ^o une demande sur papier timbré tendant (à la naturalisation si elle est d'origine étrangère, à la réintégration si elle est d'origine française) ; 2 ^o son acte de mariage , ou <i>négativement</i> .
Femme du déclarant.	{	

Toutes les pièces ci-dessus énumérées seront annexées à la déclaration qui sera transmise au ministère de la Justice pour y être enregistrée, cette formalité étant exigée par la loi à peine de nullité.

Étaient présents :

Le sieur (nom et prénoms), âgé de profession de demeurant à

Et le sieur (mêmes indications).

Lesquels nous ont attesté l'individualité du déclarant, ont déclaré que ce qui précède est à leur connaissance personnelle et ont signé avec le déclarant et nous, juge de paix, après lecture faite.

MODÈLE N° 4. — *Déclaration en vue de réclamer la qualité de Français.*
(Application de l'article 10 du Code civil.)

MODÈLE B. — *Individu né sur le territoire français.*

(Cette déclaration s'applique à l'individu né en France de parents nés à l'étranger et ayant perdu la qualité de Français avant sa naissance.)

L'an et le du mois d par devant nous, juge

sont Français de plein droit, soit en vertu de l'article 8 § 3, soit en vertu du § 4 du même texte : une personne est née en France d'un auteur né lui-même en France,

de paix du canton d , arrondissement d , s'est présenté le sieur (nom, prénoms) né le à (profession), demeurant à célibataire ou époux de ou veuf de (nom, prénoms, date et lieu de naissance de la femme), lequel nous a déclaré que son père (nom, prénoms, date et lieu de naissance), ayant perdu la qualité de Français en (se reporter à l'article 17 du Code civil et indiquer la cause qui a fait perdre la qualité de Français), il réclamait la qualité de Français par application de l'article 10 du Code civil.

Le sieur nous a déclaré en outre que, bien que né en France, il n'y habitait pas lors de sa majorité et qu'il n'a pas été appelé à prendre part au recrutement.

A l'appui de sa déclaration, le sieur nous a remis :

1° Son acte de naissance ;

2° L'acte de mariage de son père (si l'acte de mariage n'indique pas l'état civil des conjoints, il y a lieu de réclamer en outre les actes de naissance des père et mère) ;

3° La pièce qui atteste que son père a perdu la qualité de Français ;

4° Le certificat dûment légalisé établissant le domicile du déclarant lors de sa majorité ;

5° L'extrait du casier judiciaire.

Enfants du déclarant nés à l'étranger.	{	Le sieur nous a déclaré en outre que de son mariage étaient nés à l'étranger enfants.	
		1°	nom, prénoms, dates et lieux de naissance des enfants ;
		2°	
		3°	
Et que voulant assurer définitivement à ceux-ci la qualité de Français qu'ils viennent d'acquérir par le fait de sa déclaration, il renonce en leur nom au droit que leur confère l'article 12 § 3 <i>in fine</i> , du Code civil de déclinier cette qualité dans l'année de leur majorité.			
A l'appui de sa déclaration, le sieur nous a remis les actes de naissance de ses enfants ci-dessus prénommés.			

mais qui a perdu la qualité de Français, ce qui arrivera par exemple pour une Française ayant épousé un étranger, faut-il appliquer à cet individu l'article 10 ou l'article 8 § 3? Autrement dit, est-il Français de plein droit, ou doit-il réclamer cette qualité?

Les partisans de l'article 10 prétendent que l'adjonction des mots « en France » dans cet article, mots qui n'y figuraient pas dans l'ancienne rédaction, prouvent que le législateur a entendu soumettre au seul article 10 *tous* les fils d'ex-Français; de plus, ajoutent-ils, l'article 8 § 3 parle de l'individu « né d'un étranger »; or, l'ex-Français n'est pas *proprio sensu* un étranger. Cette argumentation n'est rien moins que concluante⁽¹⁾; en effet si les mots

Femme du déclarant.	{	Ensuite est intervenue la dame (nom, prénoms, date et lieu de naissance), laquelle, mise en demeure de faire connaître si elle désirait suivre son mari dans sa nouvelle nationalité, nous a répondu <i>affirmativement</i> et a déposé entre nos mains : 1° une demande sur papier timbré tendant (à la naturalisation si elle est d'origine étrangère ; à la réintégration, si elle est d'origine française) ; 2° son acte de mariage , ou <i>négativement</i> .
---------------------------	---	--

Toutes les pièces ci-dessus énumérées seront annexées à la déclaration qui sera transmise au ministère de la Justice pour y être enregistrée, cette formalité étant prescrite par la loi à peine de nullité.

Étaient présents :

Le sieur (nom, prénoms), âgé de profession de demeurant à
et le sieur (mêmes indications que ci-dessus).

Lesquels nous ont attesté l'individualité du déclarant, ont déclaré que ce qui précède est à leur connaissance personnelle, et ont signé avec le déclarant et nous, juge de paix, après lecture faite.

(1) Geouffre de Lapradelle, *op. cit.*, p. 247 ; Le Sueur et Dreyfus, *Journal de droit international privé*, 1892, p. 92.

« en France » ont été ajoutés dans l'article 10, ce fut pour tarir une controverse que l'ancien texte avait fait naître, mais nullement pour agrandir la sphère d'application de l'article. Quant au deuxième argument, si on l'adopte, il va produire ce résultat, qui répugne aussi bien à l'esprit général de notre législation sur la nationalité qu'au bon sens lui-même, de faire aux enfants d'ex-Français, une situation plus défavorable qu'aux enfants d'étranger *stricto sensu*; ce serait tourner un privilège contre ceux mêmes pour lesquels on l'avait écrit. « Est-il permis, disent à ce sujet MM. Le Sueur et Dreyfus, de tirer de cette disposition de faveur (l'article 10) un argument pour écarter l'application, en ce qui concerne les enfants d'ex-Français, d'une disposition qu'il faut considérer comme plus favorable encore puisqu'elle leur fait acquérir la nationalité française *de plano*? Ne serait-il pas choquant de voir attribuer au fait de la naissance sur le territoire français une influence moins grande parce que l'individu né en France serait né d'un ex-Français et non d'un simple étranger? Parce que, au lieu d'être rattaché à la France par le simple lien de sa naissance sur notre territoire, il lui serait en outre rattaché par les liens du sang? »

Cela, sans doute, va restreindre singulièrement le champ d'application de notre article. En effet le plus souvent les Français naissent en France; donc si notre fils d'ex-Français y naît lui-même, il sera bien rare qu'il ait besoin de recourir à l'article 10 : l'article 8 § 3 est là qui lui donne,

sans qu'il ait besoin de la demander, la qualité de Français. Et même si aucun de ses auteurs n'est né en France, bien souvent il n'aura que faire d'invoquer l'article 10 ; en effet, si le déclarant est né en France et qu'il y soit domicilié à l'époque de sa majorité, il est Français de plein droit en vertu de l'article 8 § 4 ; il ne doit donc pas être admis à souscrire la déclaration de l'article 10 qui lui est inutile. C'est pourquoi l'article 10 du décret du 13 août 1889 édicte que : « L'individu né en France de parents dont l'un a perdu la qualité de Français et qui réclame cette qualité en vertu de l'article 10 du Code civil doit établir quel était son domicile et celui de ses parents à l'époque de sa majorité, telle qu'elle est fixée par la loi française. » Et la déclaration qu'il doit souscrire, se conformant à ce texte, exige la même justification.

2^e Condition. *Auteur ayant perdu la qualité de Français.* Le texte ne vise que le cas où *un seul* des auteurs a perdu la qualité de Français. Mais si tous les deux ont eu cette qualité, c'est par un *a fortiori* que l'article 10 s'appliquera ; lors de la dernière discussion au Sénat, le 6 juin 1889, sur une observation de M. Lenoël touchant ce point, M. Delsol fit la déclaration suivante qui est aussi catégorique que possible : « Si l'article ne prévoit que l'hypothèse où *un* des parents a perdu la qualité de Français, sans viser celle où les deux parents ont perdu cette qualité, c'est qu'il pouvait y avoir doute dans la première et qu'il ne pouvait en exister dans la seconde. Il est bien clair, en effet, que si les deux parents ont perdu la qualité de Français, la

situation de l'enfant est plus favorable que dans le cas où un des parents est étranger.... Cette application de faveur du *jus sanguinis* que l'article 10 accorde à l'enfant dont un seul des parents était Français et avait perdu cette qualité doit, à plus forte raison, être accordée à l'enfant dont les deux auteurs étaient Français et avaient perdu cette qualité. »

Qu'arriverait-il si un enfant était fils d'une Française qui n'a pas perdu sa nationalité en épousant un étranger? Sans doute, il est peu de lois, sauf cependant la loi turque ⁽¹⁾, qui n'attribuent pas au mariage la vertu de conférer à la femme étrangère la nationalité de son mari; mais il arrivera souvent qu'une Française épouse un *heimathlos*; dans ce cas bien évidemment elle restera Française : ses enfants ne pourront invoquer l'article 10, puisqu'ils ne sont pas issus d'ex-Français, ils seront irrémédiablement étrangers : « *dura lex, sed lex.* » Auront-ils au moins la ressource si leur mère, ce qui est probable, est née en France et qu'eux-mêmes y soient nés, d'invoquer l'article 8 § 3? Pas davantage, puisqu'ici encore il faut que l'auteur soit étranger : telles sont les solutions bizarres sans doute, choquantes même, mais absolument logiques, que commandent les textes. Le seul moyen pour nos individus d'acquérir la qualité de Français sera d'invoquer l'article 8 § 4; mais pour cela il faut supposer qu'ils sont nés en France et qu'ils ont eu la possibilité d'y établir leur

(1) *Journal de droit international privé*, 1891, p. 956.

domicile et de l'y conserver jusqu'à leur majorité. Il n'en reste pas moins que le fait d'avoir une mère française non seulement ne leur aura servi de rien, mais même leur aura nui.

Si la disposition de l'article 10 a vu son importance un peu diminuée par la loi de 1889 et les conséquences qu'en a tirées la jurisprudence ⁽¹⁾, en revanche il est devenu beaucoup plus pratique et d'une application pour ainsi dire journalière depuis l'arrêt du 7 décembre 1883 ⁽²⁾, qui a eu pour conséquence de ne pas faire considérer comme rétroactivement étrangers les individus ressortissant à des territoires démembrés et spécialement à ceux qui nous furent enlevés à la fin du premier Empire ⁽³⁾. Ainsi tous les enfants nés de personnes qui habitaient les provinces annexées par nous sous la première République et l'Empire (le droit d'option pour la nationalité d'origine n'était pas alors admis), de même que les fils d'Alsaciens-Lorrains qui ont négligé d'opter pour la France après 1871, sont en situation d'invoquer l'article 10, et on n'a qu'à consulter les statistiques pour voir que le nombre de ceux qui en profitent est considérable.

Comment ces individus vont-ils faire la preuve qu'un de leurs auteurs a été autrefois revêtu de la qualité de Fran-

(1) Arrêt de cassation du 7 décembre 1891, affaire Hess, V. *suprà*, p. 20.

(2) V. *suprà*, p. 17.

(3) Cf. Chavegrin, *Journal de droit international privé*, 1885, p. 169.

çais⁽¹⁾? Cela dépendra des circonstances et en première ligne de la cause qui aura fait perdre à celui-ci sa nationalité; ce sera, entre autres, l'acte d'un gouvernement étranger lui conférant la naturalisation (article 17), ou la déclaration par laquelle il a répudié l'allégeance française, conformément aux articles 12 et 18⁽²⁾ de notre Code. Enfin le déclarant n'aura aucune justification spéciale à produire quand la perte de la qualité de Français de son auteur résultera d'un démembrement de territoire : la production de l'acte de naissance de celui-ci suffira le plus souvent à prouver qu'il a été atteint par l'annexion.

Quand le déclarant aura justifié qu'il satisfait à ces deux conditions (naissance étrangère et auteur ayant perdu la qualité de Français), aura-t-il la certitude de pouvoir invoquer l'article 10? Cela dépend; s'il s'agit d'une femme, l'affirmative ne souffre aucun doute; mais s'il s'agit d'un homme, il faut tenir compte de la partie finale de l'article : «..... à moins que, domicilié en France et appelé sous les drapeaux lors de sa majorité, il n'ait revendiqué la qualité d'étranger. » Ainsi le texte est bien clair; si le fils d'ex-Français excipe de son extranéité pour échapper au service militaire, il est déchu du bénéfice de l'ar-

(1) Circulaire du Garde des Sceaux aux procureurs généraux en date du 28 août 1893, p. 14 et 15.

(2) Si l'auteur du déclarant a revendiqué la nationalité étrangère conformément aux termes de l'article 8 § 4, il doit être considéré, sauf controverse (V. *infra*, p. 108 sqq.), comme n'ayant jamais été Français, et dès lors son fils ne sera pas admis à souscrire la déclaration de l'article 10.

ticle 10; il ne peut plus devenir Français que par l'obtention d'un décret⁽¹⁾: c'est une sévère mais juste punition infligée à celui qui a refusé de payer à la France le plus lourd de ses impôts, l'impôt du sang.

Mais si le sens du texte est incontesté, il est extrêmement difficile de lui trouver une application pratique ⁽²⁾. Et d'abord il faut écarter les cas où le fils de l'ex-Français est lui-même Français de plein droit, c'est-à-dire sans avoir à faire la déclaration de l'article 10 : ces cas sont d'abord celui où il est né en France d'un individu, étranger ou ex-Français, qui lui-même y est né, et ensuite le cas où, né en France d'un individu né à l'étranger, il a son domicile en France lors de sa majorité, cas prévus par les alinéas 3 et 4 de l'article 8, qui dispense l'intéressé de toute formalité. Français *de plano*, il sera appelé avec les jeunes gens de sa classe, tout comme un Français

(1) V. dans ce sens un arrêt de la Cour de Douai du 6 novembre 1894 (*France judiciaire*, 1895. 2. 138); la décision est expresse et les attendus absolument formels : « La Cour... attendu que par une déclaration faite devant l'autorité municipale du lieu de sa résidence, Black a réclamé la qualité d'étranger; qu'il a ainsi repoussé la nationalité française et fixé lui-même de sa libre volonté la nationalité sous laquelle il voulait se placer; attendu que le mot : « toujours » de l'article 10 du Code civil doit s'entendre : « à toute époque de la vie », mais ne veut pas dire « nonobstant tous actes »; attendu que l'option de Black a créé un droit définitif d'extranéité lui faisant perdre irrévocablement celui de réclamer autrement que par la naturalisation la nationalité française; par ces motifs déclare Black non recevable etc... »

(2) Weiss, *Journal de droit international privé*, 1890, p. 23; Despagne, journal « *Le Droit* » du 19 octobre 1889, p. 992, colonne 1; Vincent, *Lois nouvelles*, 1889. 1. 867 sqq.

d'origine. L'article 10 *in fine* ne peut donc viser que l'enfant d'ex-Français né à l'étranger ou celui qui né en France n'y est pas domicilié quand il atteint sa vingt-deuxième année. Ce deuxième cas doit être immédiatement mis de côté, puisque le texte a soin de déclarer que sa disposition ne vise que les individus qui, lorsqu'ils ont excipé de leur extranéité, étaient *domiciliés en France*.

Reste en conséquence le fils d'ex-Français né à l'étranger; deux hypothèses peuvent se présenter : ou son auteur a recouvré la nationalité française pendant qu'il était encore mineur, ou il est resté étranger ou n'est redevenu Français qu'après la majorité de son enfant. Dans le premier cas, l'enfant est devenu Français avec son père (article 18 § 3) et il est appelé sous les drapeaux comme tous les nationaux (article 11 alinéa 3 de la loi du 15 juillet 1889) : l'article 10 n'a donc rien à voir ici. Dans le deuxième cas, étranger de naissance et n'ayant encore nullement manifesté le désir de devenir Français, l'individu dont s'agit n'est pas inscrit sur les listes de recrutement et n'a donc pas à invoquer son extranéité pour s'en faire rayer. On a proposé, pour expliquer la partie finale de l'article 10, de supposer qu'il s'agissait d'une erreur par laquelle le fils d'ex-Français serait appelé sous les drapeaux; mais s'il y a là un moyen, et encore ce n'est pas sûr, de trouver une application à cette disposition, il est impossible d'admettre que ce fût là l'idée du législateur : une loi ne peut pas tabler sur une erreur. D'ailleurs si cet enfant d'ex-Français est porté sur les listes de recrute-

ment, il le sera avec sa classe, c'est-à-dire vraisemblablement *pendant sa minorité*, comme dans le cas prévu par l'article 9 *in fine*; or l'article 10 ne parle que de l'individu domicilié en France et appelé sous les drapeaux *lors de sa majorité*. Ainsi de quelque côté que l'on se tourne, la disposition finale de l'article 10 se heurte à de véritables impossibilités ⁽¹⁾.

Quoi qu'il en soit des difficultés soulevées par la fin du texte, il n'en reste pas moins que l'application de l'article 10 est journalière surtout depuis l'arrêt du 7 décembre 1883 : la déclaration qui s'y réfère tend à devenir la déclaration-type. En effet, c'est là la véritable naturalisation de faveur, permettant d'englober toute une famille, puisqu'elle peut intervenir à tout âge : au contraire, la déclaration de l'article 9 devant être faite entre vingt-et-un ans et vingt-deux ans ne peut guère avoir que des effets individuels, car il est rare qu'à cet âge l'on soit déjà, sinon marié, du moins chef de famille.

Les statistiques de ces dernières années montrent que seul des cas de naturalisation de faveur celui de l'article 10 a été vraiment fécond en résultats : ainsi en 1893, 797 déclarations acquisitives en vertu de ce texte ont été

(1) *Quid*, si l'individu qui réclame le bénéfice de l'article 10 a excipé de son extranéité avant la loi du 26 juin 1889? Sera-t-il déchu du droit de réclamer la qualité de Français? La question s'est posée parce que l'ancien article 10 ne contenait pas de disposition analogue à celle de l'alinéa final de l'article actuel. La cour de Cassation, le 26 octobre 1891, (Journal « *Le Droit* » du 5 novembre 1891), a admis la négative, en se fondant sur le principe de la non-rétroactivité des lois.

enregistrées, et en 1894, le chiffre s'est élevé à 1267. D'ailleurs, il est facile de constater en parcourant le *Bulletin des lois* que les seules déclarations souscrites au nom de majeurs le sont en conformité de l'article 10.

L'importance de ce texte est devenue si grande que l'on peut se demander s'il n'y aurait pas lieu de transformer cette acquisition de la nationalité française par le « bienfait de la loi » en une naturalisation par décret comme on a fait pour les descendants des religionnaires fugitifs; et cela semble d'autant plus naturel que la loi de 1790 n'est en somme comme l'article 10 qu'une extension du *jus sanguinis*.

CIRCONSTANCES DANS LESQUELLES LES INTÉRESSÉS SONT AMENÉS
A SOUSCRIRE LES DÉCLARATIONS DE NATIONALITÉ.

Le bienfait de la loi, il faut bien le reconnaître, serait presque lettre morte si l'on s'en remettait aux intéressés pour attendre qu'ils l'invoquassent. Le plus souvent quand il s'agit de majeurs c'est l'article 10 qui est en cause, et voici comment les choses se passent; un individu fait une demande de naturalisation, mais en examinant sa situation la Chancellerie s'aperçoit qu'il est en mesure d'invoquer l'article 10 comme fils d'ex-Français : dans ces circonstances, quand son dossier est complet, son casier judiciaire vierge et qu'on espère ainsi n'avoir pas à rejeter

sa demande pour irrégularité ou indignité, on l'invite à souscrire la déclaration de l'article 10 (1).

(1) Voici le modèle des imprimés envoyés aux magistrats du ministère public dans ce but, tant pour l'article 10 que pour l'article 12 § 2.

Monsieur le Procureur de la République,

Le sieur _____, demeurant à _____, sollicite (la naturalisation).

Il résulte de l'examen du dossier que le postulant est né le _____ en Alsace-Lorraine, c'est-à-dire à l'étranger, d'un père qui, par suite de l'annexion, avait perdu la qualité de Français.

Dans ces conditions, le sieur _____ peut réclamer, dès à présent, la qualité de Français en souscrivant devant M. le juge de paix du canton de sa résidence la déclaration prévue par l'article 10 du Code civil, conformément au modèle n° 3 des déclarations annexé à ma circulaire du 28 août 1893.

Si telle est l'intention du postulant, vous voudrez bien lui faire remettre les pièces ci-jointes qu'il devra produire devant le magistrat appelé à recevoir sa déclaration, et qui lui fournira tous les renseignements nécessaires.

Recevez, Monsieur le Procureur de la République, etc...

Monsieur le Procureur de la République,

Le sieur _____ m'a adressé une demande de (naturalisation). Il ressort de l'examen du dossier que le (père) du postulant, né à (Bruxelles) a perdu la qualité de Français lors des traités de 1814.

Dans ces conditions, je vous prie d'informer le sieur _____, en lui remettant contre récépissé les pièces ci-jointes, qu'il lui appartient de réclamer le bénéfice de l'article 10 du Code civil devant le juge de paix de sa résidence. Si le déclarant est marié, le magistrat devra lui réclamer les actes de naissance de ses enfants mineurs (art. 6 § 4 du décret du 13 août 1889) et mettre la dame _____ en demeure de déposer entre ses mains, si elle entend suivre la nouvelle nationalité de son mari, une demande sur papier timbré tendant soit à la naturalisation, si elle est d'origine étrangère, soit à la réintégration, dans le cas contraire, ainsi que

Cette pratique, d'ailleurs, n'est pas exempte d'inconvénients, notamment en ce qui touche la femme de l'intéressé : en effet, quand un étranger sollicite la naturalisation ordinaire, il est d'usage d'inviter sa femme à joindre sa demande à la sienne ; dans le cas où elle refuserait, ou dans celui où elle serait indigne et par conséquent dans l'impossibilité d'être jointe au décret rendu en faveur de son mari, il est de règle de rejeter la demande de celui-ci ⁽¹⁾. Mais il n'en peut être ainsi dans la naturalisation de faveur ; avant 1893, le fils d'ex-Français avait un droit absolu à souscrire la déclaration de l'article 10 ; donc le refus de sa femme ou son indignité, bien qu'ils l'empêchassent de suivre son mari dans sa nouvelle nationalité, n'avaient aucune influence sur le bénéfice dont celui-ci se prévalait. Sans doute, depuis la loi du 22 juillet 1893, le gouvernement a un pouvoir de contrôle sur ceux qui invoquent le bienfait de la loi ; mais le refus de la femme de s'associer à la demande du mari ne suffirait certainement pas pour que le Conseil d'État rejetât pour indignité

son acte de mariage (art. 5 § 2 et 6 § 4 du décret précité). Quant aux enfants majeurs, s'ils désirent bénéficier des dispositions de l'article 12 § 2 du Code civil, ils devront remettre à M. le juge de paix une demande de naturalisation sur papier timbré accompagnée de leur acte de naissance. Tous ces documents seront transmis en même temps que la déclaration.

Recevez, Monsieur le Procureur de la République, etc...

Sur le point de savoir si les enfants, majeurs de vingt-et-un ans mais mineurs de vingt-deux ans, sont en mesure d'invoquer le bienfait de la loi conformément à l'article 12 § 2. V. *infra*, chapitre V.

(1) Gruffy, *Journal de droit international privé*, 1894, p. 473.

l'enregistrement de la déclaration de celui-ci. D'ailleurs il arrivera souvent que la femme, sans refuser son consentement, sera dans l'impossibilité de le donner pour cause d'interdiction, d'absence, de non présence, de séparation de corps judiciaire ou de fait. Dans tous ces cas, il se produira un résultat peu heureux, à savoir que l'unité de nationalité va se trouver rompue au sein de la famille.

Pour éviter qu'un pareil résultat ne se produise pour les enfants mineurs du naturalisé, on invite le père à leur assurer dès maintenant et irrévocablement la qualité de Français ⁽¹⁾. Il n'y a là sans doute qu'une simple invitation, mais elle permet de vérifier dans quelle mesure le postulant et sa famille entendent se lier à la nationalité française, et peut influer par suite sur le sort de la demande. Il paraît d'ailleurs ⁽²⁾ que presque tous les naturalisés croient, à tort, que la qualité de Français est assurée d'une manière définitive à leurs enfants mineurs, comme conséquence de leur propre naturalisation.

Quand le postulant n'a que des filles, on considère que la déclaration que leur père souscrirait en leur nom n'aurait pas d'effets utiles, aussi on ne l'exige pas; en effet, leur qualité de Françaises ne serait pas irrévocable, puisqu'elle dépend dans l'avenir de la nationalité de leur mari. En outre, le but de la loi de 1889 est bien de remédier, par l'adoption, à l'insuffisance de notre population, mais

(1) V. les déclarations modèles 2, 6 et 7 de la circulaire du 28 août 1893, *infra*, chapitre 3, II, et p. 85 *ad not.*

(2) Stemler, *Journal de droit international privé*, 1890, p. 404.

ce que le législateur a voulu augmenter, c'est surtout le nombre des soldats français; aussi la Chancellerie se préoccupe-t-elle surtout des enfants mâles du déclarant et l'oblige-t-elle indirectement à leur assurer la qualité de Français.

S'il s'agit d'enfants nés en France, ce sont les articles 8 § 3 et 9 § 10 qu'il s'agit de mettre en jeu. Quand leur mère est née en France, la Chancellerie invite le père à renoncer pour eux au droit de répudier la qualité de Français ⁽¹⁾; dans le cas contraire, il est sommé de leur assurer

(1) Voici le modèle de la déclaration souscrite par lui dans ce but :

MODÈLE 7. *Déclaration en vue de renoncer à se prévaloir
de la qualité d'étranger.*

(Application de l'article 8, § 3 du Code civil.)

(Cette déclaration peut être faite soit au nom du mineur né en France d'un père né à l'étranger et d'une mère née elle-même en France, soit par l'intéressé lui-même se trouvant dans l'année de sa majorité).

L'an et le du mois de par devant nous,
juge de paix du canton d' , arrondissement d' , départe-
ment d' , s'est présenté le sieur (nom, prénoms), né le
à (profession, domicile), époux de ou veuf de (nom, pré-
noms, date et lieu de naissance de la femme), lequel nous a déclaré que,
voulant assurer définitivement à ses enfants

1° }
2° } (nom, prénoms, dates et lieux de naissance des enfants).
3° }

la qualité de Français qu'ils tiennent de leur naissance, il renonce en leur nom au droit que leur confère l'article 8 § 3, du Code civil, de décliner cette qualité dans l'année de leur majorité.

A l'appui de sa déclaration, le sieur nous a remis :

- 1° Les actes de naissance de ses enfants;
- 2° L'extrait du casier judiciaire de ceux-ci;
- 3° Son acte de mariage (si ce document ne donne pas les noms, pré-

dès maintenant la nationalité française, de façon à ce qu'ils puissent être compris sur les listes de recrutement avec les jeunes gens de leur âge ⁽¹⁾.

Quant aux enfants nés à l'étranger, on n'a aucune prise sur eux, à moins que leur mère ne soit d'origine française, auquel cas on les fait bénéficier de l'article 10.

Cette curieuse pratique coutumière, due aux efforts de l'administration pour assurer l'unité de nationalité dans la famille, commence à être si bien connue des intéressés que souvent ils font la déclaration au nom de leurs enfants mineurs sans attendre l'invitation de la Chancellerie. Elle aboutit d'ailleurs à un résultat singulier; c'est que les enfants du postulant sont naturalisés bien avant lui : en effet, dès que la déclaration est souscrite en leur nom par leur père, on l'enregistre et les voilà Français. Ensuite

noms, dates et lieux de naissance des conjoints, les actes de naissance de père et mère doivent être en outre exigés).

Pièces qui seront annexées à la déclaration qui doit être adressée au ministère de la Justice pour y être enregistrée, cette formalité étant prescrite par la loi à peine de nullité.

Étaient présents :

Le sieur (nom, prénoms), âgé de , (profession), demeurant à
et le sieur (mêmes indications).

Lesquels nous ont attesté l'individualité du comparant, ont déclaré que ce qui précède est à leur connaissance personnelle et ont signé avec le déclarant et nous, juge de paix, après lecture faite.

(1) V. la déclaration modèle 2, *infra*, chapitre 3, II. C'est dans un but analogue que, quand un étranger en instance de naturalisation a un fils qui vient d'avoir vingt-et-un ans, on invite ce dernier à renoncer lui-même à la faculté de répudier la qualité de Français jusqu'à vingt-deux ans.

on examine la demande des parents, et bien souvent celle-ci, subissant des retards, notamment par la demande de remise des droits de sceau, le décret leur accordant la cité française n'est signé que bien longtemps après que leurs enfants sont devenus définitivement Français; quelques exemples prouveront que ces hypothèses ne sont nullement chimériques :

Le nommé Émile Rogge a souscrit le 20 janvier 1894 la déclaration modèle 2 (articles 8 § 4 et 9 § 10) au nom de ses *sept* enfants mineurs devant le juge de paix de Lens (Pas-de-Calais)⁽¹⁾; et le décret lui accordant la naturalisation ainsi qu'à sa femme n'est intervenu qu'à la date du 19 février⁽²⁾.

Le sieur Jérôme Corneille Spada a souscrit le 25 juillet 1894 la déclaration modèle 7 (article 8 § 3), au nom de ses *quatre* enfants mineurs devant le juge de paix de Roubaix⁽³⁾; et il n'a été naturalisé ainsi que sa femme que par décret du 12 novembre⁽⁴⁾.

Enfin le nommé Mathias Schutz a souscrit au nom de ses *cinq* enfants mineurs (un sixième né en France était irrévocablement Français, en vertu de l'article 8 § 3, lui-même étant né en Alsace avant 1871), le 20 janvier 1894 la déclaration modèle 3 (article 10) devant le juge de paix

(1) *Bulletin des lois*, partie supplémentaire, 2705, p. 1178.

(2) *Bulletin*, 2718, p. 1727, n^{os} 36 et 39.

(3) *Bulletin*, 2792, p. 2962, n^{os} 818-821.

(4) *Bulletin*, 2798, daté du 22 février 1895.

de Briey (Meurthe-et-Moselle)⁽¹⁾; puis il a été réintégré ainsi que sa femme, avec remise totale des droits de scean (dans ce cas, l'écart est moins grand) par un décret en date du 19 février 1894⁽²⁾.

Les statistiques de ces dernières années⁽³⁾ prouvent que ce système de naturalisation collective a produit des résultats considérables : ainsi en 1894, tandis que les déclarations au nom des majeurs s'élevaient à 1345, celles au nom des mineurs atteignaient le chiffre de 6713, soit environ cinq fois plus, sans parler des mineurs devenus Français comme conséquence de la naturalisation ou de la réintégration de leurs parents (alinéas finaux des articles 12 et 18), et dont le nombre a été de 1134. Et ce mouvement ne semble pas devoir se ralentir; il suffit de jeter sur le Supplément du *Bulletin des lois* un coup d'œil, pour s'apercevoir que presque toutes les déclarations de nationalité y insérées sont souscrites au nom de mineurs par leur père, ou plus généralement par leur représentant légal. Il y a là une pratique que certes le législateur qui a voté la loi de 1889, pour ne l'avoir point prévue, ne peut voir néanmoins que d'un œil favorable; en effet, elle aboutit à rattacher un assez grand nombre de citoyens à l'allégeance française, et surtout elle assure des soldats

(1) *Bulletin*, 2705.

(2) *Bulletin*, 2718, p. 1731, n° 16, en date du 4 août 1894.

(3) Il est regrettable que les statistiques ne marquent pas mieux cette tendance, en distinguant nettement les déclarations souscrites au nom des majeurs et celles au nom des mineurs.

à notre armée : en somme, l'administration n'a fait que suivre les tendances auxquelles la loi elle-même avait cédé. Mais tandis que son texte, connu de tous, et il faut bien le dire peut-être un peu brutal (notamment l'article 8 § 3) dans sa « chasse à l'homme », souleva des réclamations de la part des puissances étrangères, le système de naturalisation collective pratiqué par le ministère de la Justice, n'étant formellement consacré par aucun texte et restant, somme toute, assez peu connu, ne suscita jamais aucune protestation ; le même but était ainsi atteint, mais d'une manière plus habile, si bien que le pas en arrière que la loi du 22 juillet 1893 avait été obligée de faire n'a en réalité abouti à aucun résultat appréciable.

CHAPITRE DEUXIÈME

De la condition de domicile et du droit d'expulsion du gouvernement.

I

DE LA CONDITION DE DOMICILE.

Parmi les diverses conditions auxquelles doivent satisfaire les individus qui se prévalent du bienfait de la loi, une est exigée dans tous les cas, c'est le *domicile*; bien plus, dans un cas elle est suffisante, c'est quand l'étranger est né en France : dans cette hypothèse, l'article 8 § 4 lui confère la nationalité française par cela seul qu'il est domicilié en France à l'époque de sa majorité. « Est Français... tout individu né en France d'un étranger et qui à l'époque de sa majorité est domicilié en France... »

Que faut-il entendre par « domicile » dans tous ces cas? Presque tous les auteurs ⁽¹⁾ s'accordent à reconnaître, en

(1) Weiss, *op. cit.*, p. 131; Surville, *Journal de droit international privé*, 1893, p. 682, note 2; Audinet, *Revue critique de législation et de jurisprudence*, année 1891, t. 58, p. 42; article non signé, *Journal de droit international privé*, 1895, p. 330.

se fondant sur les travaux préparatoires ⁽¹⁾, qu'il ne faut pas prendre le mot domicile dans son sens technique; il veut simplement dire résidence, *résidence habituelle*. Autrement tous nos articles reviendraient lettre morte, puisqu'ils supposent que l'étranger a ou du moins établit son domicile en France, or il est de jurisprudence constante que les étrangers ne peuvent avoir en France de domicile au sens exact du mot ⁽²⁾. D'autre part nous voyons, dans la circulaire du 28 août 1893, que la déclaration de l'article 9 ⁽³⁾ ne peut être soucrite qu'au nom du mineur *domicilié* en France, bien que nulle part elle n'énonce que son représentant doive y être lui-même domicilié : c'est donc qu'ici encore, étant donné que le mineur n'a d'autre *domicile* que celui de son représentant légal (article 108 § 2), on a entendu ce mot dans son sens large, habitation, résidence.

MM. Le Sueur et Dreyfus ont, il est vrai, au lendemain de la promulgation de la loi du 26 juin 1889, proposé une autre solution : le mot domicile aurait un double sens; il

(1) Deuxième rapport supplémentaire de M. Antonin Dubost, *Journal officiel* de 1889, Chambre, annexes, n° 3560, p. 576, colonne 3; le rapporteur s'exprime en ces termes : « A la vérité, on pourrait soutenir qu'il y a juridiquement une différence entre la résidence et le domicile, mais c'est là une pure hypothèse, car le domicile, tel qu'il est prévu à notre article 8, doit être entendu *lato sensu*; il s'agit évidemment de déclarer Français les individus qui, nés en France, *habitent* encore notre pays à leur majorité; la résidence permanente équivaut ici au domicile. »

(2) Vincent et Penaud, *Dictionnaire de droit international privé*, au mot domicile, nos 15 et 18.

(3) V. *infra*, chapitre 3, II.

se référerait tout à la fois à la résidence des intéressés et au domicile des parents ⁽¹⁾. Mais il y a là une opinion beaucoup trop absolue pour avoir été celle du législateur de 1889, elle manque de cette souplesse qu'il s'efforçait d'introduire dans les textes qu'il votait et d'ailleurs se heurte aux deux objections suivantes :

1° Ce système transporte dans l'interprétation des articles du titre premier la théorie du domicile telle qu'elle est réglementée par le Code civil dans les articles 102 à 108 ; or la jurisprudence n'admet pas que le domicile, au sens légal du mot, compète aux étrangers. D'autre part si on s'attache au sens exact, précis, il pourra se faire que le statut personnel de l'étranger détermine le domicile autrement que ne font nos lois. On comprendrait assez bien par exemple que dans une législation étrangère le mineur travaillant habituellement chez autrui, surtout y résidant, ait son domicile chez son patron. On peut même observer que la doctrine de MM. Le Sueur et Dreyfus, qui tient compte du domicile des parents pour fixer celui des enfants, semble oublier l'article 3 § 2 de notre loi du 22 février 1851 qui paraît admettre que l'apprenti a un domicile distinct de celui de ses représentants légaux.

2° Ce système ne prend pas en considération les motifs qui ont dicté les articles de la loi de 1889 ; si celle-ci naturalise Français le jeune homme né en France de parents nés à l'étranger par cela seul qu'il est domicilié en France

(1) Le Sueur et Dreyfus, *op. cit.*, p. 166.

lors de sa majorité, c'est qu'elle a voulu traduire cette vérité constante que *le milieu dans lequel il vit agit sur l'individu*. L'enfant né en France de parents étrangers qui tous deux sont nés hors de nos frontières et généralement ont vécu longtemps à l'étranger, reçoit d'abord de ceux-ci les mœurs, les habitudes, les sentiments étrangers. Peu à peu, vivant en France au milieu de camarades d'école ou d'atelier, il s'imprègne de notre civilisation. A mesure qu'il grandit, son absorption par les idées françaises s'accroît ; à mesure que son individualité s'affirme les divergences d'aspirations et d'enseignements de sa famille offrent chez lui une résistance de plus en plus faible. Tout cela revient à dire qu'au fond il n'y a là qu'une simple question de fait, mais elle est des plus délicates : l'assimilation présomptive sur laquelle repose la naturalisation doit-elle être appliquée à tel ou tel individu ? Le domicile, la résidence des parents n'est qu'un des éléments d'appréciation, souvent peu significatif notamment quand le mineur travaille chez autrui ou est élevé (par exemple comme élève interne) en dehors de sa famille.

Beaucoup de textes du titre premier, et spécialement ceux qui traitent de la naturalisation de faveur, se réfèrent au domicile de l'intéressé *à l'époque de sa majorité* ; ce n'est pas à dire étroitement au jour du vingt-et-unième anniversaire. Un jeune homme peut avoir un pressant intérêt qui le détermine à quitter la France juste à cette époque ; si cette absence se prolonge peu de temps, il serait vraiment bien dur de lui refuser le bénéfice de l'acquisition

spontanée de la nationalité française. En sens inverse, un individu chez lequel l'assimilation française est réalisée en fait pourrait bien facilement s'éloigner de notre territoire, sur lequel il vit, pour y rentrer quand il serait sûr d'échapper aux obligations militaires qu'assument les jeunes gens de son âge. Tout se réduit donc ici encore à une question de fait. Les termes à *l'époque de sa majorité* sont d'une interprétation presque aussi délicate que le mot *domicile*. Pour savoir si les individus, nés en France de parents tous les deux nés à l'étranger, doivent, quand ils reviennent en France au cours de leur majorité, généralement à la fin des opérations du conseil de révision, faire la déclaration renonciative prévue dans la circulaire du 28 août 1893 pour rester étrangers, il faut tenir compte de la durée de leur absence, de la pensée frauduleuse d'éluder la loi militaire.

Quoi qu'il en soit des difficultés qui peuvent s'élever sur ce point, le domicile n'en reste pas moins la condition première de toute acquisition de la nationalité française par le bienfait de la loi ; et cela est assez naturel : en effet, le fait d'être installé sur notre sol, d'y avoir le centre de ses affaires et probablement de ses affections, est une des marques les moins équivoques de l'attachement pour notre patrie. Cette idée est si évidente que la loi a, dans deux cas, dispensé de toute déclaration expresse celui qui par son domicile et les conséquences qu'il entraîne pouvait être regardé comme définitivement installé parmi les nationaux ; ces deux cas sont ceux des articles 8 § 4 et 9 § 41.

CAS DE L'ARTICLE 8 § 4.

Article 8 : « Est Français..... 4° *Tout individu né en France d'un étranger et qui, à l'époque de sa majorité, est domicilié en France à moins que, dans l'année qui suit sa majorité, telle qu'elle est réglée par la loi française, il n'ait décliné la qualité de Français et prouvé qu'il a conservé la nationalité de ses parents, par une attestation en due forme de son gouvernement, laquelle demeurera annexée à la déclaration, et qu'il n'ait en outre produit, s'il y a lieu, un certificat constatant qu'il a répondu à l'appel sous les drapeaux, conformément à la loi militaire de son pays, sauf les exceptions prévues aux traités.* »

La différence entre l'enfant né en France de parents étrangers et non domicilié à sa majorité et celui qui a son domicile sur notre sol à la même époque a été faite pour la première fois dans la loi du 26 juin 1889; avant, ils étaient tous les deux sur le même plan, c'est-à-dire devaient en vertu de l'article 9 réclamer la qualité de Français dans l'année qui suivait leur majorité. Le législateur de 1889, dans sa tendance à rattacher à l'allégeance française tous ceux qu'un lien quelconque unit à notre patrie, a fait produire au fait d'être domicilié en France à l'époque de la majorité un effet très important : il remplace en effet la déclaration exigée des fils d'étrangers, il vous constitue

Français de plein droit. Il y a là, comme on l'a dit, une sorte de déclaration tacite ⁽¹⁾.

La commission de la Chambre, peut-être par imitation du système italien ⁽²⁾, avait proposé d'exiger comme condition d'acquisition de la nationalité française, outre le fait de la naissance sur notre sol ; une résidence de vingt ans du père ; il y avait là en effet une présomption d'attachement pour notre pays. Le texte voté est encore plus libéral puisqu'il n'exige absolument aucune condition dans la personne des parents ; seul l'intéressé doit satisfaire aux exigences qu'impose notre loi, dont M. Delsol justifie ainsi les dispositions dans son rapport du 3 juin 1889 ⁽³⁾ : « L'enfant qui réunit cette double condition, d'être né en France et d'y être domicilié à l'époque de sa majorité, qui, par conséquent, doit être présumé l'avoir habitée pendant sa minorité, peut être à juste titre considéré comme lui étant attaché par des liens puissants. La France est son pays natal ; il y a été élevé ; il ne connaît point d'autre patrie. » Sans doute cette présomption ne sera pas toujours conforme à la réalité, mais dans les cas, assez rares, où elle serait démentie par les faits l'intéressé peut toujours décliner la nationalité française à sa majorité.

Il y a cependant un cas où, bien qu'une personne rem-

(1) Cogordan, *op. cit.*, p. 83.

(2) Article 8 du Code civil italien ; cf. Lenoble, journal « *La Loi* » des 15, 16 et 17 septembre 1895, p. 824, col. 4.

(3) *Journal officiel* de 1889, Sénat, annexes, n° 160, p. 233, col. 2.

plisse toutes les conditions de l'article 8 § 4 et qu'elle n'ait pas répudié notre allégeance comme le lui permet le texte, il est néanmoins bien difficile de la déclarer Française; c'est dans l'hypothèse suivante : une fille d'étrangers, née en France, épouse, étant mineure, un étranger né hors de nos frontières, puis il se trouve qu'au jour de sa majorité elle est domiciliée en France, et ainsi satisfait à toutes les exigences requises en l'article 8 § 4. Elle devrait donc logiquement être Française, et cependant il n'est guère possible d'admettre une telle solution. En effet, la femme en se mariant avec un étranger est devenue pleinement étrangère; elle a de cette façon effacé, pour ainsi dire, l'effet de sa naissance en France, elle a tacitement renoncé à se prévaloir du bénéfice de l'article 8 § 4 (cette renonciation *tacite* peut assez bien se comprendre, puisque cet article repose sur une déclaration *tacite*); mais pouvait-elle, étant mineure et partant incapable, accomplir un tel acte? Ni elle, ni son représentant légal n'auraient pu le faire expressément; cependant la faveur du mariage et le gros inconvénient (la diversité de nationalité des deux conjoints) qui résulterait de l'application stricte de l'article 8 § 4 peuvent militer en faveur de l'affirmative. De plus, la perte de la nationalité d'origine résultant du mariage est une sorte de convention matrimoniale, or la maxime : « *habilis ad nuptias, habilis ad pacta nuptialia* » permet au mineur de faire personnellement toutes ces conventions; sans doute, la règle de l'article 1398 ne vise nullement notre hypothèse, mais l'analogie n'est-elle pas

suffisante pour que l'on puisse sans trop de témérité étendre l'adage qui la traduit en dehors de sa sphère d'application normale? Enfin ne peut-on pas dire que, étant donné que l'article 8 § 4 est basé sur une volonté présumée, la femme mariée n'est plus capable d'émettre une volonté efficace sans l'autorisation de son mari? Or il n'est pas facile d'imaginer sous quelle forme celle-ci pourrait intervenir. Mais l'on peut supposer que cette femme désire profiter de sa naissance en France; on ne voit pas en effet quel obstacle on pourrait opposer à cette prétention. Si elle est majeure, et encore dans le délai de l'article 9, il semble bien difficile de lui refuser le droit de souscrire, autorisée de son mari bien entendu, la déclaration de l'article 9; si elle est mineure, quel sera de son mari ou de son père celui qui sera qualifié pour effectuer en son nom cette formalité, conformément à l'article 9 § 40? Son mari est son curateur légal, sans doute; mais le texte ne reconnaît nullement au curateur de l'émancipé le droit soit de l'habiliter à faire une déclaration acquisitive soit encore moins de l'effectuer en son lieu et place⁽¹⁾; quant à donner ce droit au père, cela paraît peu admissible en présence des principes qui règlent en état de mariage les pouvoirs du mari sur la femme; le plus simple serait, et pratiquement c'est la seule solution à recommander, de les faire intervenir l'un et l'autre.

Quoi qu'il en soit de ces difficultés, plus théoriques que

(1) Voir *infra*, chapitre 3, I.

pratiques, il n'en reste pas moins que la présomption sur laquelle est fondé l'article 8 § 4 sera le plus souvent corroborée par la réalité. D'ailleurs ce texte peut se justifier aussi par une autre considération ; il a pour but de remédier à l'agglomération considérable d'étrangers qui résidaient dans nos départements frontières et qui, bien que nés sur notre sol et y ayant toujours demeuré, négligeaient pour se soustraire à la charge du service militaire de faire la déclaration de l'article 9 ; ainsi tandis qu'en 1851 on comptait dans le seul département du Nord plus de 70.000 étrangers, en 1886 le nombre s'en était accru jusqu'à dépasser 180.000. Afin de ne pas créer une situation privilégiée à ces individus, la loi de 1889 édicta les paragraphes 3 et 4 de l'article 8 : le § 3 atteint ceux qui sont issus de parents déjà nés en France, le § 4 va plus loin et vise même ceux dont les parents sont nés hors de nos frontières : en effet, domiciliés en France et regardés jusqu'à nouvel ordre comme Français, ils se trouveront portés sur les listes de recrutement. Au contraire, avant 1889, ils se soustrayaient à notre loi militaire en invoquant leur extranéité et l'article 9, et comme ils ne quittaient point notre territoire ils éludaient aussi la loi militaire de leur pays ; gagnant ainsi trois ans sur leurs camarades français, ils leur faisaient une « concurrence déloyale » et contre laquelle ceux-ci étaient désarmés. Aujourd'hui cette façon d'agir rencontre des difficultés : en effet celui qui, atteint par l'article 8 § 4, veut répudier la cité française, doit aux termes du texte nouveau : « prouver

qu'il a conservé la nationalité de ses parents, par une attestation en due forme de son gouvernement, et produire en outre, s'il y a lieu, un certificat constatant qu'il a répondu à l'appel sous les drapeaux, conformément à la loi militaire de son pays, sauf les exceptions prévues aux traités. »

Ainsi il y a là une double attestation à fournir, d'abord dans le but de prouver que le déclarant a conservé sa nationalité d'origine, et ensuite afin de s'assurer qu'il a satisfait à la loi militaire dans le pays dont il se réclame ⁽¹⁾.

(1) Cette double exigence est formellement rappelée dans la déclaration en vue de répudier la qualité de Français, que l'intéressé est autorisé à souscrire : c'est la déclaration modèle 5 de la circulaire du 28 août 1893, elle est ainsi conçue :

MODÈLE 5.

*Déclaration en vue
de décliner la qualité de Français.*

(Application des articles 8 §§ 3 et 4, 12, § 3, et 18 du Code civil.)

(Cette déclaration peut être faite :

1° Par l'individu majeur né en France d'un père né à l'étranger et d'une mère née elle-même en France (application de l'art. 8 § 3 du Code civil).

2° Par l'individu majeur né en France de père et mère nés à l'étranger et domicilié en France à l'époque de sa majorité (application de l'art. 8 § 4 du Code civil.)

3° et 4° Par l'individu majeur né en France ou à l'étranger d'un père ou d'une mère survivante devenus Français par voie de naturalisation ou de réintégration.)

L'an et le du mois d par devant nous, juge de paix
du canton d , arrondissement d , département d s'est
présenté le sieur (nom, prénoms), né le à (profession),
demeurant à , lequel nous a déclaré qu'étant né en France de (nom,
prénoms, date et lieu de naissance et domicile du père) et de (nom,
prénoms, date et lieu de naissance de la mère) et y étant domicilié, il vou-

D'après le texte de l'article 8 § 4, les intéressés ont pour décliner l'allégeance française, et par conséquent pour fournir les justifications exigées, un délai d'un an : « l'année qui suit leur majorité telle qu'elle est réglée par la loi française. » Mais en pratique ce délai sera réduit du moins pour les individus du sexe masculin : en effet, inscrits sur les listes de recrutement dans l'année de leur

lait décliner la qualité de Français que lui conférait l'article 8 § 3 ou 8 § 4 du Code civil et réclamait la nationalité

A l'appui de sa déclaration le sieur nous a remis :

1° Son acte de naissance ;

2° Les actes de naissance et de mariage de ses père et mère ;

3° Une attestation en due forme du gouvernement du pays dont il se réclame et constatant qu'il est considéré comme son national ;

4° Un certificat constatant qu'il a répondu dans son pays d'origine à l'appel sous les drapeaux (1).

Pièces qui seront annexées à la déclaration qui doit être adressée au ministère de la Justice pour y être enregistrée, cette formalité étant prescrite par la loi à peine de nullité.

Étaient présents :

Le sieur (nom, prénoms, profession), demeurant à

Et le sieur (mêmes indications).

Lesquels nous ont attesté l'individualité du comparant et ont déclaré que ce qui précède est à leur connaissance personnelle.

Avant de clore, nous avons fait observer au déclarant que dans le cas où il solliciterait ultérieurement la naturalisation, cette faveur lui serait refusée.

Après lecture faite, le déclarant a signé avec les témoins et nous, juge de paix.

(1) Si dans le pays dont se réclame le déclarant le service militaire n'existe pas (comme en Angleterre), ou s'il en est dispensé pour ce motif qu'il appartient à une classe d'individus qui n'y est pas astreinte (comme les chrétiens en Turquie), un certificat constatant cette situation doit être produit au lieu et place du certificat exigé sous le n° 4 ci-dessus.

majorité, en vertu de l'article 10 de la loi du 15 juillet 1889, ils devront exercer leur droit d'option avant la clôture des opérations du recrutement s'ils ne veulent pas être enrôlés comme Français ⁽¹⁾.

a) *Attestation en due forme de son gouvernement prouvant que l'intéressé a conservé la nationalité de ses parents.* Cette disposition a pour but d'enrayer les progrès de l'*heimathlosai* en empêchant des individus qui d'après leur loi nationale ont perdu leur cité originaire de décliner également la nationalité française.

Cette justification a été exigée pour la première fois dans la loi de 1851, mais à propos des cas visés aujourd'hui par l'article 9; d'ailleurs ni cette loi ni celle de 1889 ne nous disent quelle autorité est compétente pour la délivrer et elles ne pouvaient le faire sans empiéter sur les prérogatives des puissances étrangères. Il y a là matière à convention diplomatique : une telle convention a été passée entre les gouvernements français et anglais en 1876, puis révisée en 1892, afin de fixer l'autorité compétente pour délivrer l'attestation exigée par notre loi, et la forme de cette attestation ⁽²⁾. Dans un but analogue, le gouverne-

(1) Circulaire du ministre de la Guerre du 4 décembre 1889, Cogordan, *op. cit.*, p. 97-98.

(2) Cette attestation comporte deux modèles ainsi conçus (traduction) :

A

Je certifie par les présentes que X... m'a prouvé :

1° Que sa nationalité d'origine est celle de sujet Britannique, son père étant né sujet Britannique dans les possessions de S. M.

ment de Berne a donné des instructions à ses consuls en France et aux autorités cantonales ⁽¹⁾.

Mais en dehors de ces cas, on ne voit guère comment la condition de la loi pourra être remplie en présence du mauvais vouloir ou simplement de la négligence d'une ou

2° Que ledit X..., conserve encore cette nationalité.

3° D'après la loi Britannique ledit X... n'est soumis à aucune obligation de service militaire sur le territoire Britannique.

A... B...

L'un des principaux secrétaires d'État de S. M. Britannique.
Ministère de l'intérieur, Whitehall, le 189

Pour traduction conforme à l'original :

Le consul (vice-consul ou agent consulaire) de la Grande-Bretagne.
Fait à le 189 G... H...

B

Je certifie par les présentes que X... m'a prouvé :

1° Que sa nationalité d'origine est celle de sujet Britannique, son grand-père paternel étant né sujet Britannique.

2° Que ledit X... conserve encore cette nationalité.

3° Que ledit X... est né en...

4° D'après la loi Britannique, ledit X... n'est soumis à aucune obligation de service militaire sur le territoire Britannique.

A... B...

L'un des principaux secrétaires d'État de S. M. Britannique.
Ministère de l'intérieur, Whitehall, le 189

Pour traduction conforme à l'original :

Le consul (ou vice-consul ou agent consulaire) de la Grande-Bretagne.
Fait à le 189 G... H...

(1) De Folleville, *Traité théorique et pratique de la naturalisation*, p. 150.

de plusieurs puissances étrangères ⁽¹⁾. En face d'une telle situation, un auteur à la fois juridique et diplomatique, M. Cogordan ⁽²⁾, conseille au gouvernement français de se montrer indulgent. « Nous serions mal venus, dit-il, à réclamer une autre pièce (qu'un certificat d'immatriculation au consulat), car dans le cas inverse, nous serions hors d'état de produire un véritable certificat de nationalité. En effet, quelle serait chez nous l'autorité compétente pour délivrer une pareille attestation? Ce ne saurait être l'administration puisqu'en France elle n'est pas juge des questions de nationalité. Ce ne saurait être non plus la justice puisqu'elle ne peut être saisie que s'il existe une contestation. » Le ministre de la Justice, afin de s'éclairer sur cette difficulté, demanda l'avis du Conseil d'État; la section de législation, de la justice et des affaires étrangères répondit le 29 avril 1890 ⁽³⁾, après avoir émis le regret que la question n'ait pas été résolue diplomatiquement, « que l'immatriculation sur les registres d'un poste diplomatique ou consulaire n'est pas toujours accompagnée de garanties assez complètes pour constituer à elle seule une preuve suffisante de nationalité; que les agents diplomatiques, par suite de leur caractère officiel, engagent plus directement leur gouvernement et sont, en outre, mieux placés que les agents consulaires pour s'entourer de tous

(1) Weiss, *op. cit.*, p. 181; Gruffy, *op. cit.*, p. 124; Guillot, *op. cit.*, p. 202.

(2) *Op. cit.*, p. 92.

(3) *Bulletin officiel du ministère de la Justice*, 1890, p. 358.

les renseignements et avis nécessaires en matière de nationalité ; que, par conséquent, leur compétence doit être admise de préférence pour délivrer les attestations dont il s'agit. »

b) *Certificat constatant que le déclarant a répondu à l'appel sous les drapeaux, conformément à la loi militaire de son pays, sauf les exceptions prévues aux traités.* Il y a là une exigence toute nouvelle du moins dans la loi ⁽¹⁾ ; proposée, mais sans succès, en 1872 ⁽²⁾, elle fut reprise et adoptée en 1889 sur un amendement de M. Pâris au Sénat ⁽³⁾. La formule primitive, exigeant du déclarant la preuve « qu'il avait satisfait à la loi militaire de son pays ⁽⁴⁾ », fut remplacée par celle qui a été votée, parce que prise à la lettre, elle signifiait que le fils d'étranger, né en France, était dans la nécessité, pour pouvoir se réclamer de la cité étrangère, de prouver qu'il avait complètement acquitté tous ses devoirs d'ordre militaire vis-à-vis de sa patrie, ce qui, vues les lois en vigueur dans presque tous les pays, n'est possible qu'après de longues années.

Ici, pas plus que pour l'attestation du gouvernement

(1) Une disposition analogue figure en effet dans l'article 5 de la convention consulaire avec l'Espagne en date du 7 janvier 1862 (*Bulletin des lois* de 1862, p. 401, n° 1011). Les Espagnols nés en France, pour échapper au service militaire chez nous, doivent produire un certificat établissant qu'ils ont tiré au sort en Espagne, et réciproquement.

(2) *Journal officiel* du 24 novembre 1872.

(3) *Journal officiel* du 4 février 1887.

(4) Rapport du 3 juin 1889, *Journal officiel*, Sénat, annexes, 160, p. 233, col. 3.

étranger, la loi n'a voulu et d'ailleurs ne pouvait indiquer l'autorité compétente pour délivrer le certificat exigé du déclarant ; en effet, comme l'a fort bien dit le Conseil d'État⁽¹⁾, « si le gouvernement français a le droit de s'assurer de l'authenticité du certificat produit et s'il peut demander que les signatures soient certifiées conformes par l'agent diplomatique, il convient de s'en remettre, quant à l'autorité compétente pour délivrer ce certificat, à la législation du pays dont se réclame l'intéressé. »

Cette deuxième exigence a paru être le complément de la première : l'obéissance à la loi militaire d'un pays est une preuve de l'attachement qu'on a pour lui, elle fait présumer qu'on entend sincèrement vivre sous son allégeance. Mais il n'a pas été difficile de montrer que la précaution nouvelle, souvent d'ailleurs impossible à exiger⁽²⁾, était dans tous les cas dépourvue d'efficacité ; en effet, soit que la loi militaire étrangère appelle le déclarant postérieurement à sa vingt-deuxième année, soit que l'étranger, après avoir répondu à l'appel sous les drapeaux, déserte et revienne s'établir en France, dans ces deux cas, et ils seront fréquents pour ne pas dire chroniques, il évitera le service militaire et en France et à l'étranger : il aura tous les avantages de l'*heimathlos* et tous ceux du national⁽³⁾.

Il est bien évident, et c'est ce que veulent dire les mots

(1) Avis du 29 avril 1890, cité *suprà*, p. 104, note 3.

(2) Weiss, *op. cit.*, p. 184.

(3) M. Weiss propose un remède, le seul en effet qui semble efficace : l'extradition des soldats déserteurs.

« *s'il y a lieu* » insérés dans le texte de l'article 8 § 4, que la preuve dont s'agit ne peut être exigée ni des femmes, ni des ressortissants à un pays où le service militaire n'existe pas, comme en Angleterre ou dans le Grand-Duché de Luxembourg, ni de ceux auxquels il n'est pas imposé, comme les chrétiens en Turquie. Dans ce cas l'intéressé devra produire une pièce constatant la situation dans laquelle il se trouve : c'est là d'ailleurs la solution que donne la circulaire du 28 août 1893 (1).

Mais il est une autre exception beaucoup plus incertaine, c'est celle que vise la fin du texte dans les mots « *sauf les exceptions prévues aux traités.* » M. Cogordan (2) soutient qu'il y a là une disposition sans portée : en effet, dit-il, l'article 8 § 4 n'impose aucune charge aux étrangers, c'est un simple texte sur la nationalité ; or un État a toujours le droit de statuer librement sur les conditions auxquelles est soumise l'acquisition ou la répudiation de la qualité de sujet. Sans doute, mais il peut aussi, dans une convention qu'il passerait avec un gouvernement ami et dans le but de fournir aux nationaux de celui-ci les moyens de décliner son allégeance, régler quelles justifications il exigera d'eux, ou dans quelles formes il les exigera, ou quelles autorités seront compétentes pour les délivrer. Voilà vraisemblablement tout ce qu'a voulu dire

(1) V. la note sous le n° 4 de la déclaration modèle 5, *suprà*, p. 101.

(2) *Op. cit.*, p. 92.

l'article 8 § 4 *in fine*. D'ailleurs cela importe assez peu, car il n'existe aucun traité visant ces matières.

Telles sont les conditions auxquelles doit satisfaire et les formalités que doit remplir celui qui né en France et y domicilié à sa majorité veut cependant conserver sa nationalité d'origine : ainsi il est libre de choisir l'État dont il sera citoyen. Garde-t-il le silence? la France l'incorpore parmi ses nationaux. Se prononce-t-il pour le pays dont son père est originaire? elle lui permet de le faire, et le *jus sanguinis* l'emporte alors sur le *jus soli*. De cette façon, à vingt-deux ans au plus tard, le sort de cet individu est fixé ; mais jusque-là que doit-on décider? Tant qu'il ne s'est pas prononcé, quelle est sa patrie? Est-il Français ou étranger? Autrement dit, tant qu'il n'a pas rempli les conditions de l'article 8 § 4, et il ne peut les remplir qu'à sa majorité, faut-il le regarder comme Français sous condition suspensive, ou sous condition résolutoire?

Les travaux préparatoires et le texte même de la loi semblent favorables à l'opinion qui rend cet individu Français dès sa naissance : en effet, M. Dubost ⁽¹⁾ a dit que la qualité de Français lui appartenait dès sa naissance, et le texte de l'article 8 range le fils d'étranger, né en France, parmi ceux qui *sont* Français. Malgré ces arguments, ce système n'a pas plus triomphé en doctrine ⁽²⁾ qu'en jurispru-

(1) Rapport de M. Antonin Dubost, Chambre des députés, *Journal officiel* de 1887, session extraordinaire, annexes, n° 2083.

(2) Weiss, *op. cit.*, p. 167 (cet auteur avait commencé par soutenir l'opinion contraire, *Journal de droit international privé*, 1890, p. 15 et 19) ;

dence (1). En effet, la phrase de M. Dubost veut simplement dire que la *cause* pour laquelle l'individu né en France devient Français est le *fait de sa naissance* sur notre sol, et nullement que cette qualité lui appartient du jour même de cette naissance. Quant au texte de l'article, on n'en peut tirer aucune conséquence, étant donné qu'il emploie la même formule pour les naturalisés qui bien évidemment ne sont Français du jour de leur naissance. D'ailleurs, l'opinion qui voit dans l'individu de l'article 8 § 4 un Français sous condition résolutoire ne se concilie en aucune façon avec l'article 9 : en effet, tant qu'il est mineur, nul ne sait s'il tombera sous le coup de l'un ou de l'autre de ces articles ; or il est certain que pendant sa minorité l'individu qui invoquera l'article 9 est étranger, l'article 20 le dit expressément ; donc, tant que la condition spéciale à l'article 8 § 4, c'est-à-dire le domicile à vingt-et-un ans, n'est pas remplie, il est impossible de ne

Le Sueur et Dreyfus, *op. cit.*, p. 160 ; Audinet, *Revue critique*, 1891, p. 40, *ad not.* ; Baudry-Lacantinerie, *Précis de droit civil*, 5^e édition, p. 66, n° 133 ; Dupuis, note sous arrêt de cassation du 19 décembre 1891 (Sir. 92. 1. 107) ; Despagne, notes sous arrêt de la Cour de Paris du 29 juin 1893, Dal. 94. 2. 361 ; Audinet, *Journal de droit international privé*, 1891, p. 43 ; Raymond Hubert, journal « *La Loi* » du 29 juin 1895, p. 618, colonne 2.

(1) La Cour de Montpellier avait jugé le 8 mai 1891 que : « il résulte de l'innovation apportée au Code civil par la loi de 1889 que le mineur né d'un étranger doit être réputé Français *sous une condition résolutoire* dont l'accomplissement dépend de sa seule volonté. » Mais cet arrêt fut cassé le 19 décembre 1891, sur conclusions conformes de M. le procureur-général Ronjat et rapport de M. le conseiller Sallantin, v. la note précédente.

pas assimiler les deux situations. Ce système a été consacré d'ailleurs d'abord par un jugement du tribunal de la Seine en date du 25 juillet 1889 ⁽¹⁾, puis par deux arrêts d'appel l'un de la Cour d'Aix du 4 décembre 1889, l'autre de la Cour de Paris du 29 juin 1893 ⁽²⁾, et surtout par la cour de Cassation dans l'affaire Casana le 19 décembre 1891 ⁽³⁾.

La conséquence de cette théorie est que si l'individu né en France et y domicilié à sa majorité répudie notre allégeance à cette date, il n'aura jamais été Français ⁽⁴⁾. Mais il peut aussi garder le silence; dans ce cas il vient se ranger parmi les citoyens; mais de quel jour faut-il faire dater son incorporation dans la patrie française? Français sous condition suspensive pendant sa minorité, la condition

(1) Journal « *Le Droit* » du 18 septembre 1889.

(2) Dal., 1894. 2. 361 et la note de M. Despagne.

(3) Dal., 1893. 1. 329 et la note de M. Dupuis.

(4) La circulaire du Garde des Sceaux du 28 août 1893 dit (p. 15) que l'individu dont le père aurait décliné la nationalité française conformément à l'article 8 § 4 pourra souscrire la déclaration de l'article 10, ce qui implique que le père de ce déclarant a été Français : cela est contraire à la théorie aujourd'hui admise et définitivement consacrée par l'arrêt Casana. Voici l'hypothèse dans laquelle la question se poserait : un individu né en France a fait la déclaration d'extranéité de l'article 8 § 4; puis il se marie et a un enfant *né à l'étranger* (il faut le supposer, sans quoi celui-ci tomberait sous le coup de l'article 8 § 3). Dans ces circonstances, la déclaration modèle 3 (celle de l'article 10) pourra-t-elle être souscrite, soit par le père au nom de son fils mineur, soit par celui-ci majeur, après le 26 juin 1910? La circulaire répond par l'affirmative, mais il est certain que l'administration refuserait l'enregistrement en présence de l'état de la jurisprudence fixée par la cour de Cassation dans l'arrêt précité.

accomplie va-t-elle rétroagir en vertu de l'article 1179 et devra-t-il être regardé comme ayant toujours été Français, ou faut-il ne lui reconnaître cette qualité que du jour de son vingt-et-unième anniversaire? La question se pose sous notre article et sous lui seul, car l'article 20 a soin d'écarter la rétroactivité dans tous les autres cas d'acquisition de la qualité de Français; mais, à dessein ou par oubli, il ne parle pas de l'article 8. Et la controverse est d'autant plus intéressante que les solutions que l'on y peut donner ont des conséquences très diverses :

1° L'article 2 de la loi du 14 juillet 1819 permet, quand une succession est échue à deux héritiers, dont l'un est Français et l'autre étranger, à celui qui est Français « de prélever sur les biens situés en France une portion égale à la valeur des biens situés en pays étranger dont il est exclu. » Suivant l'interprétation donnée à l'article 8 § 4, l'individu qui l'invoque pourra se prévaloir de la loi de 1819 ou au contraire se la voir opposer.

2° Un État n'extradant jamais ses nationaux, la France devra-t-elle refuser de livrer un criminel qui invoquerait l'article 8 § 4, bien qu'il soit réclamé par un gouvernement sur le territoire duquel il a commis une infraction pendant sa minorité? Ici encore la réponse dépend de la solution adoptée sur notre question.

3° Les tribunaux français pourront-ils poursuivre l'individu dont s'agit pour crime commis à l'étranger pendant sa minorité? L'affirmative s'impose si on décide qu'il a

acquis notre nationalité avec effet rétroactif; la négative, dans le cas contraire.

4° Si celui qui est né en France se marie avec une étrangère et a des enfants avant sa majorité, et que domicilié en France à vingt-et-un ans il garde le silence, sa femme et ses enfants seront-ils Français *ipso jure* et irrévocablement? Il faut répondre oui, si on admet que cet homme a été Français dès sa naissance et négativement si on croit qu'il ne l'est que depuis sa majorité.

Comme on le voit, la question offre un grand intérêt pratique⁽¹⁾; aussi est-elle vivement controversée entre les interprètes.

Les arguments des partisans de la rétroactivité⁽²⁾ peuvent se ramener à deux :

1° D'abord le silence de l'article 20; cet article dit en effet que l'acquisition de la nationalité française a lieu sans effet rétroactif : « dans les cas des articles 9, 10, 18 et 19 »; s'il a passé sous silence l'article 8, c'est qu'il entend sans doute le laisser soumis au droit commun, c'est-à-dire

(1) Tel est l'avis de M. Geouffre de Lapradelle (*op. cit.*, page 300) qui dit qu'« elle est appelée à jouer un grand rôle dans la pratique. Ce sera peut-être de toutes les dispositions de la loi nouvelle celle qui, soulevant le plus d'intérêts, se présentera le plus souvent devant les tribunaux. » V. la très curieuse espèce qui s'est présentée devant l'administration, *Journal de droit international privé*, 1894, pages 480 sqq.

(2) Weiss, *op. cit.*, page 165; Audinet, *Revue critique*, 1891, page 40, et *Journal de droit international privé*, 1891, p. 40; Cohendy, journal : « *Le Droit* » du 27 octobre 1889; Vincent, *Lois nouvelles de 1889*, page 59, nos 39 et 40.

lui faire produire un effet rétroactif conformément à l'article 1179.

2° Et ce silence acquiert une signification indiscutable quand on compare la rédaction des articles 8 et 9 ; tandis que le premier dit que l'enfant né en France *est* Français, le deuxième dit qu'il le *devient* ; si l'article 8 avait voulu avoir le même effet que l'article 9, il aurait certainement employé la même formule.

Telles sont les raisons de décider que tous les partisans de ce premier système ont répétées et qui ont convaincu un assez grand nombre d'auteurs. Enfin ceux qui soutiennent cette théorie peuvent invoquer un document de jurisprudence en leur faveur, le seul sur la question : c'est un jugement du tribunal correctionnel de la Seine en date du 20 mars 1894 ⁽¹⁾ ; mais le caractère spécial de la juridiction et le libellé des attendus, dont l'un se contente d'affirmer, *sans aucun motif*, que le prévenu a toujours été Français, ôtent toute valeur à cette décision judiciaire.

Aux raisons de leurs adversaires, les partisans de la non-rétroactivité ⁽²⁾ répondent, et cela leur est assez facile, qu'il faudrait, pour que le silence de l'article 20 fût significatif, prouver d'abord que la rétroactivité est le droit commun : en effet, l'argument *a contrario* tiré de ce

(1) *Journal de droit international privé*, 1894, page 539.

(2) Geouffre de Lapradelle, *op. cit.*, p. 300 ; Campistron, *op. cit.*, p. 106 ; Le Sueur et Dreyfus, *op. cit.*, p. 165 ; Stemler, *Journal de droit international privé*, 1890, p. 563 ; Surville, *eod. op.*, 1893, p. 677 ; Gruffy, *eod. op.*, 1894, p. 485 ; Raymond Hubert, *eod. op.*, 1895, p. 542.

texte ne peut avoir de valeur que s'il conduit à un rappel du droit commun ; il n'en a aucune, au contraire, s'il tend à en sortir. Le droit commun, dites-vous, c'est l'article 1179 ; le droit commun de la matière des obligations, peut-être, mais nullement celui de la nationalité que l'on ne conçoit guère subordonnée à une condition ; d'ailleurs y a-t-il là une vraie condition ? N'y a-t-il pas plutôt dans cette exigence du domicile un élément d'existence de la naturalisation, comme le décret dans la naturalisation ordinaire, ou la déclaration dans les cas de naturalisation de faveur ? Enfin, et cette remarque ruine définitivement le premier des arguments en faveur de la rétroactivité, il résulte des travaux préparatoires que l'article 8 § 4 faisait primitivement partie de l'article 9 (ce qui était plus logique) ; puis quand il en fut détaché, on négligea de modifier l'article 20 dont la rédaction était déjà arrêtée.

Quant à l'argument tiré de la différence dans le libellé des articles 8 et 9, on s'étonne de le voir invoqué, puisque l'article 8 s'exprime exactement de même pour l'individu né et domicilié en France et pour le naturalisé : or personne ne soutient que le naturalisé soit rétroactivement Français ; l'exacte interprétation de ce texte serait donc plutôt en faveur de la non-rétroactivité.

L'esprit de la loi est d'ailleurs absolument contraire au premier système : l'article 8 § 4 est une application du *jus soli* ; sans doute la naissance sur le sol n'a pas paru suffisante au législateur de 1889 pour conférer *ipso facto* la

nationalité, mais lorsqu'elle se combine avec un autre élément, tel que la résidence prolongée sur ce territoire, résidence révélée par le domicile à vingt-et-un ans, elle fait présumer l'absorption de l'intéressé par la France. Ayant du jour de sa naissance une vocation à devenir Français, cet individu ne s'est senti pénétré des sentiments de son pays natal que par un progrès lent et insensible, qui ne s'est réalisé qu'au jour de sa majorité. Décider que l'acquisition de la nationalité française doit remonter dans le passé, c'est méconnaître l'idée d'assimilation progressive qui l'explique et la justifie ; elle permet de dispenser l'intéressé d'une déclaration expresse, car il y a là, comme dans le fait de prendre part aux opérations du recrutement, une sorte de déclaration tacite ; et toutes les fois qu'il y a déclaration, le changement de nationalité n'a d'effet que pour l'avenir.

Enfin il est impossible d'admettre le système de la rétroactivité de l'article 8 § 4 en présence des bizarres conséquences qu'il entraîne logiquement : en effet, que se passera-t-il en fait ? Pour les individus du sexe masculin, nés et domiciliés en France, ils vont être invités à prendre part aux opérations du tirage au sort dans le cours de leur vingt-et-unième année, c'est-à-dire avant leur majorité, donc avant de pouvoir invoquer l'article 8 § 4. Si, comme nous le supposons, ils désirent devenir Français, ils n'exciperont pas de leur extranéité ; dès lors les voilà Français de plein droit en vertu de l'article 9 § 11, auquel il est impossible d'attacher aucune rétroactivité en présence de

l'article 20; si d'autre part on admet l'effet rétroactif de l'article 8 § 4, seul texte que puissent invoquer les femmes dans la situation que nous envisageons, on voit que la question de l'acquisition rétroactive de la cité française pour ceux qui sont nés en France et y domiciliés à leur majorité se ramène à ceci : êtes-vous du sexe masculin, pas de rétroactivité; êtes-vous au contraire du sexe féminin, vous avez été Française dès votre naissance. L'absurdité d'une telle solution, à laquelle il faut forcément aboutir, condamne le système.

Mais il est une autre conséquence, non moins étrange, que commande la théorie de la rétroactivité; quand un enfant est né en France d'un étranger, la qualité de Français peut lui être assurée dès sa minorité par une déclaration souscrite en son nom par son représentant légal (article 9 § 10), et il est certain dans ce cas que la qualité de Français ne rétroagit pas à la naissance du mineur : l'article 20 est formel. Si donc l'on admet que dans le cas de l'article 8 § 4 il y a effet rétroactif, on traite l'individu qui attend sa majorité pour devenir Français d'une façon plus favorable que celui qui dès sa minorité a renoncé au droit de répudier notre allégeance. Cette conséquence doit faire rejeter la théorie tout entière, et il faut décider que l'enfant né d'un étranger en France et y domicilié à sa majorité est Français de ce jour, et de ce jour seulement.

CAS DE L'ARTICLE 9 § 11.

Article 9 § 11 : « *Il (l'enfant né en France d'un étranger et non domicilié à sa majorité) devient également Français si, ayant été porté sur le tableau de recensement, il prend part aux opérations de recrutement sans opposer son extranéité.* »

Il y a là une disposition absolument nouvelle. Avant la loi du 26 juin 1889, le fait d'avoir fait partie de l'armée française avait bien quelque influence sur la nationalité, mais il n'emportait pas naturalisation de plein droit; c'est ce qui résulte très clairement de la loi du 22 mars 1849 ainsi conçue : « L'individu né en France d'un étranger sera admis, même après l'année qui suivra l'époque de sa majorité, à faire la déclaration prescrite par l'article 9 du Code civil, s'il se trouve dans l'une des deux conditions suivantes : 1° s'il sert ou s'il a servi dans les armées françaises de terre ou de mer; 2° s'il a satisfait à la loi du recrutement sans exciper de son extranéité. »

Ainsi l'incorporation dans l'armée avait simplement pour effet de prolonger le délai pendant lequel on était admis à réclamer la naturalisation de faveur, mais elle ne vous constituait pas de plein droit Français, et il a été jugé que même après avoir servi sous nos drapeaux un individu

pouvait répudier notre allégeance⁽¹⁾. Il y avait certes là une situation choquante et que la loi du 26 juin 1889 a heureusement fait disparaître; en effet, on ne conçoit guère que celui qui a payé à un pays le plus lourd des impôts, qui a peut-être combattu pour lui, puisse venir ensuite sans raison et par caprice répudier sa nationalité; le législateur a pensé qu'en prenant part aux opérations du recrutement sans opposer son extranéité, cet individu a *tacitement demandé* à devenir Français. Il y a là une circonstance qui « équivaut à la déclaration prescrite par l'article 9 », pour employer les expressions dont se sert la loi du 15 juillet 1889 sur le recrutement (article 11).

Mais à qui va s'appliquer l'article 9 § 11⁽²⁾? A tous ceux,

(1) Tribunal de la Seine, 29 avril 1889, journal : « *La Loi* » des 29-30 avril 1889.

(2) La convention franco-espagnole du 7 janvier 1862 (v. *suprà*, p. 105 note 1) permet aux Espagnols nés en France d'accomplir leur service militaire dans nos armées; après le vote de la loi de 1889 et en présence de l'article 9 § 11, les individus qui profitaient de cette faculté semblaient devoir tomber *ipso facto* sous notre allégeance. Mais la Chancellerie, estimant qu'un acte unilatéral comme la loi du 26 juin ne pouvait abroger un contrat comme la convention de 1862, admit qu'ils resteraient Espagnols. Cette solution, dictée par une pensée très louable, n'en est pas moins dangereuse; en effet, ces individus n'ont été inscrits sur les listes de recrutement, en leur qualité de fils d'étranger, que dans l'année qui a suivi leur majorité et à condition qu'ils fussent domiciliés (article 11 de la loi du 15 juillet 1889); donc ils sont déjà tombés sous le coup de l'article 8 § 4 et ils ont (il faut le supposer pour que le texte de la convention ait un intérêt) décliné la qualité de Français; et c'est juste au moment où ils ont montré par là combien peu ils tenaient à devenir nos concitoyens que vous les incorporez dans notre armée! Vraiment c'est leur faire un honneur dont leur attitude ne les rend guère dignes, et la combinaison de la con-

mais à ceux-là seuls, à qui s'applique l'article 9 lui-même, c'est-à-dire aux fils d'étrangers, s'ils sont nés en France et s'ils n'y sont pas domiciliés à leur majorité; les travaux préparatoires et en particulier les rapports de MM. Delsol et Dubost sont formels en ce sens. Mais comment supposer que ces individus vont être inscrits sur les listes de recrutement ⁽¹⁾? L'article 11 de la loi du 15 juillet 1889 dit en effet que seuls y sont portés les fils d'étrangers *domiciliés* et dans l'année qui suit leur majorité; s'ils sont domiciliés, comme le suppose la loi sur le recrutement, ils sont Français de plein droit en vertu de l'article 8 § 4; s'ils ne le sont pas, ils ne sont pas inscrits sur les listes de recensement. Pour trouver une application à l'article 9 § 11, il faut supposer ou bien que l'individu dont s'agit aura été porté par erreur sur les listes de recrutement ou bien qu'il aura établi son domicile en France entre la date de sa majorité et la formation des listes.

Cette deuxième hypothèse peut en effet se concevoir, car tandis qu'un Français de naissance est contraint à tirer au sort dans l'année où il a vingt-et-un ans, l'étranger n'y est appelé que *dans l'année qui suit ses vingt-et-un ans*, c'est-à-dire un an plus tard (article 11 de la loi militaire). Il ne s'agit donc pas d'un mineur, mais bien d'un majeur et se trouvant précisément dans l'année où la loi l'autorise à

vention de 1862 et de la loi du 26 juin 1889 aboutit, en présence du scrupule de l'administration, à une conséquence aussi choquante qu'imprudente pour la France.

(1) Weiss, *Journal de droit international privé*, 1890, p. 19.

fixer sa nationalité; mais pendant sa vingt-deuxième année, cet individu n'est pas Français, il a *toute* l'année pour se décider; cependant quand il va être appelé à tirer au sort, il lui faudra prendre parti, et le délai à lui accordé par la loi civile va se trouver réduit par la loi militaire. « Si on fait prévaloir la loi militaire, dit M. Gruffy ⁽¹⁾, le délai d'un an accordé pour l'option se trouve réduit pour tout individu du sexe masculin; seules les femmes en bénéficient intégralement. Si on fait prévaloir la loi sur la nationalité, on risque de retarder encore d'une année l'accomplissement des obligations militaires dont la durée est déjà abrégée. Dans un cas, on lèse l'intérêt de jeunes Français rattachés depuis peu à la France et par un lien assez faible; dans l'autre cas, on les respecte, mais au préjudice de tous les jeunes gens du même âge, leurs concurrents dans les diverses professions. » Cependant, il semble ressortir des débats parlementaires ⁽²⁾ que dans cette lutte entre les deux textes, le législateur a entendu faire triompher la loi sur le recrutement : elle contient ainsi à l'adresse des fils d'étrangers une mise en demeure de se prononcer avant la fin du délai d'un an que leur impartit l'article 9.

Si l'individu appelé à participer au tirage au sort excipe de son extranéité, pourra-t-il ensuite, se trouvant encore

(1) *Op. cit.*, p. 127.

(2) *Journal officiel*, Chambre des députés, session ordinaire de 1889, p. 595, colonne 2.

dans les délais pour faire une déclaration acquisitive, réclamer la qualité de Français? Il faut distinguer. Si quand il a opposé son extranéité il était mineur, il pourra ensuite invoquer soit l'article 8 § 4 s'il est domicilié à sa majorité, soit s'il ne réplit pas cette condition l'article 9 ⁽¹⁾. « Comment admettre, dit M. Weiss ⁽²⁾, que le législateur ait donné à un incapable la faculté de renoncer de lui-même, en dehors de toute assistance et de tout conseil, au bénéfice du droit commun, qu'il ait attaché une déchéance irréparable à un acte, ou plutôt à un silence, dont l'étranger n'avait peut-être pas mesuré toute la portée? » On peut ajouter que quand il a été inscrit étant mineur sur les listes de recrutement et qu'il a refusé de tirer au sort ce n'est pas son extranéité qu'il a opposée à proprement parler; il a dit : je ne refuse pas de partir parce que je *suis* et veux rester *étranger*; mais je demande à attendre un an, j'invoque l'article 11 de la loi du 15 juillet 1889; fils d'étranger, je ne dois être inscrit sur les listes de recrutement que dans l'année qui suit ma majorité : c'est alors, mais alors seulement que la loi m'oblige à prendre parti; quand j'en serai là, je verrai dans quel sens je dois me prononcer, mais jusqu'à cette date vous ne pouvez m'obliger à consommer le droit d'option que je tiens de la loi du 26 juin 1889.

En sens inverse, si le fils d'étranger est parti avec les

(1) Surville, *Journal de droit international privé*, 1891, p. 56.

(2) *Op. cit.*, p. 122.

jeunes Français de sa classe, on ne peut lui refuser le droit de décliner l'allégeance française dans le cours de sa vingt-deuxième année, puisque c'est seulement pendant ce délai que l'article 8 § 4 lui reconnaît cette faculté. C'est ainsi que le nommé Masqueliez (Rosa), né le 15 août 1869 à Louvroil (Nord), a été incorporé avec les soldats de la classe 1889; mais il fit le 11 novembre 1890 une déclaration en vue de répudier la qualité de Français devant le juge de paix de Maubeuge ⁽¹⁾; la Chancellerie l'enregistra le 7 janvier 1891, et le ministre de la Guerre fut obligé de renvoyer immédiatement le sieur Masqueliez dans ses foyers.

Mais si, lorsqu'il oppose son extranéité, le fils d'étranger est majeur, ce qui est le droit commun puisqu'il ne doit être appelé sous les drapeaux que dans l'année qui suit sa majorité, il sera dans l'impossibilité d'invoquer ensuite la naturalisation de faveur : l'article 11 *in fine* de la loi sur le recrutement dispose en effet : « S'ils (c'est-à-dire les fils d'étrangers) se font rayer, ils seront immédiatement déchus du bénéfice de l'article 9 du Code civil. » Bien plus il est de règle, et franchement cela est assez naturel, que lorsqu'un individu qui s'est prévalu de son extranéité pour échapper au service militaire vient dans la suite demander à être naturalisé par décret, la Chancellerie rejette impitoyablement sa demande; elle estime avec raison que celui qui a refusé de payer à la patrie française l'impôt du sang n'est

(1) *Bulletin officiel du ministère de la Justice*, 1890 p. 565, n° 125.

pas recevable à jouir du bénéfice de ses lois et à compter parmi ses citoyens ; il n'est pas digne d'une tel honneur.

Une nouvelle espèce vient de se présenter à la Chancellerie où elle soulève, paraît-il, des divergences d'opinions. Un individu né en France de parents tous deux nés à l'étranger avait été expulsé au cours de sa minorité. Puis au mépris de l'arrêté qui l'avait frappé il revient en France à vingt-et-un ans et prend part aux opérations du recrutement sans exciper de son extranéité ; c'est bien là exactement l'hypothèse de l'article 9 § 11 : l'individu dont s'agit est donc, semble-t-il, devenu Français. Ce ne fut cependant pas l'avis du Parquet qui le poursuit devant le tribunal correctionnel de Lyon pour infraction à l'arrêté d'expulsion rendu autrefois contre lui et qui n'est pas rapporté ; le prévenu soutient, « invoquant la loi de 1889, qu'il est devenu Français par le seul fait de sa participation au tirage au sort, et cela, ajoute-t-il, est d'autant plus certain que sa prétention n'a pas fait le moindre doute devant le conseil de révision. »

Tel est le cas et telles sont les raisons mises en avant par une des parties. Il faut avant tout écarter l'argument tiré de la décision au conseil de révision, il n'a aucune valeur ; en effet, tribunal administratif, ce conseil n'a pas qualité pour trancher une question d'état, celles-ci sont du ressort exclusif des tribunaux civils.

Mais la question de droit n'en reste pas moins entière, et son intérêt est d'autant plus grand qu'elle est absolu-

ment neuve. On peut la formuler en ces termes : l'article 9 § 11 est-il, comme l'article 8 § 4, un succédané au vieil article-type 9 § 1 ? Autrement dit, suppose-t-il fixation de domicile en France, ou tout au moins possibilité légale d'opérer cette fixation, possibilité qui n'existe pas dans l'espèce puisque l'intéressé est expulsé ? Faut-il soutenir, au contraire, que l'article 9 § 11 renferme, en l'inaugurant, un mode original d'acquisition de la cité française, dont la *seule* condition consisterait à participer aux opérations du recrutement ? Ce deuxième système peut se recommander de la lettre de l'article 9 § 11 qui n'indique nullement que le domicile soit un des éléments essentiels du mode de naturalisation par lui prévu, et en second lieu de la tendance absorbante de la loi de 1889, dont le but fut de faciliter le plus possible l'incorporation des étrangers dans la grande famille nationale.

Malgré ces raisons, la première théorie semble plus en harmonie avec le système général de la naturalisation et du recrutement ; et d'abord la place même de l'article 9 § 11, inclus dans l'article 9, et le mot « également » qu'on y lit, paraissent bien impliquer un renvoi aux conditions générales indiquées dans l'alinéa 1. D'autre part, le système soutenu par l'inculpé offre des dangers : en effet, il y aurait là pour les individus indignes un moyen de forcer les portes de notre patrie et de notre armée, où ils propageraient de mauvais exemples ; le gouvernement serait complètement désarmé ; dans l'autre solution, au contraire, il trouve dans son pouvoir de police se manifestant par un

arrêté d'expulsion une arme aussi simple qu'efficace pour empêcher les criminels ou simplement les mécontents de venir répandre leurs dangereuses théories dans nos casernes et nos campagnes. Enfin la loi militaire vient fournir un argument très puissant en faveur de ce système ; l'article 44 de la loi du 15 juillet 1889, en effet, ne prescrit l'inscription, sur les listes de recensement, des fils d'étrangers que s'ils sont *domiciliés* : or, ceux qui sont expulsés sont dans l'impossibilité légale d'avoir un domicile en France ; donc s'ils sont appelés sous les drapeaux ce ne peut être que par suite d'une erreur, et de cette erreur on ne peut raisonnablement pas les admettre à se prévaloir. Cette dernière observation doit faire considérer comme parfaitement justifiée la poursuite du Parquet de Lyon dans l'espece proposée, puisque le prévenu, n'étant pas devenu Français malgré son incorporation dans nos troupes, à contrevenu à un arrêté d'expulsion légalement pris contre lui et non rapporté.

DU DROIT D'EXPULSION DU GOUVERNEMENT

Le gouvernement, nous l'avons vu, n'a pas à intervenir dans l'acquisition de la nationalité française par le bienfait de la loi ; quand un individu se trouve dans un des cas où une déclaration acquisitive est possible, il peut la souscrire et partant devenir Français sans que l'adminis-

tration ait le pouvoir de l'en empêcher, elle se trouve désarmée : tel est le système qui semble bien ressortir de la loi du 26 juin 1889 et qui différencie très nettement la naturalisation de faveur de la naturalisation par décret. Dans son désir d'incorporer dans la patrie française le plus grand nombre d'individus possible, le législateur s'est trouvé obligé de sacrifier un peu le droit de contrôle que l'État possède sur tous ceux qui veulent se placer sous sa protection ; sans doute il pourra se faire que quelques indignes se glissent inaperçus au milieu de la foule des nouveaux incorporés, mais le mal, pensait-on, ne pouvait faire de grands progrès et les impérieuses nécessités de l'heure présente appelaient une indulgence se conciliant mal avec les enquêtes et les formalités de la naturalisation par décret.

Mais quand on en vint à l'application l'administration chercha le moyen de reconquérir le pouvoir de contrôle dont on venait de la priver et de fermer la porte à ceux que leur passé rendait suspects ; ce moyen, le gouvernement le trouva, ou crut le trouver, dans la combinaison des dispositions de l'article 9 du Code civil et de la loi du 3 décembre 1849. En effet, l'article 7 de cette loi dispose que : « Le ministre de l'Intérieur pourra par une mesure de police enjoindre à tout étranger voyageant ou résidant en France de sortir immédiatement du territoire français et le faire conduire à la frontière. » D'autre part, la condition commune à tous les cas d'acquisition de la nationalité française par le bienfait de la loi étant une condition

de domicile, il suffit pour que ceux que l'on veut écarter soient dans l'impossibilité de la remplir de les frapper d'un arrêté d'expulsion. Tout le monde en effet admet que tant que ces individus ne sont pas Français ils tombent sous le coup de la loi de 1849 ⁽¹⁾; jusqu'à ce qu'ils aient réclamé la qualité de français, on ne peut tenir compte de leur vocation à le faire, ce serait leur accorder sans aucun motif une situation privilégiée, les mettant à l'abri des inconvénients de l'étranéité sans les astreindre aux charges qu'impose la nationalité française. La jurisprudence administrative est d'accord sur ce point avec celle des tribunaux civils, et le 14 mars 1890 ⁽²⁾, le Conseil d'État a rejeté le recours d'un fils d'étranger qui, parce qu'il était né en France, prétendait échapper aux conséquences d'un arrêté d'expulsion rendu contre lui.

Mais cet étranger, étant expulsé, est-il désormais dans l'impossibilité de remplir la condition de domicile exigée par l'article 9? Autrement dit, car c'est là le but poursuivi par l'administration, l'arrêté légalement pris contre lui va-t-il le priver du bénéfice de la naturalisation de faveur? La solution soulève de vives controverses tant dans la doc-

(1) M. Weiss (*Pandect. franç.*, 1892. 1. 2 *ad not.*), tout en regrettant qu'il en soit ainsi et en préconisant le système belge et luxembourgeois qui ne permet d'expulser l'enfant né sur le territoire que quand il a définitivement opté pour la nationalité étrangère, reconnaît que dans l'état actuel de la législation la solution contraire s'impose. V. aussi Dupuis, note sous l'arrêt Casana, Dall. 1893. 1. 329, et un article de M. Raymond Hubert, dans le journal « *La Loi* » du 29 juin 1895, p. 618, colonne 3.

(2) *Recueil des arrêts du Conseil d'État*, année 1890, p. 290.

trine que dans la jurisprudence; les partisans de chacun des deux systèmes maintiennent leurs arguments, et après avoir divisé les tribunaux et les cours d'appel la question vient de donner lieu à des réponses opposées de la chambre civile et de la chambre criminelle de la cour de Cassation.

En général les civilistes ⁽¹⁾ accordent la préférence à la loi de 1889 et des décisions judiciaires ⁽²⁾ leur ont donné raison, notamment l'arrêt de la chambre civile, dans l'affaire Thiry, du 27 octobre 1891 ⁽³⁾, malgré les conclusions contraires de M. l'avocat-général Bertrand. Comment admettre, en effet, disent-ils, qu'un acte administratif, l'arrêté d'un ministre ou plus souvent d'un préfet ait le pouvoir de faire échec à l'exercice d'une faculté expressément reconnue par un texte législatif et d'en paralyser la mise en œuvre? « Attendu qu'il n'appartient pas au gouvernement, dit la cour de Cassation dans l'arrêt Thiry, de faire échec par une mesure de police à un droit, résultant au profit de Thiry, de la loi et qui lui était acquis du jour

(1) Chausse, *Revue critique*, 1891, page 212; Cohendy, note sous l'arrêt d'appel dans l'affaire Thiry, *Dall.* 1891. 2. 169; Weiss, *op. cit.*, pages 105, 6, 7 et 603, et dans les *Pandect. franç.*, *loc. cit.*; Dupuis, *loc. cit.*; Raymond Hubert, note sous l'arrêt Pomezano, *Pandect. franç.*, 1895. 1. 186, *Journal de droit international privé*, 1895, pages 525 et 543, et *Gaz. des tribunaux* du 16 octobre 1895, page 1016.

(2) Affaire Beffa, arrêt de la cour de Lyon du 10 novembre 1890, *Revue pratique de droit international privé*, 1890. 1. 237; *Lois nouvelles*, 1891. 2. 34.

(3) Sir. 1891. 1. 539; *Pandect. franç.*, 1892. 1. 4; *Lois nouvelles*, 1891. 2. 45; journal « *Le Droit* » du 15 janvier et du 5 novembre 1891; *Journal de droit international privé*, 1891, page 1223.

de sa naissance ; que celui-ci, autorisé par la loi à réclamer la qualité de Français, est par cela même investi du droit d'accomplir les formalités prescrites pour la validité de sa réclamation ; que Thiry doit donc établir son domicile en France ; que l'arrêté d'expulsion susvisé cesse de lui être opposable alors qu'il demande l'entrée de la France non plus comme étranger sollicitant une faveur, mais comme fils d'un ex-Français, usant du droit que lui confère sa naissance de réclamer la qualité de Français et autorisé à fixer son domicile en France par la loi, qui lui impose même l'obligation de cette résidence comme condition de consécration de son droit. »

D'ailleurs, ajoute-t-on, les travaux préparatoires de la loi du 26 juin 1889 sont formels en ce sens ; tandis que le projet élaboré par le Conseil d'État donnait au gouvernement un pouvoir de contrôle sur les personnes qui invoquaient le bienfait de la loi, le Sénat rejeta nettement ce système et consacra au profit des intéressés une situation privilégiée : ils n'invoquent pas une faveur, ils se prévalent d'un droit, ils sont soustraits à l'arbitraire gouvernemental. Or, que deviendrait cette conception, si par un moyen détourné, le droit d'expulsion, l'administration pouvait à son gré rendre lettre morte les dispositions des articles 9, 10 et 12 § 2 ? Enfin, dit M. Weiss ⁽¹⁾ : « la loi de 1889 sur la nationalité est une des lois les plus importantes sur lesquelles repose aujourd'hui notre société

(1) *Loc. cit.*

civile ; ses dispositions ne peuvent avoir été frappées d'impuissance par un texte qui leur est antérieur de quarante ans et qui n'a eu d'autre but que de mettre le gouvernement en état de lutter avec succès, par des mesures de police, contre le vagabondage international. »

Un jugement récent du tribunal correctionnel de Valenciennes, en date du 13 août 1895 ⁽¹⁾, a été plus loin dans cette voie et a décidé que le fils d'ex-Français cessait d'être soumis à l'arrêté d'expulsion dès qu'il avait souscrit, non pas la déclaration de l'article 10, comme dans l'hypothèse de l'arrêt Thiry, mais simplement l'*acte de soumission de venir s'établir en France*. Pour justifier ce libéralisme sans précédent, le tribunal s'exprime en ces termes : « Attendu que si le fils d'un ex-Français, tant qu'il n'a pas fait sa soumission de fixer son domicile en France, reste dans la classe des étrangers pouvant être expulsés du territoire français, il en est différemment dès qu'il a fait régulièrement cet acte de soumission. — Que, par cet acte, il met en valeur la vocation légale que lui confère sa naissance, de réclamer la qualité de Français, et, pour ce faire, de fixer son domicile en France. — Qu'il entre dès ce jour, dans la classe des étrangers qui ne peuvent rester ou être placés sous le coup d'un arrêté d'expulsion pendant les délais que leur accordent les articles 9 et 10 du Code civil pour faire statuer sur leur réclamation de la qualité de

(1) Journal « *La Loi* » des 15, 16, 17 septembre 1895 ; *Gazette des Tribunaux* du 16 octobre 1895, et l'article de M. Raymond Hubert.

Français. » Cette théorie était contenue en germe dans l'arrêt Thiry; en effet, même du jour où la déclaration acquisitive est souscrite, l'intéressé n'est pas irrévocablement Français, puisque l'enregistrement de sa déclaration peut être refusé soit pour irrégularité, soit pour indignité, et cependant on admet qu'il échappe à l'arrêt d'expulsion; il en est presque de même dans l'hypothèse du jugement Lorent : celui-ci n'est pas Français non plus du jour de l'acte de soumission. Mais il y a entre ces deux situations une différence capitale, dont le tribunal de Valenciennes n'a pas tenu compte; tandis que la déclaration est l'acte final et décisif de la réclamation de notre nationalité et qu'elle indique par là une volonté irrévocable de la part du déclarant de devenir Français, la soumission de fixer son domicile en France n'a nullement ce caractère; c'est une simple formalité préliminaire n'engageant en rien l'intéressé et ne lui conférant à aucun point de vue un droit à devenir notre national. Sa vocation à réclamer cette qualité date de sa naissance et non de cet acte de soumission; celui-ci n'a qu'un effet, c'est pour un étranger né en France (article 9) d'augmenter d'un an le délai pendant lequel il pourra souscrire la déclaration acquisitive; mais lui attribuer une importance aussi grande que le fait le jugement dont s'agit, c'est méconnaître formellement la théorie du bienfait de la loi et faire une brèche inacceptable à la loi de 1849. En effet, que va-t-il se passer? Le sieur Lorent a désormais un an pour souscrire la déclaration de l'article 10, et pendant tout ce délai « pour faire statuer sur sa réclamation de la

qualité de Français », comme dit très improprement d'ailleurs le tribunal de Valenciennes, il est soustrait à l'arrêt d'expulsion; au bout de ce temps, supposons-le (cela arrivera très souvent surtout dans le cas de l'article 9, car il y aura là un moyen de se soustraire au service militaire et en France et à l'étranger), Lorent, ayant négligé, et à dessein, de souscrire la déclaration acquisitive, est expulsé de nouveau; que lui importe! Le lendemain il va chez notre consul et fait un nouvel acte de soumission de venir s'établir en France : d'où nouveau délai d'un an pendant lequel il nargue préfet et ministre; et il n'y a pas de raison pour qu'un tel manège se renouvelant tous les ans, l'intéressant Lorent ne continue à résider chez nous, tranquille et invulnérable, quoiqu'il soit et étranger et expulsé. Voilà la suite logique de la confusion inadmissible faite par le tribunal de Valenciennes entre l'acte de soumission et la déclaration acquisitive. Le jugement est d'ailleurs frappé d'appel par le parquet et il faut espérer que les magistrats de la cour feront bonne justice de ce système, aussi dangereux que peu juridique ⁽¹⁾.

(1) Contrairement à toutes les prévisions, la cour de Douai vient par arrêt du 5 novembre 1895 de confirmer le jugement du tribunal de Valenciennes (journal « *La Loi* » du 30 novembre 1895 et la note de M. Lenoble, *Gaz. du Pal.* du 12 novembre 1895). Mais il est à remarquer que le sieur Lorent avait souscrit la veille la déclaration acquisitive de l'article 10 devant le juge de paix de Valenciennes (canton-nord), et la cour relève formellement cette circonstance dans un des attendus de l'arrêt. Elle ne semble pas d'ailleurs y attacher grande importance, car quelques lignes plus bas elle s'exprime en ces termes : « Attendu, ainsi que l'a reconnu le juge-

Malgré cette conséquence imprévue et peu heureuse de la théorie de l'arrêt Thiry, les raisons données par les partisans de ce dernier n'en restent pas moins frappantes ; mais toutes viennent se heurter au texte de la loi du 3 décembre 1849, qui est formel. Or, quoi qu'on en puisse dire, elle est restée en pleine vigueur et tous les jours elle est appliquée ; qu'elle soit vieille d'un demi-siècle ou qu'elle date d'hier, peu importe ; du moment qu'elle n'a pas été abrogée, elle conserve toute sa force et il n'y a aucune raison à tirer des dates auxquelles elles ont été promulguées, pour faire prévaloir l'une ou l'autre des deux lois en conflit.

D'autre part l'administration a toujours revendiqué hautement le droit d'expulser librement tout étranger, eût-il une vocation à devenir Français, et elle soutient que ce droit serait rendu illusoire si le fils d'ex-Français ou l'étranger né en France pouvaient grâce à une simple dé-

ment dont le ministère public a interjeté appel, que la présence en France, d'un étranger frappé par un arrêté d'expulsion, mais apte, de par sa naissance, à acquérir la nationalité française, cesse d'être délictueuse lorsqu'il est établi que la soumission imposée par l'article 9 du Code civil a été faite devant l'autorité qui, à l'étranger, est seule compétente pour la recevoir ; — Que l'accomplissement de cette formalité primordiale *suspend l'arrêté d'expulsion*, et que celui-ci ne pourra produire de nouveau son effet que si le candidat à la qualité de Français, laissant passer l'année sans fixer son domicile en France à partir de son acte de soumission, renonce, par cela même, au bénéfice de la loi. » Ainsi la cour de Douai approuve très nettement la théorie qui avait prévalu devant le tribunal de Valenciennes. L'administration d'ailleurs ne se tient pas pour battue, et pourvoi a été interjeté devant la cour de Cassation contre l'arrêt dont s'agit.

claration se soustraire aux suites de l'arrêté légalement rendu contre eux ⁽¹⁾. Ce système, que quelques tribunaux et cours d'appel avaient admis, vient d'être consacré par la chambre criminelle de la cour de Cassation dans l'affaire Pomezano, le 22 décembre 1894 ⁽²⁾. Il serait désirable que les chambres réunies trouvassent l'occasion de statuer sur cette espèce, car l'arrêt à intervenir, étant donnée la divergence d'opinions qui s'est manifestée au sein même de la cour, ne pourrait manquer d'offrir un intérêt considérable.

On a essayé de soutenir que la contradiction entre les arrêts Thiry et Pomezano n'était qu'apparente ⁽³⁾. Dans un article récent, M. Lenoble donne les arguments suivants

(1) Cf. De Bœck, sous l'arrêt Thiry, Dal. 92. 1. 43 ; un article non signé au *Journal de droit international privé*, 1895, p. 329 ; les très intéressantes conclusions de M. l'avocat-général Tainturier devant la cour de Douai dans l'affaire Thiry, *Revue pratique de droit international privé*, 90. 1. 138 sqq ; rapport de M. le conseiller Sallantin dans l'affaire Casana, *loc. supra cit.* ; note sous l'arrêt Thiry, *Gazette du Palais*, 91. 2. 256.

(2) Dans le même sens, jugement du tribunal civil de Bastia en date du 19 décembre 1890 (affaire Celati) où on peut relever l'attendu suivant : « Attendu que Celati ne peut avoir ni domicile, ni résidence en France au sens légal du mot, puisque sa présence seule sur le territoire de la République constitue un délit..... » *Revue pratique de droit international privé*, 90. 1. 238, *Lois nouvelles*, 91. 2. 33 ; jugement du tribunal de Lille du 7 août 1890, *Lois nouvelles*, 91. 2. 44 ; arrêt Pomezano du 22 décembre 1894, Sir. 95. 1. 155 ; *Pandect. franç.*, 95. 1. 185 et la note en sens contraire de M. Raymond Hubert ; Dal. 95. 1. 136 et la note dans le même sens.

(3) Lenoble, journal « *La Loi* » des 15, 16, 17 septembre 1895 ; note sous l'arrêt Pomezano, Sir. 95. 1. 155.

en faveur de cette thèse : l'affaire Thiry a statué sur le cas d'un fils ex-Français, articles 9 et 10, tandis que l'arrêt de la chambre criminelle de décembre 1894 a réglé la condition de l'individu né et domicilié en France, article 8 § 4 ; eh ! bien, il y a là deux situations absolument différentes, et tandis que le fils d'étranger né en France se voit à juste titre privé du bénéfice de l'article 8 § 4 quand il est sous le coup d'un arrêté d'expulsion à sa majorité, bien qu'à cette même époque il réside en France (c'était là l'hypothèse où se trouvait le sieur Pomezano), le fils d'ex-Français, Thiry par exemple, a le droit de souscrire la déclaration acquisitive de l'article 10, nonobstant l'expulsion dont il a été frappé. D'abord, dit M. Lenoble, ces deux situations ne produisent pas les mêmes effets : la déclaration souscrite en vertu des articles 9 et 10 du Code civil n'a pas d'effet rétroactif, l'acquisition de la qualité de Français en vertu de l'article 8 § 4 opère, au contraire, avec rétroactivité. En outre et surtout, ces divers articles n'ont pas le même fondement juridique, l'article 8 § 4 est de droit nouveau, il est manifestement inspiré par l'article 8 du Code civil italien ; c'est une de ces dispositions par lesquelles la France au cours de ce siècle a essayé d'absorber les individus nés sur son territoire, de les faire siens, de les incorporer, bon gré mal gré, dans sa population et aussi dans son armée ; cet article s'explique principalement par des motifs d'utilité pratique, et non par une manifestation tacite de volonté de l'intéressé, c'est « une naturalisation forcée. » En effet, cet individu n'aurait qu'un désir,

rester *heimathlos* et échapper par là au service militaire; présumer son intention de devenir Français, et baser la disposition de l'article 8 § 4 sur une sorte de déclaration tacite de sa part, c'est aller le plus souvent contre la vérité des faits. Que si l'on veut trouver un fondement rationnel à ce texte, il faut le chercher non dans la volonté de l'intéressé, mais dans l'idée d'assimilation présomptive ⁽¹⁾ : né et domicilié en France, cet individu y a vraisemblablement passé toute sa jeunesse, et nos mœurs et notre éducation lui ont façonné une âme française; voilà pourquoi nous le reconnaissons comme notre national. « Et quand la chambre criminelle, ajoute M. Lenoble, a dénié à l'étranger expulsé le droit de devenir Français en vertu de l'article 8 § 4, elle a considéré que la résidence de cet individu en France, illégale et incertaine, ne pouvait avoir le caractère de continuité exigé par la loi pour l'acquisition de la qualité de Français; elle a pu ne pas tenir compte de la volonté opiniâtrement manifestée, à diverses reprises par cet individu, d'établir son domicile en France et dire que le droit du sieur Pomezano de devenir Français, n'était pas écrit dans la loi, cette volonté ne pouvant se manifester utilement dans le cas de l'article 8 § 4, puisqu'il s'agit non pas d'établir son domicile en France, mais d'avoir à l'époque de la majorité un domicile établi. » Il en est tout autrement dans les cas prévus par les articles 9 et 10; l'intéressé *n'acquiert pas* notre nationalité dans ces

(1) V. *suprà*, p. 93.

hypothèses, il la *réclame* ; il y a là un *droit* pour lui ; si nous exigeons qu'il transporte son domicile en France, c'est comme preuve de son attachement à notre pays, mais il n'est nullement requis qu'il soit déjà installé sur notre sol depuis de longues années : c'est pour l'avenir qu'on lui demande de s'établir chez nous, on ne tient pas compte du passé. Le mot domicile a dès lors un sens absolument différent dans l'article 8 § 4 et dans l'article 9 ; « le fils d'ex-Français n'est pas présumé attaché à nous par son éducation et le législateur lui reconnaît seulement de par sa naissance une vocation à devenir Français ; il veut lui faciliter l'obtention de notre nationalité, mais il n'y a pas de présomption assez forte pour qu'on puisse la lui imposer, pour ainsi dire, comme dans le cas de l'article 8 § 4. » Ainsi la cour de Cassation ne s'est nullement déjugée : ayant à statuer dans deux hypothèses dissemblables, elle a considéré et à bon droit que deux solutions différentes s'imposaient.

Certes ce système est ingénieux, et l'on comprendrait très bien qu'une législation le sanctionnât, mais dans l'état actuel des textes et étant donnés les travaux préparatoires de la loi du 26 juin 1889, il soulève les objections suivantes :

1° L'article 8 § 4, dites-vous, opère, au contraire des articles 9 et 10, avec rétroactivité ; c'est là une opinion que sans doute beaucoup d'auteurs enseignent ; mais elle n'est rien moins qu'établie et on peut parfaitement soutenir que l'individu né et domicilié en France n'acquiert

notre cité que du jour de sa majorité ⁽¹⁾. D'ailleurs même en admettant cette différence entre les deux textes en présence, on ne voit pas pourquoi les conditions dans lesquelles on serait admis à s'en prévaloir en seraient modifiées; nous vous parlons des formalités à remplir pour devenir Français et vous nous répondez en invoquant un effet, très discutable d'ailleurs, produit par l'acquisition de cette qualité.

2° Il est inadmissible qu'à si peu d'intervalle dans la rédaction de la loi le mot *domicile* soit pris dans deux sens aussi différents. Optez pour l'un ou pour l'autre; si vous exigez du déclarant un domicile au sens légal du mot, pas plus Thiry que Pomezano ne pourra satisfaire au vœu de la loi et tous deux resteront étrangers; si au contraire vous vous montrez indulgents et ne réclamez qu'une simple résidence de fait, tous deux soutiendront avec raison qu'ils la possèdent et vous ne pourrez le nier. D'ailleurs l'antinomie entre les décisions dont s'agit résultera toujours du passage suivant de l'arrêt Pomezano : « L'étranger expulsé ne saurait avoir en France ni domicile, ni résidence au sens légal du mot, puisque sa présence seule sur le territoire de la République constitue un délit. »

3° Sans doute le législateur de 1889 a essayé d'absorber beaucoup d'individus, mais prétendre qu'il a imposé notre nationalité à celui qui est né et domicilié en France, c'est

(1) V. *suprà*, p. 113 sqq.

aller un peu loin. Ce serait le premier exemple d'une semblable pratique, et un tel système ne serait guère à encourager; ceux qui deviennent Français contre leur gré ne sont jamais de bons citoyens et la patrie a plutôt intérêt à les rejeter qu'à les conserver malgré eux. La vérité est que l'article 8 § 4 présume le consentement de l'intéressé et la preuve, c'est qu'il lui permet de se soustraire à notre allégeance; si le système de M. Lenoble est logique, il doit interdire à ces individus de répudier notre nationalité : le législateur n'ayant pas consacré cette règle, il est présomable qu'il a entendu ainsi montrer qu'il offrait un bienfait, mais ne l'imposait pas.

4° L'article 8 § 4 n'est nullement une disposition isolée et disparate dans notre système de naturalisation. Il ne dérive, si même il en dérive, que de très loin du Code italien, c'est en réalité un succédané très direct de l'article-type 9, autour duquel gravitent toutes les dispositions se rattachant au bienfait de la loi; et ce qui le prouve, c'est que lorsqu'il fut voté on l'incorpora dans ce texte général. Plus tard, ce dernier se trouvant d'une longueur démesurée et réglant les cas et conditions des *déclarations* acquisitives, on en détacha la disposition relative aux individus domiciliés en France à leur majorité; mais dans cette transposition ce texte conserva son ancien caractère et rien n'indique qu'il l'ait perdu.

5° Enfin, voyons un peu quelles seraient les conséquences de la théorie de M. Lenoble. Nous avons en face de nous deux individus, l'un qui par hasard est né en

France et n'y a jamais demeuré, et l'autre au contraire dont les parents depuis longtemps établis chez nous lui ont donné le jour sur notre sol, où il a toujours vécu, où il a tous ses intérêts et toutes ses affections. Ce dernier expulsé la veille peut-être de sa majorité est privé du bénéfice de l'article 8 § 4, tandis que l'autre qui n'a et ne peut avoir aucun attachement pour notre pays est admis à y rentrer et à faire échec à l'arrêté d'expulsion qui l'a frappé; c'est faire à celui-ci, moins intéressant à coup sûr, une situation singulièrement favorable.

D'ailleurs en fait que se passera-t-il dans cette théorie? Né en France, Pomezano, auquel vous interdisez de se prévaloir de l'article 8 § 4 parce qu'il en est indigne, va aller immédiatement chez notre consul : il n'y invoquera ni sa jeunesse passée en France, ni son domicile, qui cependant devraient le recommander à notre bienveillance; il se contentera de faire la soumission de l'article 9 et dès lors, nouveau Thiry, il rentrera dans son pays natal d'où rien désormais ne pourra le faire sortir. Que lui importe que ce soit l'article 8 § 4 ou l'article 9 qui lui donne ce droit, il a atteint son but, cela lui suffit! Ce résultat, que M. Lenoble lui-même est bien forcé de reconnaître comme inévitable, ôte tout intérêt à la distinction si tranchée qu'il essaie d'établir entre les deux situations.

La vérité est que les deux arrêts de Cassation en présence s'expliquent par les motifs différents qui ont guidé les deux chambres de la Cour suprême. La chambre civile a considéré surtout notre loi sur la nationalité et n'y voyant

rien qui pût faire échec au droit de Thiry, elle a estimé qu'elle devait l'emporter sur la loi de 1849. La chambre criminelle, au contraire, surtout préoccupée d'arrêter l'invasion des gens sans aveu et de donner dans ce but des armes efficaces à l'administration, a pensé que le texte de cette loi était primordial dans notre organisation sociale et que d'ailleurs il importait assez peu que des individus qui avaient mérité d'être expulsés pussent devenir nos concitoyens. Mais, dictées par des points de vue aussi différents, il n'était pas étonnant que les deux décisions ne concordassent pas et aboutissent à une contradiction : c'est ce qui est arrivé.

Il faut donc se décider à prendre parti, et après les arguments de la chambre civile, voir sur quelles bases la chambre criminelle a fondé sa conviction et quelles raisons le gouvernement a pu faire valoir pour obtenir de contrôler l'entrée dans la famille française des gens se prévalant du bienfait de la loi. L'administration soutient que du moment qu'ils ont été expulsés, l'individu né en France d'un étranger et le fils d'ex-Français sont légalement incapables de séjourner en France, puisque leur présence y constitue un délit. Sans doute, matériellement, il pourra se faire qu'ils y résident, mais vraiment la loi n'a pu tenir compte d'un fait qu'elle réprime et y attacher un avantage; on ne conçoit guère, en effet, qu'un délit puisse conférer un droit à celui qui s'en est rendu coupable, et surtout que cette infraction lui soit non seulement permise, mais encore recommandée par le législa-

teur. C'est cependant ce qui ressort du premier système, qui, suivant en cela les tendances de la loi de 1889, invite par tous les moyens ceux qui peuvent devenir Français à remplir les conditions d'acquisition de cette qualité et notamment celle de domicile : il est au moins étrange de voir celui qui fait la loi pousser toute une catégorie d'individus à la violer.

D'ailleurs à quoi bon la loi de 1889 aurait-elle imposé certaines formalités, si l'absence de l'une d'elles n'entraîne pas impossibilité d'atteindre le but, à savoir la naturalisation? « La naturalisation, dit M. Demolombe ⁽¹⁾, est un acte politique qui ne peut se réaliser que par l'accomplissement des conditions légales : autrement, on n'a plus de règles; et on ne voit pas pourquoi ces conditions auraient été exigées si en dehors de ces conditions et sans elles la naturalisation pouvait légalement s'opérer. » Cela revient à dire qu'il n'y a vraiment un *droit* à devenir Français pour ceux qui invoquent les articles 9 et 10 que quand ils ont satisfait à *toutes* les exigences de la loi, y compris celle de domicile; et, comme le dit un des attendus de l'arrêt Pomezano : « aucune disposition légale n'ouvre à ces étrangers un droit particulier quant à l'établissement de leur domicile, ils restent donc soumis au régime déterminé par la loi du 3 décembre 1849, dont l'article 7 permet au gouvernement d'enjoindre, par mesure de police, à tout

(1) *Cours de droit civil*, t. 1, p. 204.

étranger voyageant ou résidant en France, de sortir immédiatement du territoire français. »

Il est un cas où cette raison peut sembler sans valeur, c'est dans l'hypothèse suivante: un individu, né comme sa femme à l'étranger et domicilié en France, a un fils de dix-huit ans, né en France et qui est expulsé pour des raisons politiques⁽¹⁾. Le père, afin de faire tomber cet arrêté d'expulsion, souscrit au nom de celui-ci la déclaration de l'article 9 (modèle 2); la Chancellerie, se fondant sur la doctrine de l'arrêt Pomezano, refuse l'enregistrement pour irrégularité. Mais le père répond que non seulement son fils a son domicile en France, mais encore qu'il ne peut légalement l'avoir que là, puisque : « le mineur non émancipé a son domicile chez ses père et mère » (article 108 § 2 du Code civil); l'on ne voit pas trop ce que l'administration peut lui objecter⁽²⁾. Si elle dit que le domicile doit s'entendre de la résidence habituelle⁽³⁾, il est facile de lui répondre que si on peut l'entendre ainsi pour en faire bénéficier ceux qui ne peuvent avoir au sens juridique un *domicile* en France,

(1) Si c'était à la suite de condamnations judiciaires, l'hypothèse perdrait de son intérêt, car il est probable qu'alors le ministre agirait avec succès devant le Conseil d'État afin d'obtenir le refus d'enregistrement de la déclaration pour cause d'indignité.

(2) Nous supposons bien entendu que le père de l'intéressé a été admis à domicile; en effet, dans le cas contraire, l'administration, invoquant la jurisprudence, dira à cet individu qu'il n'a pas en France de domicile légal et que dès lors son fils ne peut s'en prévaloir pour réclamer la nationalité française.

(3) V. *suprà*, p. 91.

il est impossible de faire prévaloir une telle interprétation étant donné le texte de la loi, quand elle a pour but de priver un individu d'un droit inscrit dans ce texte : l'on peut étendre le sens d'un mot pour adoucir les exigences de la loi, personne n'ayant à s'en plaindre, mais ne peut le faire pour les aggraver. L'administration dès lors n'aura qu'un moyen pour faire prévaloir ses prétentions, ce sera d'expulser à son tour le père; de telle façon que pour un individu indigne toute une famille va se trouver obligée de quitter le centre de ses affaires; certes la solution est rigoureuse, mais elle s'impose en présence de la combinaison des textes.

La loi de 1889, disent bien haut les partisans de l'arrêt Thiry, a eu pour but de faciliter l'absorption des étrangers dans la grande famille française; sans doute, ce fut là l'idée qui présida à sa rédaction, mais elle n'a certainement pas voulu y faire entrer malgré elle les indignes ou les dangereux. Elle a rendu plus simples les conditions pour ceux que la France pouvait légitimement considérer comme ses enfants, tout au moins adoptifs; mais elle n'a jamais entendu l'obliger à protéger de ses lois ceux qu'elle-même avait rejetés hors de ses frontières et qui n'avaient pas pour elle des sentiments dignes de la faveur qu'on prétend leur offrir (1).

(1) Il y a deux cas cependant où le gouvernement sera complètement désarmé et où la loi de 1849 elle-même ne lui fournira aucun moyen de défense; c'est contre les enfants mineurs des naturalisés et des réintégrés, les articles 12 § 3 et 18 § 3 les rendant Français de plein droit sans au-

Le domicile en lui-même n'a aucune valeur, aucune signification au point de vue de l'acquisition d'une nationalité; c'est le séjour prolongé, et l'assimilation avec les régnicoles qui en est le résultat, qui doivent être pris en considération; or l'individu expulsé peut sans doute résider en France, mais ce ne sera jamais qu'une résidence passagère, clandestine et pleine d'inquiétude, inapte par conséquent à lui inspirer des sentiments d'affection et de reconnaissance pour le sol qui l'abrite. C'est ce que disait éloquemment M. l'avocat-général Tainturier devant la cour de Douai : « Comment pouvez-vous admettre que le législateur ait entendu s'en référer à cette résidence éphémère, lui qui parle de l'attachement que vous devez manifester à l'égard de votre nouvelle patrie, des preuves de dévouement que vous devez lui apporter en vous jetant dans ses bras! Mais les travaux préparatoires renversent une telle interprétation! Elle conduirait à des conséquences parfois dangereuses... Il suffira en effet à l'Allemand qui conservera au delà du Rhin son domicile de droit et de fait, s'il est né au mo-

cune condition de domicile; de sorte que même s'ils sont sous le coup d'un arrêté d'expulsion au moment où leur père obtient notre cité, ils pourront rentrer en France et la justice ne pourra les poursuivre, puisque désormais ils sont Français. Il est vrai de dire qu'il sera assez rare qu'un mineur ait déjà eu le temps de se conduire de telle façon qu'on ait été obligé de l'expulser; de plus, l'administration a toujours un moyen indirect de leur barrer la route, c'est de refuser la naturalisation ou la réintégration à leur père; mais même ce système sera impossible à employer dans un cas, celui d'une étrangère qui ayant des enfants mineurs épouse un Français, le pouvoir de police du gouvernement n'allant pas encore jusqu'à empêcher un citoyen d'épouser qui bon lui semble.

ment où sa province était annexée à la France, de fouler une heure le sol français, pour réclamer une nationalité qui pourra servir ses intérêts ou ses haines. Il paraîtra tel jour qu'il lui plaira au milieu de nous pour jeter son bulletin dans l'urne, délibérer au sein de nos assemblées et porter ensuite au milieu des siens le bénéfice des observations qu'il aura pu recueillir à l'abri de nos lois. » En effet qu'arrivera-t-il le plus souvent ? Un jeune homme né en France d'un étranger y passe toute sa jeunesse, mais il a grand soin quand arrive l'heure de sa majorité de ne pas se trouver domicilié sur notre sol, afin, échappant à l'article 8 § 4, d'échapper aussi à la loi militaire ; mais comme son éducation a eu lieu en France, comme c'est là que sont et sa famille et ses relations et qu'il trouvera à vivre le plus facilement parce qu'il connaît le pays, ses ressources et sa langue, il s'empresse, dès qu'il sait que la loi sur le recrutement ne peut plus l'atteindre, de revenir à l'intérieur de nos frontières ; là il mène une vie d'expédients et n'ayant pas de patrie il n'hésite pas à soutenir des théories dangereuses pour le pays qu'il habite. Prévenu des manœuvres suspectes de cet étranger, le ministre de l'Intérieur prend contre lui un arrêté d'expulsion ; que lui importe ? Il va chez le premier juge de paix venu, et invoquant hautement le bienfait de la loi il fait, cela ne lui coûte guère, la déclaration de l'article 9 ; après quoi, narguant police et ministre, il les met au défi d'exécuter la mesure prise contre lui, et ceux-ci n'ont qu'à s'incliner : tel est le résultat du système qui ne voit que la

loi de 1889 et le but qu'elle a poursuivi. Cependant, comme l'a dit M. le conseiller Sallantin dans son rapport sur l'affaire Casana, « de deux choses l'une : ou cet individu est Français, alors il ne peut se soustraire à la loi militaire et aux autres obligations qui sont imposées aux citoyens français; ou il est étranger et dans ce cas il est soumis à toutes les prescriptions de la loi du 3 décembre 1849. » Sans doute, l'arrêté d'expulsion va l'obliger à se prononcer et à se ranger sous l'allégeance française; le but de la loi de 1889 est atteint dès lors, voilà un Français de plus. Vraiment l'ambition est peu élevée, et tant que les recrues faites par notre pays seront de cette sorte, il est probable que les réclamations des puissances étrangères seront peu pressantes. Il en est d'un État comme d'un père de famille : il vaut mieux pour lui n'avoir pas d'enfants, que d'avoir des enfants indignes.

CHAPITRE III

Capacité requise pour souscrire une déclaration de nationalité.

I

CAPACITÉ REQUISE CHEZ LE DÉCLARANT.

Le changement de nationalité étant un des actes les plus importants de la vie juridique, il est naturel que la loi fixe la capacité dont devra jouir celui qui veut modifier aussi profondément son état. Cependant si le législateur a songé à régler ce point pour les mineurs ⁽¹⁾, il s'en est remis aux principes généraux en ce qui concerne les femmes mariées et les mineurs émancipés ⁽²⁾. Pour les premières, tant qu'elles ne sont pas séparées de corps, elles ne peuvent effectuer une déclaration acquisitive sans le consentement de leur mari ; elles le peuvent librement, depuis la loi du 6 février 1893, si un jugement de séparation de corps est intervenu entre elles et leur mari, puis-

(1) V. *infra*, p. 154 sqq.

(2) Weiss, *op. cit.*, p. 130 note 1 ; Le Sueur et Dreyfus, *op. cit.*, p. 117.

qu'il a pour effet de leur rendre leur pleine capacité civile. Tel est le système qui ressort de nos lois; peut-être n'est-il pas celui de la loi personnelle de la déclarante, mais le législateur de 1889 a réglementé l'acquisition de la qualité de Français par un étranger sans tenir compte du statut personnel de celui-ci : c'est donc se conformer à son esprit que d'exiger de la femme étrangère qui veut devenir Française la capacité qu'un acte semblable exigerait chez une Française. Il serait au surplus bien difficile à l'intéressée de remplir sans le consentement de son mari la condition préalable sous laquelle sa déclaration sera reçue, à savoir de fixer son domicile en France.

Quant aux mineurs émancipés, le texte n'établissant pour eux aucune situation spéciale, il faut les traiter comme les mineurs ordinaires : la déclaration sera donc faite en leur nom par les personnes désignées dans le § 10 de l'article 9, c'est-à-dire par le père ou à son défaut par la mère; si tous les deux sont morts ou dans l'impossibilité d'effectuer la déclaration, le mineur la souscrira lui-même avec l'autorisation du conseil de famille. Le texte de l'article 9 parle du tuteur pour le mineur non émancipé, cela se conçoit car il remplace le pupille dans les actes de la vie civile; mais il n'en est pas ainsi du curateur de l'émancipé; il se contente d'assister celui-ci et ne doit pas en conséquence être admis à souscrire en son nom une déclaration de nationalité (1). Quant à l'intervention du conseil

(1) Telle est d'ailleurs la jurisprudence de la Chancellerie.

de famille, elle est requise *expressis verbis* par la loi ; sans doute celle-ci ne prévoit que le cas où c'est le tuteur qui agit, mais il est juste d'exiger également cette intervention quand c'est le mineur émancipé qui fait la déclaration, car il devrait obtenir cette autorisation s'il voulait emprunter, aliéner ou hypothéquer un de ses immeubles (articles 457 et 484 du Code civil). N'est-il pas raisonnable d'entourer des mêmes garanties un acte qui va lui faire perdre sa nationalité d'origine ? La même solution, bien qu'elle soit sévère et puisse entraîner des inconvénients, doit, dans le silence des textes, être également admise quand il s'agit de mineurs émancipés par mariage.

Mais quand peut-on dire qu'un individu est mineur ou majeur ? Pour un Français, rien de plus facile, l'article 488 donne une réponse formelle ; mais pour un étranger, et l'individu qui fait une déclaration en vue de devenir Français est nécessairement étranger, c'est sa loi personnelle qui seule doit être prise en considération, semble-t-il. Ce serait là sans doute la seule solution conforme aux principes sur l'état et la capacité des personnes ⁽¹⁾, mais elle offrirait de grands inconvénients pratiques ; c'est cette considération qui dès avant 1889, et bien que l'article 9 ne s'en appliquât pas, avait décidé la jurisprudence à ne tenir compte que de la majorité telle qu'elle était réglée par l'article 488 de notre Code civil ; un arrêt de cassation du 20 juin 1888 ⁽²⁾ est formel en ce sens : « La

(1) Weiss, *op. cit.*, p. 91 ; Le Sueur et Dreyfus, *op. cit.*, p. 133.

(2) Sir. 1888. 1. 300.

majorité visée par cet article (l'article 9) est et ne peut être que celle déterminée par l'article 488 du même Code. » Les raisons données à l'appui de cette opinion ne sont peut-être pas à l'abri de toute critique, mais la solution présente de tels avantages que la loi du 26 juin 1889 n'a pas hésité à la consacrer formellement. Le rapport de M. Antonin Dubost a déclaré d'une façon aussi nette que possible que chaque fois que la loi nouvelle parlerait d'une majorité, ce serait toujours celle de la loi française⁽¹⁾; en second lieu l'article 8 § 4 dit que la majorité qui entre en ligne de compte est la majorité « telle qu'elle est réglée par la loi française. » Enfin le texte de l'article 9 lui-même impose cette interprétation; il rapproche en effet dans une disposition commune la majorité et l'âge de vingt-deux ans, indiquant bien ainsi que la majorité dont il parle est celle de vingt-et-un ans.

Ce système a été l'objet de critiques assez vives. En effet, il peut sembler bizarre que la France, refusant à ses nationaux mineurs la faculté de se soustraire à son allégeance et d'acquérir une patrie nouvelle, s'arroge le droit de dénier aux législations étrangères sur la majorité une autorité qu'elle revendique pour la sienne sur des individus qui ne sont pas ses sujets. C'est faire assez bon marché des lois personnelles dont relève l'étranger; peut-être, ainsi que le suppose M. Weiss, fixent-elles la majorité à vingt-cinq ans et refuseront-elles en conséquence de tenir pour

(1) V. *suprà*, p. 41, note 2.

(2) *Revue critique*, année 1887, p. 514.

valable un changement de patrie que la capacité par elle reconnue à l'intéressé n'autorisait pas; de telle sorte que celui-ci va se trouver avoir deux nationalités et sera tenu de supporter les charges que comporte son double titre.

La solution de la loi de 1889 peut cependant se défendre. Sans doute la détermination de la majorité est une question de statut personnel; mais un pays a toujours le droit de fixer librement les conditions auxquelles il subordonne l'accession à sa cité; il y a dans le fait d'admettre un étranger au nombre des nationaux un acte qui intéresse l'ordre public au premier chef.

En outre, si la seule majorité étrangère est prise en considération, les difficultés vont s'élever nombreuses; d'abord il faudra déterminer la nationalité d'origine du déclarant, afin de pouvoir fixer quel est dans son pays l'âge de la majorité; ensuite si celui-ci est établi à une date moins éloignée de la naissance que chez nous, suffira-t-il que l'intéressé ait atteint cet âge pour pouvoir invoquer l'article 9? Si on se décide pour l'affirmative, voilà un majeur qui va redevenir mineur : il se trouve frappé aux termes de sa nouvelle loi d'une incapacité complète et générale, et cette même loi vient de l'autoriser à accomplir le plus grave de tous les actes, la répudiation de sa patrie originelle! Si au contraire on exige qu'il attende la majorité de vingt-et-un ans, qu'importe que sa loi personnelle en ait fixé une autre, puisqu'on n'en tient pas compte? Enfin bien souvent les individus atteints par les articles 9 et 10 sont des *heimathlosen*; pour ceux-là bien

évidemment, ils ne peuvent être soumis qu'à notre législation.

Dans ces conditions, on comprend très bien que la loi de 1889 ne se soit pas laissée arrêter par des scrupules théoriques, ce qui n'eût guère été dans son esprit, et ait fixé d'une manière uniforme l'âge auquel l'option pour notre nationalité est possible. Mais il pourra arriver que des incapables aient souscrit une déclaration; cela ne se produira guère pour des mineurs, car la Chancellerie, à défaut du juge de paix et du procureur de la République, en refuserait l'enregistrement puisque l'intéressé doit produire son acte de naissance; cependant on peut supposer un oubli. De plus il est possible qu'un interdit, un faible d'esprit ou une femme mariée, dissimulant l'incapacité qui les frappe, aient invoqué le bienfait de la loi et obtenu l'insertion de leur déclaration au *Bulletin des lois*. Quelle sera dans ce cas la sanction du défaut d'observation de l'article 9? Il ne peut s'agir de rectifier le numéro du Bulletin qui contient la mention concernant l'intéressé. Mais on peut supposer par exemple que des cohéritiers du nouveau Français aient intérêt à soutenir que la déclaration par lui souscrite était nulle, afin d'être en mesure de lui opposer la loi du 14 juillet 1819. Faut-il les admettre à se prévaloir de l'incapacité du déclarant, ou au contraire décider, conformément à l'article 1125, que seul celui-ci aura ce droit? La première opinion doit sans aucun doute être préférée. En effet, l'article 1125 est écrit au titre des obligations; il parle des *personnes qui ont contracté* avec l'incap-

pable, or ici bien évidemment aucun contrat n'a été passé par le déclarant. Enfin s'il y a un cas où l'ordre public est intéressé, c'est sans contredit en matière de nationalité; et comme les incapacités d'ordre public peuvent être invoquées par quiconque y a intérêt, il faut décider que les cohéritiers de notre individu pourront prouver qu'au moment où il a souscrit la déclaration le rendant Français il ne remplissait pas les conditions de capacité exigées par la loi.

II

DÉCLARATIONS SOUSCRITES AU NOM DE MINEURS.

La loi du 26 juin 1889, plus libérale en cela que celles qui l'avaient précédée, autorise le mineur à devenir Français par le bienfait de la loi, et lui permet dès avant vingt-et-un ans de se prévaloir des articles 9 et 10. La déclaration dans ce cas sera faite en son nom par son représentant légal, conformément à l'article 9 § 10 ainsi conçu :
« Si l'individu qui réclame la qualité de Français est âgé de moins de vingt-et-un ans accomplis, la déclaration sera faite en son nom par son père; en cas de décès, par sa mère; en cas de décès du père et de la mère ou de leur exclusion de la tutelle, ou dans les cas prévus par les articles 141, 142 et 143 du Code civil, par le tuteur autorisé

par délibération du conseil de famille⁽¹⁾. » Ce texte ne prévoit pas le cas où la mère, sans être exclue de la tutelle, a demandé à en être excusée comme l'y autorise l'article

(1) Voici le modèle de la déclaration souscrite au nom du mineur qui invoque l'article 9 :

MODÈLE 2. *Déclaration en vue de réclamer la qualité de Français et de renoncer éventuellement à se prévaloir de la faculté de répudiation prévue par l'article 8 § 4 « in fine. »*

(Application de l'article 9 § 10.)

(Cette déclaration ne peut être souscrite qu'au nom du mineur qui est né en France, de père et mère tous deux nés à l'étranger et qui est actuellement domicilié en France).

L'an et le du mois d par devant nous, Juge de paix du canton d , arrondissement d , département d' , s'est présenté le sieur (nom et prénoms), né le , à (profession, domicile), lequel nous a déclaré que de son mariage avec (nom, prénoms, date et lieu de naissance de la femme) étaient issus enfants :

- | | | |
|----|---|--|
| 1° | { | nom, prénoms, dates et lieux de naissance. |
| 2° | | |
| 3° | | |

et que voulant, bien qu'ils soient encore mineurs, leur assurer la qualité de Français, il réclamait, au nom de ceux-ci, la nationalité de Français en vertu de l'article 9 § 10 du Code civil, et renonçait en tant que de besoin, par avance, au droit que leur confère l'article 8 § 4 du Code civil, de décliner la nationalité française dans l'année de leur majorité.

A l'appui de sa déclaration, le sieur nous a remis :

1° Son acte de mariage (si l'acte de mariage n'indique pas les noms, prénoms, dates et lieux de naissance des conjoints, les actes de naissance doivent être exigés);

2° Les actes de naissance de ses enfants;

3° L'extrait du casier judiciaire de chacun de ses enfants.

Pièces qui seront annexées à la déclaration qui sera transmise au mi-

394; le silence de la loi commande de décider que dans cette hypothèse elle pourra souscrire une déclaration de nationalité au nom de ses enfants et qu'elle n'aura même pas à obtenir l'autorisation du conseil de famille (1). Quant aux articles 141, 142 et 143, ils prévoient le cas où le père a disparu sans laisser de nouvelles; ils n'organisent pas, à proprement parler, une tutelle; de sorte que l'article 9 § 10 aurait été plus correct en employant au lieu du mot tuteur un terme plus général, tel que représentant légal.

Le texte ne prévoit pas les cas de déchéance de la puissance paternelle; mais l'article 14 de la loi du 24 juillet 1889 décidant que pour les hypothèses par elle visées les droits du père passent à ceux qui les eussent exercés s'il était décédé « quant au consentement au mariage, à l'adoption, à la tutelle officieuse et à l'émancipation », on peut ajouter à cette liste le changement de nationalité :

ministère de la Justice pour y être enregistrée, cette formalité étant prescrite par la loi à peine de nullité.

Étaient présents :

1° Le sieur (nom, prénoms), âgé de , profession d ,
demeurant à .

2° Le sieur (mêmes indications).

Lesquels nous ont attesté l'individualité du comparant, ont déclaré que ce qui précède est à leur connaissance personnelle et ont signé avec le déclarant et nous, Juge de paix, après lecture faite.

Quant à la déclaration à souscrire au nom du mineur qui invoque l'article 10, c'est le modèle 3 de la circulaire du 28 août 1893. V. *suprà*, p. 68, note 2.

(1) Le Sueur et Dreyfus, *op. cit.*, p. 115.

cela semble absolument conforme à l'idée du législateur.

La rédaction de l'article 9 § 10, parlant de tuteur et de conseil de famille, suppose que l'organisation de la famille dans le pays du déclarant est analogue à celle qui règne en France. La première rédaction adoptée par le Sénat se référerait au statut personnel du mineur et exigeait les mêmes formalités que pour le consentement au mariage : c'était plus logique ; comment en effet obéir à l'article 9, si la loi étrangère n'autorise ni le tuteur ni le conseil de famille à accomplir un acte aussi important pour le pupille ? Comment procéder quand l'intéressé est originaire d'un pays où l'institution du conseil de famille est ignorée⁽¹⁾ ? Ici encore la tendance absorbante de la loi de 1889 a abouti à une exagération⁽²⁾. Non seulement des mineurs étrangers voient leurs représentants désignés par la loi française, mais encore celle-ci déroge pour eux au droit commun : les parents, les tuteurs ne peuvent imposer à l'incapable ni un mariage, ni telles clauses dans ses conventions matrimoniales, ni faire pour lui un testament ou une donation, et ils peuvent lui faire changer de nationalité sans même l'en prévenir ! La pensée du législateur a été que l'acquisition de la cité française ne peut jamais être qu'un bienfait pour le mineur ; souvent, sans doute, il en sera ainsi, mais quelquefois le bénéfice de l'article 9 tour-

(1) Cohendy, journal « *Le Droit* » du 3 novembre 1889 ; Surville, *Journal de droit international privé*, 1893, p. 686.

(2) Weiss, *Revue pratique*, année 1887, p. 516 ; Gruffy, *op. cit.*, p. 175.

nera contre notre nouveau concitoyen, notamment dans l'ingénieuse situation imaginée par M. Gruffy. « Supposons, dit-il, un pays où les étrangers sont incapables de succéder. Si, parmi les futurs cohéritiers, il y en a un en situation de se voir appliquer les articles 9 ou 10, on lui formera un conseil de famille en France, on fera de lui, à son insu, un Français, et, à l'ouverture de la succession en vue, on l'écartera comme étranger. » De ce que l'intérêt du pupille, du moins en matière de nationalité, concorde le plus souvent avec celui du tuteur, la loi en a conclu qu'il n'y aurait jamais d'inconvénient à remettre le sort de celui-là aux mains de celui-ci; la généralisation a peut-être été un peu hâtive.

Le Code civil portugais qui admet un système analogue au nôtre le tempère de la façon suivante dans son article 18-VI § 2 : « Le mineur, lorsqu'il parviendra à sa majorité ou qu'il sera émancipé, pourra, au moyen d'une nouvelle déclaration, faite par devant la municipalité du lieu qu'il choisit pour son domicile, réclamer contre la déclaration qui, durant sa minorité, aura été faite par son père ou tuteur. »

La meilleure solution serait peut-être celle qu'avait proposée le Conseil d'État et d'après laquelle le mineur parvenu à l'âge de dix-huit ans intervenait personnellement dans son changement de patrie; en effet, comme le dit M. Weiss (1), « lorsque l'intérêt du mineur lui commande

(1) *Op. cit.*, p. 125.

de se donner à la France, c'est-à-dire presque toujours à l'âge où la nécessité d'embrasser une carrière se fait sentir, il possède assez de maturité et de raison pour manifester lui-même ses intentions, pour accomplir un acte personnel; et le concours de ses père, mère ou tuteur à cet acte ne devrait avoir d'autre objet que de compléter, de renforcer sa capacité légale encore imparfaite. » C'est là d'ailleurs la théorie qu'a consacrée la loi belge du 26 juillet 1889. « La déclaration pourra être faite dès l'âge de dix-huit ans accomplis, avec le consentement du père, de la mère, ou à défaut de père et mère, avec l'autorisation des autres ascendants ou de la famille donnée suivant les conditions prescrites pour le mariage. »

III

RENONCIATION AU DROIT DE SE PRÉVALOIR DE LA QUALITÉ D'ÉTRANGER.

La loi du 26 juin 1889 avait autorisé les représentants légaux des mineurs à acquérir en leur nom la nationalité française; mais dans les divers cas où ils avaient cette faculté, c'est-à-dire quand il s'agissait d'enfants nés en France d'un étranger qui n'y était pas né, article 9, ou d'enfants d'ex-Français, article 10, et dans les cas où des

mineurs acquéraient la qualité de citoyen par suite de l'accession de leur père à la cité française, paragraphe 3 des articles 12 et 18 ⁽¹⁾, ces individus ainsi devenus Français conservaient le droit de répudier à l'âge de vingt-et-un ans cette nationalité qu'ils ne devaient ni à leur naissance, ni à leur volonté. Certes il y avait là une situation que le gouvernement ne pouvait voir d'une façon bienveillante : en effet, ces jeunes gens avaient les mêmes avantages que les nationaux de naissance, ils pouvaient se présenter à nos écoles, notamment à celles qui ouvrent les carrières d'officiers ; puis, s'ils échouaient ou si leur nationalité d'origine leur semblait plus avantageuse, juste au moment où ils allaient être incorporés pour servir dans les rangs de notre armée, ils se prévalaient de leur extranéité. Ils se soustrayaient ainsi à la plus lourde des charges que réclamait d'eux le pays dont l'hospitalité et les lois les avaient jusque-là protégés et allaient peut-être continuer de le faire.

Il importait qu'une telle situation ne se multipliât point ; les lois de 1874, 1882 et 1883 avaient organisé dans le but d'y remédier un système de renonciation anticipée à la qualité d'étranger, mais seulement dans deux cas : d'a-

(1) Article 12 § 3 : « Deviennent Français les enfants mineurs d'un père ou d'une mère survivant qui se font naturaliser Français, à moins que, dans l'année qui suivra leur majorité, ils ne déclinent cette qualité en se conformant aux dispositions de l'article 8 § 4. » Article 18 § 3 : « Les enfants mineurs du père ou de la mère réintégrés deviennent Français, à moins que, dans l'année qui suivra leur majorité, ils ne déclinent cette qualité, en se conformant aux dispositions de l'article 8 § 4. »

bord en cas d'engagement volontaire dans les armées de terre ou de mer, puis lorsque le mineur entrait dans une des écoles du gouvernement; cette renonciation au droit de répudier l'allégeance française était faite devant l'autorité municipale par le mineur lui-même, c'était l'expression de sa volonté personnelle que l'on exigeait et aucune autre n'y pouvait suppléer. Mais afin que l'intéressé ne cédât pas à un mouvement irréfléchi dont il eût pu se repentir ensuite, il devait être muni : « du consentement exprès et spécial du père; à défaut du père, de la mère, et à défaut du père et de la mère, de l'autorisation du conseil de famille. »

Une pratique analogue a été créée par la convention franco-suisse du 23 juillet 1879 ⁽¹⁾ en faveur des ressortissants à la Confédération Helvétique, auxquels notre loi confère un droit d'option lorsqu'ils atteignent leur vingt-deuxième année; l'article 3 *in fine* de cette convention s'exprime ainsi : « Cette renonciation (c'est-à-dire celle qui leur enlève le droit de réclamer la qualité de Suisses) devra être faite *par les intéressés*, avec le consentement de leurs représentants légaux, dans les mêmes formes et devant les mêmes autorités que les déclarations d'option. »

La loi du 26 juin 1889 est restée muette sur la question. Elle valait cependant la peine qu'une disposition législative la réglât, d'abord parce qu'il y a là une application et des plus délicates des pouvoirs des représentants légaux

(1) *Journal officiel* du 11 juillet 1880.

sur l'état de leurs pupilles, puis parce que l'application pratique en est journalière; c'est ainsi que dans le cours de l'année 1893, 707 déclarations sont intervenues, qui priveront des mineurs du droit de renoncer à la cité française quand ils atteindront leur majorité ⁽¹⁾. La difficulté n'a d'ailleurs pas attendu bien longtemps une solution : celle-ci se trouve dans le : « Décret portant règlement d'administration publique pour l'exécution de la loi du 26 juin 1889 sur la nationalité » dont l'article 11 est ainsi conçu : « *La renonciation du mineur à la faculté qui lui appartient, par application des articles 8 § 4, 12 et 18*

(1) V. le rapport de M. La Borde, directeur des affaires civiles et du sceau, journal « *La Loi* » du 24 janvier 1895. Ces 707 déclarations se décomposent ainsi : renonciations à la faculté de répudier la nationalité française, en vertu de l'article 8 § 3, 423 ; en vertu de l'article 8 § 4, 141 ; en vertu de l'article 12 § 3, 57 et en vertu de l'article 18, 86. La statistique de 1893 est la première qui indique ainsi le nombre de ces déclarations, dont le rapport marque le rôle d'une façon très nette : « Ces sortes de déclarations, dit-il, ne sont pas, à proprement parler, acquisitives de la nationalité française : elles ont seulement pour résultat de consolider la qualité de Français en la personne de certains individus qui l'ont reçue de la loi, sous une condition résolutoire à laquelle ils renoncent. » Au contraire, les rapports des années précédentes, ce qui est regrettable, ne différencient pas les diverses espèces de déclarations : ils se contentent de donner une indication globale de toutes les déclarations souscrites au nom de mineurs, sans distinguer si elles sont vraiment acquisitives de la qualité de Français, ou simplement renonciatives au droit de la répudier ; bien plus, tandis que le rapport des années 1891 et 1892 nous indiquent que les déclarations au nom des mineurs se sont élevées respectivement à 3.822 et 2.481, celui qui a trait à l'année 1890 ne contient même pas de renseignements sur le nombre des déclarations souscrites dans de telles circonstances. Il eût été pourtant intéressant de pouvoir se rendre compte des suites du système inauguré par le décret du 13 août 1889.

du Code civil, de décliner à sa majorité, la qualité de Français, est faite en son nom par les personnes désignées dans l'article 9 § 2 (aujourd'hui § 10) du Code civil. »

Depuis la loi du 22 juillet 1893, il faut ajouter un nouveau cas à ceux prévus par le décret : c'est celui de l'article 8 § 3, c'est-à-dire le cas d'un étranger né en France d'un étranger qui y est lui-même né, mais qui n'est pas l'auteur dont l'enfant doit suivre la nationalité.

La circulaire du Garde des Sceaux aux procureurs généraux en date du 28 août 1893 contient deux modèles de déclaration, dont les sous-titres indiquent formellement qu'elles sont souscrites *au nom du mineur*, conformément à l'article 11 du décret de 1889 (1).

(1) Ce sont les déclarations modèles 6 et 7 ; v. la déclaration 7, *suprà*, p. 85, *ad not.*

MODÈLE 6. *Déclaration en vue de renoncer à se prévaloir de la qualité d'étranger faite soit au nom du mineur par son représentant légal, soit par l'intéressé lui-même se trouvant dans l'année de sa majorité.*

(Application des articles 12 § 3, et 18 du Code civil.)

(Cette déclaration ne peut être faite qu'au nom du mineur devenu Français, sauf faculté de répudiation, par suite soit de la naturalisation, soit de la réintégration de son père ou de sa mère survivante).

L'an et le du mois de , par devant nous,
Juge de paix du canton d , arrondissement d , département
d , s'est présenté le sieur (nom et prénoms), né le
à (profession, domicile), époux de , ou veuf de
 (nom, prénoms, date et lieu de naissance de la femme), naturalisé
ou réintégré dans la qualité de Français par décret du Président de la
République en date du 18 , lequel nous a déclaré que voulant assu-
rer définitivement à son fils (nom, prénoms, date et lieu de naissance) la
qualité de Français que celui-ci a acquise par suite du décret susvisé ; il

Le législateur de 1889, ou plutôt le gouvernement secondé par le Conseil d'État, a rompu ainsi avec la tradition

renonce en son nom aux droits que lui confère l'article 12, § 3, *in fine*, du Code civil, quand le père a été naturalisé, et l'article 18, *in fine*, du Code civil, quand le père a été réintégré, de décliner cette qualité dans l'année de sa majorité.

A l'appui de sa déclaration, le sieur _____ nous a remis :

- 1° L'acte de naissance de son fils ;
- 2° Son acte de naissance ou de mariage ;
- 3° L'ampliation du décret d'où résulte pour lui la qualité de Français ou une copie dûment certifiée conforme de ce document ;
- 4° L'extrait du casier judiciaire français de son fils.

Pièces qui seront annexées à la déclaration qui doit être adressée au ministère de la Justice pour y être enregistrée, cette formalité étant prescrite par la loi à peine de nullité.

Étaient présents :

Le sieur (nom, prénoms), âgé de _____, profession de _____, demeurant à _____.

Et le sieur (mêmes indications).

Lesquels nous ont attesté l'individualité du comparant, ont déclaré que ce qui précède est à leur connaissance personnelle et ont signé avec le déclarant et nous, juge de paix, après lecture faite.

A propos de ces deux modèles de déclaration, M. Franceschi (*Manuel de la nationalité française*, p. 25, note 1) fait les remarques suivantes : « C'est par erreur évidemment que le modèle 6 (et le modèle 7) mentionne parmi les pièces à produire l'extrait du casier judiciaire, dont la nécessité, d'après le ministre de la Justice, n'est indiquée que pour les déclarations en vue de réclamer la qualité de Français. Ce sont, en effet, les seules pour lesquelles cette exigence s'explique parce que l'enregistrement peut être refusé pour cause d'indignité ce qui équivaut au refus de notre nationalité. Mais le Français qui a le droit de répudier cette qualité peut-il n'être pas admis à y renoncer ? Assurément non, puisque le refus n'aurait à son égard nul effet. Son indignité fût-elle constatée, il n'en resterait pas moins Français, tant qu'il n'aurait pas décliné cette qualité. Il n'a pour la conserver qu'une chose très simple à faire, c'est de ne rien

antérieure : de même que le mineur n'a pas à intervenir dans la procédure qui fera de lui un Français, de même son adhésion est inutile quand il s'agit de le priver du droit de répudier une nationalité qu'il a acquise à son insu. Certes, le système est logique, et le pouvoir exécutif n'a fait que suivre les traces que la loi elle-même lui avait indiquées ; du moment qu'on estime que les représentants légaux d'un mineur sont qualifiés pour modifier à leur gré et d'une façon aussi profonde l'état de celui dont ils ont la garde, il est assez naturel qu'un pas de plus dans cette voie conduise à admettre qu'ils pourront aussi le priver du droit de secouer cette allégeance où l'a mis leur volonté. D'ailleurs, les circonstances dans lesquelles se produisent ces renonciations devaient forcément pousser l'administration à les voir d'un œil très favorable : en effet, elles in-

faire, c'est de laisser écouler sa vingt-deuxième année sans exercer le droit d'option et c'est certainement le parti qu'il prendra si l'exigence du casier judiciaire est là pour le gêner. Il n'est déjà que trop disposé à cet atermoiement par l'avantage de ne faire que deux ans de service au lieu de trois. »

Ces observations sont fort justes en ce qui concerne la déclaration modèle 6, visant l'enfant atteint par l'article 8 § 3 et § 4 ; car fût-il aussi indigne qu'on peut le supposer, nous n'avons aucun moyen de le rejeter du nombre de nos nationaux. Mais pour la déclaration modèle 7, compétant au fils mineur du naturalisé ou du réintégré, l'exigence du casier judiciaire peut se comprendre ; en effet, le père la souscrira toujours avant d'obtenir sa naturalisation ou sa réintégration (V. *suprà*, p. 86), et peut-être le sort de celle-ci dépendra-t-il de la moralité et des antécédents du fils ; il pourra se faire que le gouvernement préfère rejeter la demande du père, afin de n'être pas obligé d'accepter parmi ses nationaux l'enfant de celui-ci.

terviennent le plus souvent au cours d'une demande en naturalisation formée par un chef de famille; afin de s'assurer des sympathies françaises du postulant, on l'invite à renoncer au nom de ses enfants mineurs, devenus Français *ipso facto*, au droit de réclamer la nationalité étrangère à leur majorité ⁽¹⁾. S'il refuse, on est immédiatement fixé sur les mobiles de sa demande : il s'agit d'un individu qui croit de son intérêt de postuler notre nationalité, sans se soucier de voir sa famille en assumer définitivement les charges; la naturalisation lui est dans ce cas impitoyablement refusée. Au contraire, s'il se rend à l'invitation de l'administration et souscrit sans difficulté les déclarations

(1) Voici le modèle de l'imprimé que la Chancellerie envoie dans ce but à l'administration départementale :

Monsieur le Préfet, j'ai reçu votre rapport du concernant la demande de formée par , demeurant à

Avant de statuer sur cette requête, je vous prie de vouloir bien faire remarquer postulant que la ne suffit pas pour fixer irrévocablement la nationalité des enfants, mais qu' peut assurer dès à présent et d'une manière définitive la qualité de Français à enfant mineur né en , en souscrivant pour devant le Juge de paix de son canton la déclaration prévue par article , du Code civil, conformément au modèle n° annexé à ma circulaire du 28 août 1893, qui a été transmise à M. le Juge de paix.

Si telle est l'intention postulant, vous voudrez bien lui faire remettre les pièces ci-jointes qu' devra produire devant le magistrat appelé à recevoir sa déclaration, et qui lui fournira tous les renseignements nécessaires.

Je désire, en tous cas, que vous m'avisiez sans retard du résultat de vos diligences.

Recevez, Monsieur le Préfet, etc.

renonciatives dont s'agit au nom de ses enfants, la Chancellerie ne peut qu'être favorablement impressionnée par cette marque d'attachement pour notre pays; et, si les autres conditions sont remplies, elle donnera un avis favorable à la demande de naturalisation ⁽¹⁾.

Et qu'on n'aille pas prétendre que cela n'empêcherait pas, comme dans le système antérieur, de faire intervenir le mineur lui-même, puisque le consentement du père serait là pour manifester ses sentiments. En effet, la chose serait possible, quand le fils du postulant aurait dix-huit ou même seize ans; mais comment faire quand, ainsi que cela se produit tous les jours, le futur naturalisé a des enfants en bas-âge? D'autre part, si ceux-ci refusaient de renoncer à leur droit d'option, on n'en pourrait faire grief à leur père et le but de la loi de 1889 serait manqué : l'incorporation de jeunes citoyens et de soldats à venir pour notre armée ne sortirait pas à effet, car on les verrait tous au moment du tirage au sort exciper de leur extranéité.

Voilà certes des considérations d'un intérêt très pratique qui ont dû pousser à la rédaction du décret du 13 août 1889; le système par lui inauguré peut sans aucun doute se défendre par des arguments solides et présenter de grands avantages. Mais était-ce bien à un simple décret qu'il appartenait de donner la solution d'une aussi grave question? Et ne pourrait-on pas se demander si la légalité

(1) Sur cette pratique de la Chancellerie, v. Stemler, *Journal de droit international privé*, 1890, p. 404; Gruffy, *loc. op.*, 1894, p. 476.

de l'article 11 de ce texte est à l'abri de toute critique?

Avant tout, il convient de remarquer que la question ne peut pas se poser entre la France et la Belgique; en effet aux termes de l'article 2 § 3 de la convention franco-belge du 30 juillet 1891 ⁽¹⁾ : « Ne seront pas inscrits d'office, avant l'âge de vingt-deux ans accomplis, sur les listes du recrutement militaire français...; 3° les individus qui peuvent décliner la nationalité française conformément aux articles 8 § 4 (à ajouter le § 3 depuis la loi du 22 juillet 1893), 12 § 3 et 18 du Code civil français, à moins que pendant leur minorité il n'y ait eu renonciation à leur droit d'option, conformément à l'article 11 du règlement d'administration publique français du 13 août 1889. » Ainsi, si un jeune fils de Belge venait à contester la légalité de ce décret afin de pouvoir se soustraire à notre allégeance, on n'aurait qu'à lui opposer la disposition finale de l'article 2 de la convention de 1891, et même si le gouvernement français a outrepassé ses droits, l'accord diplomatique a pour ainsi dire couvert le vice du moins au regard des Belges : leur gouvernement a renoncé pour eux au droit de contester la validité de l'article 11 du décret du 13 août.

Dans quelles circonstances va donc se poser la question et quelles sont les hypothèses où les tribunaux auront à statuer? Un jeune homme ⁽²⁾, autre qu'un originaire Belge,

(1) *Journal officiel* du 1^{er} janvier 1892.

(2) Quand un postulant à la naturalisation n'a que des filles, la Chancellerie ne l'invite pas à souscrire en leur nom les déclarations, modèles

se trouvant inscrit, puisqu'il est Français, sur les listes de recensement, est invité à prendre part aux opérations du tirage au sort; c'est alors que, peu désireux d'aller servir pendant trois ans, il se souvient que sa nationalité d'origine lui ferait peut-être un sort plus doux et en tout cas lui permettrait de gagner du temps. Il s'informe s'il n'y aurait pas moyen de se soustraire à cette allégeance dont jusqu'alors il n'a eu qu'à se louer, et instruit qu'il se trouve dans un cas où la loi lui permet de réclamer sa patrie originaire, il s'empresse de se rendre devant le juge de paix et d'y souscrire la déclaration qui doit lui permettre de ne pas être incorporé; le juge de paix transmet hiérarchiquement la pièce au ministère de la Justice; là, la Chancellerie s'aperçoit qu'il y a eu au nom de ce même individu une renonciation anticipée au droit de se prévaloir de la qualité d'étranger, souscrite par son père au moment de sa naturalisation ou de sa réintégration, conformément à l'article 44 du décret du 13 août 1889. En présence de ces faits le bureau du sceau refuse l'enregistrement et notification en est faite, avec motifs à l'appui, au déclarant. Celui-ci présente alors requête au président du tribunal civil, en vertu des articles 855 et suivants du Code de procédure civile, et

6 et 7; en effet, même si celles-ci étaient souscrites, la nationalité des intéressées ne serait pas rendue pour cela irrévocable, puisqu'elle dépendra dans l'avenir de la nationalité de leur mari. En outre, si l'intention du législateur de 1889 a bien été sans doute de combler par l'adoption les vides que le défaut des naissances creusait dans nos familles, il a surtout eu en vue l'augmentation de l'armée.

le tribunal sera ainsi amené à examiner si le décret d'août 1889 est légal : le déclarant aura dans cette hypothèse agi comme demandeur.

Pour imaginer un cas où il puisse se trouver défendeur, il faut supposer que, par négligence ou inadvertance, la Chancellerie, ayant omis de rechercher si une déclaration avait déjà été souscrite au nom de l'intéressé, ait enregistré sa renonciation à la qualité de Français ; armé de cette pièce, il repousse victorieusement les prétentions du conseil de révision. Mais le ministre de la Guerre lui oppose alors la déclaration que son père a souscrite en son nom, et le tribunal est appelé à décider laquelle de ces deux déclarations doit l'emporter sur l'autre.

Telles sont les circonstances les plus vraisemblables dans lesquelles se posera la question de la légalité de l'article 11 du décret du 13 août 1889 ; mais on peut en imaginer d'autres, notamment quand il s'agira de savoir à quelle date précise les intéressés sont devenus Français. Par exemple, Primus, ayant des fils mineurs, et désirant obtenir la naturalisation, souscrit en leur nom la déclaration les privant du droit de réclamer leur nationalité d'origine ; et, comme c'était une condition mise au décret à intervenir en sa faveur, il a fait ladite déclaration avant d'être naturalisé, soit le 1^{er} janvier, tandis que lui n'est devenu Français que lorsque l'enquête sur son compte a été terminée, deux mois plus tard par exemple, le 1^{er} mars. Sans la déclaration souscrite en leur nom, les fils de Primus auraient vu leur sort réglé par l'article 12, 3^{me}

alinéa, c'est-à-dire qu'ils seraient devenus Français le même jour que leur père ; or eux-mêmes ou plus souvent des tiers peuvent avoir intérêt à soutenir qu'ils n'ont perdu leur ancien état qu'à cette date et non au 1^{er} janvier ; et dans ce but ils prétendent que la déclaration souscrite par Primus n'a pu avoir aucune valeur, puisqu'elle était illégale. Les tribunaux saisis de la contestation vont être ainsi appelés à se prononcer sur le bien-fondé d'une telle allégation⁽¹⁾.

Les auteurs qui se prononcent en faveur de la légalité du décret de 1889⁽²⁾ argumentent de l'idée qui a guidé le législateur : du moment qu'un père peut rendre son fils Français, *a fortiori* il peut le priver du droit de répudier cette qualité. Ce que la loi a voulu en introduisant le droit d'option, c'est uniquement écarter une acquisition de la natio-

(1) M. Geouffre de Lapradelle (*op. cit.*, p. 318) ne se prononce pas sur la question, car d'après lui le mineur né en France et au nom duquel la déclaration de l'article 9 § 10 a été souscrite, est Français sans faculté de répudiation. « La déclaration de l'article 9, écrit-il à ce propos, n'a pas besoin d'être appuyée par une renonciation conventionnelle au bénéfice de l'option de l'article 8 § 4 pour en priver le mineur ; c'est une formalité surabondante. » Ce système conduit à ce résultat bizarre de lier plus solidement à la cité française les individus qui n'y sont pas domiciliés, que ceux qui s'y trouvent établis à leur majorité. D'ailleurs la légalité du décret du 13 août 1889, même en ne la posant pas à propos du mineur étranger né en France, reste intéressante en ce qui concerne les enfants mineurs des naturalisés et des réintégrés, articles 12 § 3 et 18 *in fine*.

(2) V. notamment Le Sueur et Dreyfus, *op. cit.*, p. 155-6-7 ; Gruffy, *op. cit.*, p. 135 ; Campistron, *op. cit.*, p. 30, 66, 74 et 83 : ce dernier auteur ne pose même pas la question, tellement la légalité de ce texte lui semble incontestable.

nalité française *irrévocable*, telle que l'établissait le projet de la Chambre, mais nullement soustraire le mineur à la volonté de ses parents ; « il importe en effet au plus haut point, comme le dit la circulaire du 28 août 1893, de fixer définitivement sur la tête du mineur la qualité de Français et de rendre impossible pour l'avenir toute nouvelle modification de sa nationalité. » Certes l'on ne peut nier que la théorie de l'administration présente des avantages pratiques, conformes à la tendance manifestée dans la loi de 1889 ; mais la question n'est pas de savoir quelle *devrait* être la loi ; elle consiste simplement à l'interpréter telle qu'elle *est*.

MM. Le Sueur et Dreyfus sont bien obligés de reconnaître que : « La loi n'a pas *formellement* prévu la *renonciation au droit de renonciation* ; mais ajoutent-ils immédiatement, on doit admettre qu'un pareil droit résulte implicitement de la disposition de l'article 9 et des dispositions des articles 8 § 4, 12 et 18 combinées. On ne concevrait pas que la situation faite aux enfants mineurs des naturalisés et des réintégrés fût moins favorable en définitive que celle faite aux enfants d'étrangers, nés en France, auxquels on a voulu les assimiler, et qui tous peuvent acquérir irrévocablement, même pendant leur minorité, la nationalité française. » Cette argumentation, quelque ingénieuse qu'elle soit, est loin cependant d'être à l'abri de toute critique :

1° D'abord il ne semble pas qu'il y ait une si grande faveur qui paraissent le croire MM. Le Sueur et Dreyfus,

à pouvoir être privé par ses parents, à son insu et même contre son gré, du droit de réclamer à vingt-et-un ans sa nationalité d'origine.

2° En second lieu il n'est nullement prouvé que le fils d'étranger, quand il est né en France, puisse être privé par son représentant légal du droit de répudier l'allégeance française (1); l'article 8 § 4 lui réserve au contraire formellement cette faculté, du moins quand il est domicilié à sa majorité, et l'argument *a fortiori* doit conduire au même résultat quand il n'est pas domicilié : la question ne se pose bien entendu dans ce dernier cas que lorsqu'une déclaration a été souscrite en son nom conformément à l'article 9 § 10. Les auteurs dont nous combattons la théorie admettent que cette déclaration le prive du droit de réclamer la qualité d'étranger; sans doute le sous-titre de la déclaration modèle 2 (2) (celle de l'article 9 § 10) le dit, mais rédigé par l'administration, ce texte ne peut servir d'argument, ses rédacteurs étant vraiment trop intéressés dans la question. D'ailleurs on ne voit pas trop, malgré l'affirmation un peu gratuite peut-être de MM. Le Sueur et Dreyfus, à quel titre les enfants de naturalisés et de réintégrés seraient assimilés aux fils d'étrangers nés sur notre sol : les uns en effet tiennent leurs droits du *jus sanguinis*, ils deviennent nationaux comme conséquence de la naturalisation de leur auteur; les autres au contraire se préva-

(1) V. p. 171, note 1.

(2) V. le texte de la déclaration, *suprà*, page 155 *ad not.*

lent exclusivement du *jus soli*, l'accession à la cité leur est permise parce qu'ils sont nés et résident sur le territoire.

3° Enfin il est difficile d'apercevoir quelle si grande faveur méritent les fils des naturalisés et des réintégrés, pour que MM. Le Sueur et Dreyfus trouvent inique qu'ils soient moins bien traités que les étrangers nés en France, surtout que la preuve de ce traitement différent reste à faire.

La thèse de l'illégalité de l'article 11 du décret du 13 août 1889 a rallié presque tous les théoriciens ⁽¹⁾, plus

(1) Weiss, *op. cit.*, p. 170-1-2 et 131-2; Surville, *Journal de droit international privé*, 1893, p. 688; Audinet, *Revue critique*, 1891, p. 42 sqq.; Vincent, *Lois nouvelles*, 1889, p. 879, n^{os} 39 et 40, et journal « *Le Droit* » du 12 février 1890; Despagnet, journal « *Le Droit* » du 19 octobre 1889 : ce dernier auteur formule un de ses arguments dans les termes suivants. « Pour les individus nés en France et y domiciliés à leur majorité, article 8 § 4, la renonciation anticipée de l'article 11 du décret d'août 1889 ne peut se concevoir; ils ne sont, en effet, Français sauf option pour la nationalité étrangère, que *s'ils sont domiciliés en France à leur majorité*, et l'on ne peut savoir si cette dernière condition sera remplie lorsqu'ils sont encore en état de minorité. Peut-être que les parents, quand viendra la majorité de ces enfants, auront transporté leur domicile à l'étranger, et alors ces enfants ne seront plus qu'étrangers, sauf à eux de remplir les conditions prescrites par le nouvel article 9 pour devenir Français. » Il est en effet absurde de supposer qu'on renonce à un droit qu'on n'a pas, et ces enfants qui sont étrangers pendant leur minorité ne peuvent renoncer à répudier la qualité de Français qui ne leur appartient pas; mais ce n'est pas ainsi que se pose la question, la solution en serait trop évidente. Il faut combiner les articles 8 et 9 pour voir surgir la difficulté; en vertu de l'article 9 § 10 un père réclame pour son fils né en France la nationalité française, mais pour que celui-ci ne puisse pas, se prévalant de l'article 8 § 4, répudier cette qualité à sa majorité, son auteur renonce pour lui à ce droit; et alors, mais alors seulement, la controverse prend naissance; et ce qui prouve bien que

frappés par l'apparence exorbitante du droit que le pouvoir exécutif s'était arrogé que par les avantages pratiques de la solution qu'il donnait à la question que la loi avait omis ou négligé de résoudre. En effet, il a fallu un texte de loi formel, l'article 9 § 10, pour permettre aux représentants du mineur de se substituer à lui quand il s'agit d'acquérir une nationalité avantageuse; mais quand ceux-ci, au lieu de lui conférer un droit, le privent d'une option dont leur silence l'aurait laissé profiter, ils font certes un acte plus grave que lorsqu'ils ont donné la cité française au mineur; et ce pouvoir discrétionnaire que la loi a hésité à leur confier, ils le puiseraient dans un simple décret!

Il y a là un empiètement du pouvoir exécutif sur le domaine du législateur, empiètement d'autant moins excusable que les rédacteurs de la loi, comme s'ils avaient prévu ce danger, semblent avoir voulu mettre en garde le gouvernement contre son penchant à excéder ses pouvoirs : en effet, l'article 5 de la loi de 1889, en autorisant un règlement d'administration publique à déterminer « les formalités à remplir et les justifications à faire, relativement à..... *la renonciation à la qualité de Français* », a nettement limité les attributions du chef de l'État en la matière, et l'esprit comme le texte de la loi ne l'autorisaient nullement à remettre le sort des jeunes citoyens français à la discrétion de leurs représentants légaux. Cela est telle-

telle est la situation qu'il faut envisager, c'est que la déclaration modèle 2 de la circulaire du 28 août 1893 vise *à la fois* l'article 9 § 10 et l'article 8 § 4.

ment vrai que la rédaction du décret lui-même est en contradiction avec la loi qu'il prétend appliquer : celle-ci en effet parle d'une option *à la majorité*, mais à cette époque seulement, et le décret organise une renonciation à ce droit *pendant la minorité*; les deux formules ne concordent pas. D'ailleurs le droit du mineur ne s'ouvrant qu'à sa majorité, comment admettre une renonciation à ce droit non encore ouvert? Il y a là une impossibilité juridique qui prouve bien que le système du décret est en opposition avec celui de la loi.

Quant aux travaux préparatoires, il est difficile d'imaginer une condamnation plus significative que celle qui y est contenue, de l'article 11 du décret de 1889. M. Delsol, en effet, a dit, dans son rapport au Sénat ⁽¹⁾ : « On ne peut pas livrer la nationalité du mineur d'une manière absolue et sans aucune espèce de garantie à la volonté et peut-être au caprice de la mère ou du père survivant..... L'enfant mineur sera censé suivre la nationalité de son père ou de sa mère, mais comme il peut avoir un grand intérêt à conserver sa nationalité d'origine; comme il peut être à la veille de sa majorité, et qu'il peut avoir en pays étranger une partie de sa famille, des successions à recueillir, une fortune à administrer, il ne faut pas qu'il soit lésé dans ses droits acquis et qu'il perde *nécessairement* par le fait de son père ou de sa mère, sa propre nationalité. Alors qu'a-t-on fait? On a déclaré, à la fin de l'article, qu'arrivé à l'époque

(1) *Journal officiel*, séance du Sénat du 6 juin 1889, p. 667, colonne 1.

de sa majorité, cet enfant aurait la faculté de conserver sa nationalité d'origine, qu'il aurait un droit d'option, en d'autres termes, qu'il aurait toute latitude pour choisir *lui-même* la nationalité qu'il voudrait définitivement avoir. »

Certes, si la pensée du législateur pouvait faire doute à la lecture des textes, elle serait éclairée par les déclarations de l'honorable rapporteur : ainsi les rédacteurs de la loi ont formellement voulu réserver à l'intéressé et à lui seul le choix de sa nationalité, et le décret autorise son père ou plus généralement son représentant légal, pour des motifs dont il est seul juge et qui bien souvent seront inspirés plus par son propre intérêt que par celui du mineur, à le priver de cette option qui sera peut-être cependant essentielle pour lui. Et en admettant même qu'au moment où la déclaration qui prive celui-ci de son droit d'option a été souscrite elle fût évidemment dictée par une pensée favorable au mineur, il peut très bien se faire que dix ou quinze ans plus tard, quand le jeune Français atteindra ses vingt-et-un ans, les circonstances aient changé; le père de celui-ci, qui était venu s'établir en France, est mort, son fils n'y a plus aucune attache, aucun intérêt, et cependant le voilà rivé pour toujours à une patrie dont jamais il n'a eu personnellement à se louer et dont l'éloignent aujourd'hui et ses traditions et ses goûts. L'intérêt du mineur, si hautement mis en avant par les défenseurs du décret, sera bien souvent contraire à sa mise en œuvre.

Ce danger avait été très nettement aperçu dès les pre-

nières délibérations au Sénat, et c'est pour y parer que M. Bathie ⁽¹⁾, dans son rapport, avait formellement déclaré que : « La naturalisation n'est pas un acte irréparable et, en supposant que la famille se fût trompée, l'enfant devenu majeur, s'il avait trop de regret du choix qui a été fait pour lui, pourrait revenir à sa patrie d'origine. »

Ainsi la lettre et l'esprit des textes, comme l'intention du législateur, manifestée par des déclarations aussi peu équivoques que possible, tout condamne la solution du décret du 13 août 1889. Pour l'expliquer, il faut se souvenir du mouvement qui s'était fait sentir alors : devant la diminution constante des naissances, l'on avait été effrayé des conséquences qui pouvaient en résulter, et tous les moyens avaient paru bons pour enrayer la décroissance de notre population. Le législateur n'avait pas osé aller jusqu'à imposer de force, pour ainsi dire, notre nationalité aux individus qui se trouvaient dans les diverses situations prévues par les articles 8 §§ 3 et 4, 12 § 3 et 18 *in fine*; le gouvernement, plus libre de ses mouvements et sachant que ses actes n'ont pas la publicité qui s'attache toujours à ceux du pouvoir législatif, crut de son devoir de compléter l'œuvre de celui-ci. Mais il a peut-être un peu dépassé le but et l'article 11 du décret du 13 août 1889, s'il est moralement justifiable à cause de l'intention qui l'a dicté, n'en est pas moins juridiquement illégal.

(1) Rapport supplémentaire de M. Bathie, Sénat, annexes, 1886, p. 373, colonne 3.

CHAPITRE IV

Procédure des déclarations acquiesitives. Rejet pour irrégularité et pour indignité.

I

PROCÉDURE.

Avant la loi du 26 juin 1889, la procédure des déclarations de nationalité n'avait pas fait l'objet de textes spéciaux; et notamment pour la compétence des officiers chargés de les recevoir, on avait dû se référer à la Constitution du 22 frimaire de l'an VIII qui exigeait que les individus nés en France et désirant devenir citoyens s'inscrivissent sur le « registre civique »; ce registre étant tenu par les municipalités, ce furent les maires qui reçurent les déclarations de nationalité. Cette pratique comportait des inconvénients nombreux (1); en effet, les maires, peu compétents en ces matières, accueillaient souvent des déclarations illégales, ou au contraire refusaient d'en recevoir bien qu'elles fussent souscrites conformément à la loi.

(1) Weiss, *op. cit.*, p. 99 sqq.; Le Sueur et Dreyfus, *op. cit.*, p. 110.

Ainsi il résulte des fiches relevées à la Chancellerie que la jurisprudence des maires excluait du bénéfice de l'article 9 les individus nés en France d'une mère qui elle-même y était née, ce qui était absolument illégal. En revanche, dans d'autres hypothèses, il arrivait que le régime appliqué fût plus doux que celui que les textes organisaient; ce résultat se produisait entre autres pour les déclarations d'extranéité de la loi de 1874 : bien des individus les effectuaient, qui ne satisfaisaient pas aux conditions légales : souvent ils souscrivaient leur répudiation au cours des opérations du recrutement, c'est-à-dire avant leur majorité ⁽¹⁾, ce que le texte ne permet en aucune façon ; plus souvent encore, le maire négligeait ou omettait d'exiger la preuve que le déclarant avait conservé la nationalité étrangère, ou il oubliait d'en conserver mention dans le dossier ; si bien qu'il est certain que le but de la loi de 1874, qui était la répression de l'*heimathlosat*, fut en partie manqué par le fait des déclarations d'extranéité reçues à la légère.

D'autre part, les fautes d'orthographe dans les noms patronymiques, dans les prénoms, dans les dates et lieux de naissance, amenaient fréquemment des confusions ou des contestations ; souvent aussi, consignées sur des feuilles volantes, ces déclarations ne laissaient aucune

(1) Quand un individu, qui a effectué une telle déclaration avant 1889, consulte la Chancellerie sur sa nationalité, soit pour faire échec à un arrêté d'expulsion, soit dans le but de former une demande de naturalisation, l'administration estime que la déclaration, de par son illégalité, est inopérante et répond à l'intéressé qu'il est resté Français.

trace dans les archives municipales; enfin, même quand elles étaient inscrites sur un registre, elles ne recevaient aucune publicité, et l'intéressé pouvait par la suite, suivant son intérêt, se faire passer successivement pour Français ou pour étranger.

Tous ces inconvénients, auxquels n'avaient remédié qu'en partie deux circulaires de ministre de l'Intérieur, l'une du 24 mars 1881 prescrivant la tenue dans chaque municipalité d'un registre spécial pour ces déclarations, et l'autre du 20 octobre 1888 invitant les maires à transmettre à la Chancellerie une copie de toutes les déclarations reçues par eux, firent transférer les pouvoirs des maires aux juges de paix⁽¹⁾, article 6 du décret du 13 août 1889.

(1) La compétence des juges de paix, même depuis 1889, n'est pas exclusive :

1° Dans le cas de l'article 9, si l'intéressé réside hors de France, il doit avant toute chose faire sa soumission de fixer son domicile en France (v. *suprà* p. 42), cette soumission sera reçue par nos agents diplomatiques ou consulaires à l'étranger, article 9 du décret du 13 août 1889. Il n'y a pas là une véritable exception à la compétence des juges de paix, car cet acte de soumission n'est qu'un préliminaire; la déclaration acquisitive proprement dite doit être faite devant le juge de paix conformément au droit commun.

2° La compétence des maires subsiste au profit de certains individus en vertu de la convention franco-suisse du 23 juillet 1879 (*Journal officiel* du 11 juillet 1880, p. 7905) : ce sont les enfants mineurs de Français se faisant naturaliser Suisses; l'article 2 du traité dispose : « L'option pour la nationalité suisse résultera d'une déclaration faite par l'intéressé devant l'autorité municipale française. » Il y a là une « *inelegantia juris* » que rien ne justifie et que de simples notes entre les gouvernements français et suisse suffiraient à faire disparaître; en effet, il ne s'agit pas de restreindre le droit d'option accordé aux enfants des Français natura-

Ces magistrats sont en effet plus compétents que la majorité des maires dans une matière d'ordre essentiellement juridique et « le contrôle de la Chancellerie peut s'exercer sur eux plus efficacement⁽¹⁾. »

Les déclarations sont dressées en double exemplaire et sur papier timbré⁽²⁾.

Le déclarant doit être assisté de deux témoins qui certifient son identité, article 6 § 4 du décret du 13 août 1889 ; le texte n'indique aucune condition de capacité pour ceux-ci, cependant la prudence exige que le choix ne porte que sur des personnes remplissant les conditions exigées des témoins aux actes de l'état civil par l'article 37 du Code

lisés Suisses, « mais simplement de modifier, dans un sens qui ne peut soulever aucune réclamation de la part des intéressés, les formes dans lesquelles les déclarations d'option sont actuellement reçues, afin de les mettre en harmonie avec les dispositions du règlement d'administration publique rendu pour l'exécution de la loi sur la nationalité. » (Stemler, *Journal de droit international privé*, 1890, p. 574). D'ailleurs il faut bien remarquer que les déclarations soumises à la convention du 23 juillet 1879 ne sont pas acquiesitives de la qualité de Français, mais dévestitives ; de sorte que toutes les déclarations acquiesitives, *sans aucune exception*, doivent être faites devant les juges de paix.

(1) Circulaire du ministre de la Justice du 23 août 1889.

(2) Décision du ministre des Finances du 10 mai 1890 (*Pandect. franç.*, 91. 6. 47). « La loi du 26 juin 1889 ne contient aucune exemption des droits de timbre pour les pièces dont il s'agit. Elles demeurent donc soumises aux règles ordinaires qui gouvernent la perception. Dès lors, il est incontestable que les pièces rédigées en France doivent l'être sur papier timbré, en conséquence des dispositions de l'article 12 de la loi du 13 brumaire an VII. Quant à celles rédigées à l'étranger, elles doivent être timbrées avant qu'il en soit fait usage en France, ainsi que le prescrit formellement l'article 13 de la même loi. »

civil, c'est-à-dire du sexe masculin et ayant au moins vingt-et-un ans (1).

Les deux exemplaires de la déclaration, accompagnés des pièces justificatives, sont transmis sans délai par le juge de paix au procureur de la République, qui les envoie immédiatement au ministère de la Justice, à fin d'enregistrement.

L'impétrant n'a, au contraire, de ce qui se passe dans la naturalisation ordinaire où les droits de sceau s'élèvent normalement à la somme de 175 fr. 25, aucune perception à acquitter; seul le timbre reste à sa charge. Le greffier de la justice de paix qui, en fait, rédige la déclaration ne peut réclamer de vacations; s'il prête son concours, c'est volontairement et à titre officieux, sa présence n'étant prescrite ni par le décret du 13 août 1889, ni par les circulaires ministérielles (2).

C'est à ce moment que se pose la très importante question de l'enregistrement; en effet, la Chancellerie, dès qu'elle a reçu la déclaration, examine si les conditions requises par la loi ont été remplies par l'intéressé, afin de pouvoir procéder en connaissance de cause à l'enregistrement, requis « à peine de nullité » par l'article 9, tel que la loi du 22 juillet 1893 l'a rédigé. La loi de 1889 disait bien que les déclarations seraient enregistrées au ministère de la Justice, mais elle n'indiquait aucune sanction.

(1) *Sic*, Weiss, *op. cit.*, p. 110. *Contra*, Le Sueur et Dreyfus, *op. cit.*, p. 117.

(2) *Journal des greffiers des justices de paix*, année 1889, p. 371.

L'administration préfectorale et quelques auteurs ⁽¹⁾ avaient bien essayé de soutenir que l'enregistrement était une condition essentielle de la validité des déclarations; mais la majorité de la doctrine ⁽²⁾ et la jurisprudence ⁽³⁾ estimaient « que l'enregistrement n'était qu'une simple formalité administrative dont l'omission n'empêchait pas la déclaration de produire tous ses effets ⁽⁴⁾. » Autrement c'eût été rendre le ministre juge du mérite de la déclaration. On objectait, il est vrai, que l'idée du projet que le Conseil d'État avait élaboré était nettement dans ce sens; mais lors de la deuxième délibération au Sénat un amendement de M. Bérenger proposant de revenir au système du Code triompha et ainsi le contrôle que le Conseil d'État avait voulu donner à l'administration lui fut enlevé. Sans doute, la centralisation et la publicité des déclarations, que la compétence des juges de paix substituée à celle des maires devait assurer, se trouvaient compromises, mais le texte de la loi, aussi bien que son historique, ne permettait pas d'édicter une sanction aussi sévère que la nullité. Pour

(1) Weiss, *op. cit.*, p. 112, *ad not.*; Le Sueur et Dreyfus, *op. cit.*, p. 122.

(2) Gruffy, *op. cit.*, p. 121; de Bœck, note sous arrêt de cassation du 26 octobre 1891, Dal. 1892. 1. 41; *Lois nouvelles*, 1891. 2. 40, *ad not.*; Raymond Hubert, *Journal de droit international privé*, 1895, p. 544.

(3) Douai, 6 décembre 1890 et Cassation 26 octobre 1891, *suprà cit.* et *Revue pratique de droit international privé*, 1892. 1. 42.

(4) C'est dans ces termes que le Garde des Sceaux, dans sa circulaire du 28 août 1893, reconnaît la solution que la pratique avait donnée à la question.

rendre le ministre juge d'une question d'état, il eût fallu une disposition formelle ; il n'aurait été bien entendu que juge en premier ressort, mais qu'importe ! La dérogation aux principes généraux de notre droit sur la compétence judiciaire en matière d'état n'en eût pas moins été flagrante, et on ne peut qu'approuver les tribunaux de s'être refusés à entrer dans cette voie. D'ailleurs ce pouvoir de contrôle qu'aurait eu la Chancellerie se fût trouvé en opposition avec l'idée qui avait présidé à la rédaction de la loi du 26 juin 1889 : celle-ci, en effet, avait voulu ouvrir aussi grandes que possible les portes de la cité française à tous ceux qui avaient quelque attache dans notre pays. Dans ce but elle désarma le gouvernement même contre les individus que leur passé rendait peu dignes de devenir des nationaux ; dès lors il eût été bizarre de la voir lui redonner, par le moyen détourné de l'enregistrement requis à peine de nullité, un pouvoir de contrôle que son intention, formellement exprimée à plusieurs reprises, avait été de lui refuser.

Les inconvénients du système de 1889 ne tardèrent pas à se faire jour, et quand en 1893 on se vit obligé de faire un pas en arrière ⁽¹⁾, l'une des premières réformes propo-

(1) Le Parlement ne put se dissimuler qu'il y avait là un mouvement de recul ; en effet, dans la séance du 10 mars 1893 (*Journal officiel* de 1893, Sénat *in extenso*, page 264, colonne 3), M. Thézard, combattant les conclusions du rapport de M. Delsol, a dit très nettement : « Ce sont donc bien des dispositions du Code civil primitif contre lesquelles réagit le projet qui est aujourd'hui présenté. »

sées et adoptées fut de requérir *à peine de nullité* l'enregistrement des déclarations au ministère de la Justice : c'était, comme le dit la circulaire du 28 août 1893, « ajouter à la formalité de l'enregistrement la sanction qui, jusqu'alors, lui avait fait défaut. »

Il n'en faudrait pas conclure cependant que la loi du 22 juillet 1893 a eu pour but d'assimiler complètement la naturalisation de faveur à la naturalisation ordinaire; l'enregistrement pour être devenu obligatoire n'en demeure pas moins une pure formalité. Comme le dit l'exposé des motifs de la loi ⁽¹⁾, cette prescription « devait avoir pour résultat d'écarter les déclarations mal fondées, et dont la réception n'avait d'autre effet que d'induire les déclarants en erreur sur leur nationalité véritable; elle devait assurer, en outre, la centralisation des déclarations, jusqu'alors disséminées dans toutes les communes de France, et dont nul, en dehors de l'intéressé et d'un cercle de personnes très restreint, ne pouvait avoir connaissance. » C'est afin d'assurer la stricte observation de cette formalité que l'enregistrement a été requis à peine de nullité.

La conséquence qui résulte de ce caractère distinctif de l'enregistrement est que, même muni d'une déclaration dûment enregistrée, l'intéressé n'a nullement un titre irréfragable : la Chancellerie a pu l'accorder à la légère, ou plus souvent elle a été dans la nécessité d'admettre la déclaration avant qu'elle ait pu vérifier si toutes les condi-

(1) *Journal officiel* de 1892, Sénat, annexes, n° 88, page 309, colonne 3.

délai de deux mois se trouve écoulé, la déclaration devient inattaquable ⁽¹⁾; aussi, afin dans les cas douteux d'éviter un semblable résultat, l'administration enregistre, quitte à agir plus tard devant les tribunaux. Sans doute l'enregistrement constituera pour l'intéressé une forte présomption, mais les tribunaux civils, « souverains juges en matière de nationalité », n'en seront pas compétents pour décider que la déclaration a été faite illégalement.

Il eût été difficile d'ailleurs d'attacher à l'enregistrement ou à son refus une importance essentielle. En effet l'intéressé n'est pour rien dans cette formalité; du moment qu'il a fait sa déclaration, il a accompli tout ce que la loi lui permet d'accomplir; son rôle est désormais purement passif, et il aurait été choquant de lui faire subir les conséquences d'un oubli ou d'une négligence auxquels il n'a pas contribué. C'est dans le but d'éviter ce reproche que la loi a imparti au ministre de la Justice un délai maximum, au delà duquel l'intéressé n'a plus à redouter un refus : M. Falcimaigne, commissaire du gouvernement, a très nettement indiqué devant le Sénat le motif de la rapidité avec laquelle doit agir l'administration ⁽²⁾. « Afin, dit-il, de parer à tout danger de négligence ou d'oubli, notre proposition dispose que la notification motivée du refus devra être faite au déclarant dans le délai de deux mois à compter de sa déclaration; à défaut de la notification sus-

(1) Gruffy, *Journal de droit international privé*, 1894, page 775.

(2) *Journal officiel*, Sénat *in extenso*, séance du 10 mars 1893, p. 269, colonne 3.

visée, c'est-à-dire lorsque nous n'aurons pas fait connaître au déclarant que nous refusons sa déclaration, il aura le *droit*, à l'expiration du délai indiqué, d'*exiger* du ministère de la Justice la délivrance d'un double de sa déclaration revêtue de la mention de l'enregistrement. Par conséquent, à l'expiration du délai légal, le déclarant a le droit de demander et d'obtenir la preuve que toutes les formalités utiles, notamment l'enregistrement, ont été remplies. »

D'autre part, afin de porter à la connaissance de tous l'incorporation des nouveaux citoyens à la patrie française, la loi du 22 juillet 1893 décide, dans l'article 9 § 9, que toutes les déclarations de nationalité « *doivent être insérées au Bulletin des Lois.* » C'est là une innovation; avant la loi de 1893, elles étaient simplement rapportées dans le *Bulletin officiel du ministère de la Justice*, aucun texte n'ordonnant qu'une publicité quelconque fût organisée. Mais les rédacteurs de la loi nouvelle ont pensé que tous les Français étaient intéressés à connaître ceux qui avaient sollicité et obtenu l'honneur de devenir leurs concitoyens; sans doute chacun peut se procurer le *Bulletin du ministère de la Justice*, mais le *Bulletin des lois* est beaucoup plus répandu et la publicité des décisions y insérées se trouve ainsi assurée d'une manière suffisamment efficace.

Seulement, il eût été peu équitable d'attacher à cette formalité une sanction qui fût retombée sur les déclarants : ceux-ci n'ont en effet aucune qualité pour réclamer qu'une insertion quelconque soit faite au *Bulletin des lois*; aussi la loi a eu soin de dire que : « *L'omission de cette formalité*

ne pourra pas préjudicier aux droits des déclarants », article 9 § 9 in fine.

Quant à la date de la déclaration il importe au plus haut point de la fixer d'une manière absolument nette. En effet, c'est elle qui fait courir le délai de deux mois imparti au ministre pour informer l'intéressé du sort de sa déclaration ; de plus, elle a une importance capitale pour le déclarant lui-même, car l'article 9 § 7 dispose que : « *La déclaration produira ses effets du jour où elle aura été faite, sauf l'annulation qui pourra résulter du refus d'enregistrement.* »

La déclaration prend date du jour où elle a été souscrite, article 8 *in fine* du décret du 13 août 1889, l'insertion au *Bulletin des lois* n'a aucune valeur à ce point de vue : en effet, elle peut se faire attendre longtemps et d'ailleurs son omission ne peut jamais être opposée à l'intéressé. Il importait donc que ce dernier eût en main la preuve de la date de sa déclaration ; c'est dans ce but que le ministre a invité les juges de paix à remettre au déclarant un récépissé prouvant qu'il a souscrit telle déclaration à telle date. Seulement, afin de prévenir les abus possibles, ce récépissé « énoncera expressément qu'il n'est valable que pour deux mois, et qu'à l'expiration de ce délai, il sera considéré comme nul et non avenu et que la preuve de la déclaration ne pourra résulter que de l'acte lui-même revêtu de la mention de l'enregistrement ⁽¹⁾. »

(1) Circulaire du ministre de la Justice du 28 août 1893, p. 5.

Le déclarant fixe ainsi lui-même la date à laquelle il devient Français : cela lui permet de choisir par exemple l'anniversaire de sa naissance, ou une date glorieuse, ou un jour lui rappelant un souvenir, ou plus souvent une date qui lui aura été suggérée par son propre intérêt. Dans ces conditions et surtout étant donnée l'importance de la fixation d'une telle date en présence de l'article 9 § 7, on ne peut que condamner la pratique suivie par certains parquets : quand on leur renvoie la déclaration pour correction ils en font modifier la date et y mettent celle du jour où la correction a eu lieu. Le déclarant pourrait s'opposer à un tel changement, il a une sorte de droit acquis à la date portée sur sa première déclaration.

Mais quel va être le titre de ce nouveau Français? Comment prouvera-t-il qu'il a été admis à faire partie de notre cité? L'article 8 du décret du 13 août 1889 dispose dans ce but que : « La déclaration est inscrite à la Chancellerie sur un registre spécial; l'un des exemplaires est déposé dans les archives, l'autre envoyé à l'intéressé avec la mention de l'enregistrement. » Cet envoi se fait par la voie hiérarchique (1), il est accompagné des pièces que le

(1) Le Ministre envoie les pièces au préfet avec la note suivante :

Le Garde des Sceaux, ministre de la Justice,	adresse à Monsieur le
Préfet du département d	ampliation d'un dé-
cret (ou d'une déclaration) en date du	accordant
au sieur	

Cette pièce doit être remise *en original* à l'impétrant.

Il le prie de lui accuser réception de cet envoi et de prendre les mesures nécessaires pour l'exécution de ce décret (ou de cette déclaration),

déclarant avait produites à l'appui de sa demande, sauf les actes de l'état civil qui restent au dossier ⁽¹⁾.

Mais jamais la Chancellerie ne délivre de doubles du titre ; si le déclarant a perdu le sien ou si, ayant souscrit une seule déclaration pour plusieurs de ses enfants mineurs, il veut leur donner à chacun une preuve de leur qualité de Français, il s'adressera en vain au ministère de la Justice. Il n'aura, dès lors, qu'un moyen de prouver son état et celui de ses enfants, ce sera d'acheter le numéro de la partie supplémentaire du *Bulletin des lois*, où sont insérées les déclarations les concernant. C'est le conseil que l'administration donne aux intéressés, en les informant qu'elle ne peut leur délivrer de double de leur déclaration contenant mention de l'enregistrement ⁽²⁾.

notamment en ce qui concerne l'application de l'article 12 de la loi du 15 juillet 1889 « sur le recrutement de l'armée. »

Monsieur le Préfet du département d

L'article 12 de la loi militaire est ainsi conçu : « Les individus devenus Français par voie de naturalisation, réintégration, ou *déclarations faites conformément aux lois*, sont portés sur les tableaux de recensement de la première classe formée après leur changement de nationalité. — Les individus inscrits sur les tableaux de recensement en vertu du présent article et de l'article précédent ne sont assujettis qu'aux obligations de service de la classe à laquelle ils appartiennent par leur âge. »

(1) Stemler, *Journal de droit international privé*, 1890, p. 405.

(2) La Chancellerie envoie, en effet, dans ce cas au Préfet la note suivante :

Monsieur le Préfet,

Le sieur _____ né le _____ à _____ demeurant à _____, me prie de lui délivrer une ampliation par duplicata du décret (ou de la déclaration) rendu en sa faveur le _____.

Je vous prie de vouloir bien faire connaître au postulant que mon Dé-

II

REFUS D'ENREGISTREMENT POUR CAUSE D'IRRÉGULARITÉ.

Lorsque l'intéressé n'a pas fait une déclaration régulière, quel est le pouvoir de l'administration? Le ministre a-t-il compétence pour apprécier la légalité de la déclaration et partant peut-il motiver son refus sur l'inaccomplissement d'une condition? Doit-il au contraire, et *dans tous les cas*, enregistrer, quitte à se pourvoir ensuite devant la juridiction compétente pour vider le litige?

Et d'abord si l'erreur est minime, si par exemple, elle porte sur l'orthographe d'un nom, la Chancellerie invite le déclarant à la réparer ⁽¹⁾; le refus d'enregistrement ne

partement ne délivre pas de duplicata des décrets (ou des déclarations) déjà insérés au *Bulletin des Lois*.

Il appartient au postulant, en s'adressant à M. le Directeur de l'Imprimerie nationale, à Paris, de se procurer contre remboursement le n° du *Bulletin des Lois* (partie supplémentaire), dans lequel a été inséré à la page , sous le n° , le décret (ou la déclaration) le concernant.

Recevez, Monsieur le Préfet, etc.....

(1) Voici dans quels termes le ministre invite le procureur de la République à faire opérer les modifications d'importance minime :

Monsieur le Procureur de la République,

Je vous renvoie ci-jointes les deux expéditions de la déclaration souscrite le par le sieur , demeurant

G.

sera dans ce cas qu'un simple retard et n'impliquera aucune contestation du droit de l'intéressé : aucune difficulté ne peut s'élever.

Mais le plus souvent, quand l'enregistrement sera refusé, c'est que le déclarant ne sera pas dans un des cas où la loi autorise l'acquisition de notre nationalité par ce moyen. La sanction de cette formalité étant la nullité, l'administration peut-elle ainsi apprécier si les conditions légales sont remplies, ou est-elle, au contraire, obligée de déférer, sans pouvoir en rien s'y opposer, à la demande de l'intéressé?

Les théoriciens ⁽¹⁾ soutenaient que l'administration doit toujours enregistrer la déclaration; autrement en effet ce serait rendre le ministre juge d'une question d'état, ce qui ne peut s'admettre. Sans doute il ne s'opposera à la recevabilité des déclarations que si elles lui semblent n'être pas conformes à la loi, mais c'est justement cette appréciation de la légalité des déclarations qu'il n'est pas possible de laisser au pouvoir exécutif; les principes de notre droit sont formels : seuls les tribunaux judiciaires ont qualité pour juger les contestations portant sur la nationalité; le

à _____, en vous priant d'inviter M. le Juge de
paix d _____ à me les retourner par votre intermédiaire,
après les avoir modifiées conformément aux indications que j'ai portées
en marge de l'une d'elles.

Les additions et ratures de mots nuls devront être dûment approuvées.
Recevez, Monsieur le Procureur de la République, etc.....

(1) Geouffre de Lapradelle, *op. cit.*, pages 272 sqq.; de Boeck, note sous l'arrêt de cassation du 26 octobre 1891, Dal. 1892. 1. 42.

ministre de la Justice a été lui-même obligé de le reconnaître, lorsqu'il dit dans sa circulaire du 28 août 1893 que les tribunaux sont : « souverains juges en matière de nationalité. » La cour de Cassation qui a eu à se prononcer sur la matière a dit formellement dans son arrêt du 26 octobre 1891 ⁽¹⁾ : « Le ministre n'est pas juge du mérite de la déclaration, et ne peut, par son refus de l'enregistrer, préjudicier aux droits du requérant. »

L'administration ⁽²⁾ au contraire avait toujours prétendu qu'elle avait le droit de refuser l'enregistrement des déclarations qui étaient faites en dehors des cas prévus par la loi; elle s'appuyait sur les travaux préparatoires où il a été dit expressément que l'enregistrement devait à l'avenir constituer une mesure de *contrôle* dans les mains du gouvernement ⁽³⁾. Or, si le ministre est tenu d'enregistrer passivement et pour ainsi dire automatiquement les déclarations à lui adressées, comment exercera-t-il ce contrôle qu'on a voulu lui donner? D'autre part est-il admissible que le ministre prête la main, ne fût-ce que provisoirement, à ce qu'il estime être une violation de la loi? Peut-on le forcer à recevoir des actes qui lui paraissent et sont peut-être dénués de tout fondement? C'est l'obliger ensuite à entamer une longue procédure pour faire annuler ce qui

(1) Sir. 1891. 1. 537.

(2) Le Sueur et Dreyfus, *op. cit.*, pages 121 sqq.; Gruffy, journal « *La Loi* » du 22 mars 1893, page 284.

(3) Rapport de M. Delsol, Sénat, annexes, 1889, n° 160, page 234, colonne 1.

est son œuvre ; et souvent il pourrait y succomber, étant donnée l'autorité qui s'attacherait forcément à des déclarations que lui-même aurait reçues, et qu'on croirait consacrées par lui, malgré tous les avertissements possibles donnés au déclarants (1). Ce sont ces raisons qui expliquent que la circulaire de 1889 prévoyait le cas où le ministre refuserait l'enregistrement, tout en consacrant pour le déclarant le droit de recourir aux tribunaux civils.

La question d'ailleurs n'avait pas un intérêt de premier ordre ; en effet, la déclaration même enregistrée ne constituant pas une preuve irréfragable, si on obligeait le ministre à enregistrer dans tous les cas, il attaquait ensuite devant les juges civils la déclaration comme illégale : il était demandeur. Dans la théorie de l'administration au contraire il était défendeur ; c'était l'intéressé qui devait agir pour faire reconnaître son droit à devenir Français : la charge de la preuve lui incombait.

La controverse a pris fin avec la loi du 22 juillet 1893, qui est venue, moins libérale sur ce point comme sur les autres que la loi de 1889, consacrer formellement la doctrine de la Chancellerie dans l'article 9 § 2 : « *L'enregistrement sera refusé s'il résulte des pièces produites que le déclarant n'est pas dans les conditions requises par la loi, sauf à lui à se pourvoir devant les tribunaux civils, dans la forme prescrite par les articles 855 et suivants du Code de procédure civile.* » C'est-à-dire que la marche à suivre sera

(1) Le Sueur et Dreyfus, *loc. cit.*

celle qui est organisée en matière de rectification d'actes de l'état civil; l'instance est introduite par une requête présentée au président du tribunal, qui statue sur le rapport d'un juge et le ministère public entendu (1).

En somme, le résultat de la loi de 1893 a été de rendre

(1) Si, en se basant sur une irrégularité, la Chancellerie refuse l'enregistrement de la déclaration et que le tribunal saisi par requête conformément à l'article 855 du Code de procédure civile ordonne cet enregistrement, le ministère public pourra faire appel du jugement, car celui-ci « fait grief aux intérêts qu'il a mission de protéger » (ainsi jugé à deux reprises par la cour de Cassation les 22 janvier et 24 novembre 1862, Dal. 1862. 1. 5 et 477. V. Leloir, *Code des parquets*, t. I, n° 575, p. 276).

En première instance d'ailleurs, le ministère public peut mettre des conclusions *écrites* au bas de la requête (*eod. op.*, t. I, p. 225, n° 467-1°); ceci offre un certain intérêt, car la Chancellerie pourra transmettre lesdites conclusions au procureur de la République, qui n'aura ensuite qu'à les développer oralement.

Toutes les observations que l'on peut faire sur le recours organisé par l'article 9 § 2 offrent surtout, il faut bien le reconnaître, un intérêt théorique. En effet, les sept dixièmes des déclarants sont des indigents, ils ne pourront en conséquence donner provision à l'avoué soit pour présenter requête, soit pour interjeter appel. Quant à l'assistance judiciaire, ils sont dans l'impossibilité de l'obtenir, car, n'étant pas domiciliés, le percepteur refusera de leur délivrer le certificat d'indigence exigé par l'article 10 § 1 de la loi du 22 janvier 1851. C'est là ce qui explique l'importance des décisions de la Chancellerie en matière de nationalité, et leur longévité. Bien plus, il est de jurisprudence que le demandeur contre l'État, *même s'il triomphe*, est condamné aux dépens (Cassation, 30 juillet 1883, Sir. 85. 1. 343). On voit ce qu'il en coûte pour aller jusqu'en cassation. A l'arrêt signalé, rendu sur pourvoi dans l'intérêt de la loi, il y aurait une dérogation, en ce qui touche l'amende à consigner en cassation, laquelle est laissée à la charge du préfet; celui-ci la paiera, mais comment? Il paraît que dans une affaire, le préfet du Nord a été obligé de la payer de sa poche, faute de crédits.

le ministre juge en premier ressort d'une question d'état; il y avait déjà là une grave dérogation aux principes de notre droit. Mais pour pallier les conséquences fâcheuses qu'elle eût pu entraîner, le législateur a été amené à en consacrer une seconde; il a fait les tribunaux civils juges d'appel du ministre. Que devient dès lors la fameuse théorie de la séparation des pouvoirs, théorie solennellement consacrée dans toutes nos lois constitutionnelles depuis un siècle?

Que le Conseil d'État soit appelé à se prononcer sur la validité d'une décision émanée du pouvoir exécutif, on l'a toujours admis : c'est un corps administratif dont les membres sont amovibles ; mais qu'un tribunal judiciaire, composé de magistrats qui ne relèvent que de leurs consciences, puisse réformer et même annuler un acte fait par le ministre dans l'exercice de ses fonctions, c'est une atteinte directe non seulement aux principes les plus certains du droit civil, mais encore à ceux du droit constitutionnel, sur lesquels repose la société tout entière. On peut s'étonner de voir une pareille conséquence résulter d'une loi qui ne fut guère, après tout, qu'une loi de circonstance, et il est permis de douter que le but cherché ait vraiment valu la peine qu'on se lançât pour lui dans une voie aussi dangereuse.

III

REFUS D'ENREGISTREMENT POUR CAUSE D'INDIGNITÉ.

Le bienfait de la loi, c'est-à-dire l'acquisition de la nationalité indépendamment de tout pouvoir de contrôle de la part du gouvernement, existait déjà dans le Code civil : tout fils d'ex-Français et tout enfant né en France, s'il en faisait la demande dans l'année qui suivait sa majorité, avaient le droit de devenir nos concitoyens, et le gouvernement n'avait aucun moyen de les en empêcher. Sans doute, il y avait là une menace de danger, mais elle était peu grave, car il est rare qu'avant vingt-deux ans un individu ait déjà eu le temps de développer les mauvais instincts qu'il porte en germe.

Mais quand le projet qui devait devenir la loi du 26 juin 1889 admit que les enfants d'anciens nationaux pourraient réclamer la cité française *à tout âge*, le Conseil d'État et le Sénat montrèrent une grande répugnance à admettre qu'un étranger pût ainsi forcer l'entrée de notre patrie; aussi les deux premiers projets par eux élaborés ne prévoyaient que la *naturalisation*. Elle était dispensée de certaines des conditions requises pour la naturalisation ordinaire, l'exigence du stage était en particulier fort adoucie; mais il n'en restait pas moins que le gouvernement demeurait maître ab

solu de rejeter l'impétrant : c'était l'abolition du bienfait de la loi.

Certes un tel système était prudent, l'expérience l'a montré; seulement, la loi de 1889, faite dans un but libéral et notoirement dictée par l'idée qu'il fallait à tout prix incorporer dans l'allégeance française le plus d'individus possible, n'eût guère répondu, en l'admettant, aux intentions de ses promoteurs. C'est ce que la Chambre des députés remarqua fort bien dès la première délibération, et le projet qu'elle vota supprimait le contrôle du gouvernement. Le Sénat, dans la crainte de se montrer moins large que la Chambre et de faire une œuvre de réaction, finit par adopter le texte qui lui revenait du Palais-Bourbon; le bienfait de la loi était non seulement maintenu, mais étendu; l'étranger né en France, pendant sa vingt-deuxième année, et le fils d'ex-Français, pendant toute sa vie, avaient un *droit* à réclamer la nationalité française⁽¹⁾; le gouvernement était tenu de conserver une attitude purement passive, quelque mauvais que fussent les antécédents des déclarants. Il y avait là un péril qui ne tarda pas à se révéler, surtout en ce qui concerne les individus excipant de l'article 10 : en effet le jour où ils ont intérêt à se réclamer de notre allégeance, ils ne manquent pas de le faire,

(1) Il en était de même des enfants majeurs des naturalisés, article 12 § 2; mais même sous la loi de 1889, le gouvernement avait un moyen de les écarter : c'était ou de refuser la naturalisation du père, ou de la retarder jusqu'à ce qu'ils eussent dépassé vingt-deux ans, voir *suprà*, p. 62 sqq.

puisque cette faculté leur est ouverte sans qu'aucun délai leur soit imparti. Ceux qui invoquent l'article 9, au contraire, doivent se trouver dans l'année de leur majorité, et s'ils omettent de faire leur déclaration pendant cette période, ils sont forclos et doivent recourir à la naturalisation ordinaire (1).

L'entrée de la patrie française se trouvait, pour ainsi dire, livrée à des individus que le hasard avait fait naître sur notre sol ou dont un des auteurs avait été Français, sous le premier Empire par exemple, et qui n'avaient et ne pouvaient avoir pour la France des sentiments de sympathie bien sincères : « On avait vu des individus auxquels leur inconduite notoire ou leurs antécédents judiciaires auraient fait certainement refuser la naturalisation, ou qui même pour ces motifs avaient été expulsés de notre territoire, ou qui avaient porté les armes contre la France, ou dont la présence dans notre pays pouvait compromettre la sécurité nationale, souscrire des déclarations qui ne pouvaient être contestées au point de vue de leur légalité, et qui, en cas d'expulsion, frappaient d'inefficacité la mesure prise contre eux (2). » Ce danger devenait si grave que le gouvernement prit lui-même l'initiative au mois d'avril

(1) Quant à l'argument tiré du jeune âge des déclarants de l'article 9, il n'aurait, paraît-il, aucune valeur pratique ; en effet, dans la discussion de la loi de 1893, M. le commissaire du gouvernement Falcimaigne, rappelant sa longue expérience dans les fonctions de ministère public, a affirmé que les mesures défensives étaient aussi indispensables contre les jeunes gens de l'article 9 que contre les individus de l'article 10.

(2) Circulaire du Garde des Sceaux du 28 août 1893, p. 6.

1892 d'une réforme de la loi de 1889. Ce projet ne passa pas cependant sans objections, et, aux craintes manifestées par l'honorable M. Thellier de Poncheville, qu'effrayait ce retour en arrière, M. Falcimaigne⁽¹⁾, commissaire du gouvernement, dut citer des faits concrets afin d'appuyer ses observations : « Il s'est trouvé en effet, disait-il, qu'à de trop nombreuses reprises nous avons été obligés, en vertu des articles 9 et 10 du Code civil, de reconnaître la qualité de Français à des gens qui en étaient absolument indignes. Nous avons été obligés de la reconnaître, — bien à regret, je vous l'assure, — non seulement à des individus qui avaient subi de très nombreuses condamnations, mais encore, ce qui est infiniment plus grave, à des gens qui nous étaient signalés comme étant notoirement des espions de l'étranger⁽²⁾. »

Ces raisons parurent si sérieuses au Parlement, que malgré les objections présentées par quelques-uns de ses

(1) Séance de la Chambre des députés du 6 mai 1893, *Journal officiel* de 1893, p. 1350, col. 1 et 2.

(2) M. Falcimaigne a cité notamment les deux exemples suivants : « Voici un individu né à Lyon en 1847, qui a subi quatorze condamnations pour vol, vagabondage, mendicité, fabrication de fausse monnaie, abus de confiance ; expulsé en 1882, il a fait immédiatement la déclaration, en vertu de l'article 10, parce que sa mère avait perdu la qualité de Française par son mariage avec un Italien..... Voici un autre exemple : il s'agit d'un individu dont la demande de naturalisation avait été rejetée en 1884, parce qu'il avait été signalé comme suspect d'espionnage. Expulsé, il a fait immédiatement la déclaration exigée par l'article 10 ; et alors non seulement l'arrêté d'expulsion est tombé, mais cet individu est rentré en France avec tous les privilèges qui s'attachent à la qualité de Français. »

membres les plus autorisés ⁽¹⁾, la modification de l'article 9 demandée par le gouvernement fut votée; article 9 § 4 : « *L'enregistrement pourra en outre être refusé, pour cause d'indignité, au déclarant qui réunirait toutes les conditions légales; mais, dans ce cas, il devra être statué, le déclarant dûment avisé, par décret rendu sur l'avis conforme du Conseil d'État, dans le délai de trois mois à partir de la déclaration, ou, s'il y a eu contestation, du jour où le jugement qui a admis la réclamation est devenu définitif. Le déclarant aura la faculté de produire devant le Conseil d'État des pièces et des mémoires* ⁽²⁾. »

Ainsi, désormais le fait d'être né en France ou d'être issu d'un ex-Français ne suffira plus pour donner un droit à

(1) V. notamment la séance de la Chambre des députés du 6 mai 1893, *Journal officiel* de 1893, p. 1347.

(2) M. Baudry-Lacantinerie (*Précis de droit civil*, 5^e édition, t. I, p. 69, n° 135 alinéa 2, et p. 71, n° 138) a essayé de soutenir que les articles 10 et 12 § 2 n'ayant pas été modifiés en 1893, le renvoi qu'ils font à l'article 9 ne peut viser ce texte que tel qu'il existait en 1889; il en résulterait que le refus d'enregistrement pour indignité ne serait possible ni contre le fils d'ex-Français, ni contre les enfants majeurs du naturalisé. C'est biffer d'un trait de plume l'œuvre du législateur de 1893, puisque en pratique seul l'article 10 a une importance vraiment sérieuse. D'ailleurs si on n'a pas modifié les deux articles dont s'agit, c'est qu'évidemment il n'est venu à la pensée de personne qu'on pourrait soutenir qu'ils n'avaient pas été atteints par le changement apporté à l'article 9; celui-ci est en effet le centre de la matière du bienfait de la loi, c'est l'article-type autour duquel gravitent tous les textes sur la matière. Au reste, M. Baudry-Lacantinerie est bien obligé d'avouer qu'il ne se fait aucune illusion sur le sort de sa théorie, car, dit-il, « on ne peut se dissimuler que cette solution est tout à fait contraire aux intentions du nouveau législateur, et il est peu probable qu'elle triomphe. »

devenir notre national : le gouvernement a un moyen de rejeter la déclaration, ou tout au moins d'en proposer le refus au Conseil d'État ⁽¹⁾. Afin de se renseigner exactement sur les antécédents et la moralité du déclarant, et pour ne pas s'exposer à un échec, s'il se décide à agir et à demander le refus d'enregistrement, le ministre de la Justice, outre l'extrait du casier judiciaire annexé à toutes les déclarations, a invité les juges de paix à rédiger un rapport précis et circonstancié sur la conduite et la réputation des intéressés qu'il croit peu dignes de devenir nos concitoyens ; cette enquête sera contrôlée par le procureur de la République, qui l'enverra à la Chancellerie. En fait, les déclarations de nationalité ne peuvent être rejetées qu'à raison des antécédents judiciaires du déclarant ; en effet, le ministère public, obligé de transmettre la déclaration sans délai puisque toute la procédure aboutissant au refus d'enregistrement doit être terminée dans les trois mois, peu renseigné d'ailleurs sur l'individu notamment au point de vue politique, ne peut fonder son opinion que sur le vu de son casier, et il en est exactement de même du ministre de la Justice. Que si, sans avoir été condamné, l'intéressé a été frappé d'un arrêté d'expulsion, sa déclaration sera rejetée alors non pour indignité, mais pour

(1) Cependant il est un cas où l'administration reste désarmée : c'est quand les parents d'un mineur ont irrévocablement fixé sur sa tête la qualité de Français (article 9 § 2, v. *suprà*, p. 154 sqq., avant qu'il ait pu se mettre dans un cas d'indignité, avant qu'il ait atteint l'âge où sa mauvaise conduite l'eût empêché de souscrire une déclaration acquisitive.

irrégularité, une des conditions requises par l'article 9, le domicile, faisant défaut : telle est du moins la solution admise depuis l'arrêt du 22 décembre 1894.

Dans la naturalisation ordinaire, il n'en est pas ainsi; l'enquête est faite par le préfet qui a tout le temps et tous les moyens nécessaires pour y procéder avec succès, et même si l'intéressé a un casier judiciaire absolument vierge, il se pourra que sa demande ne soit pas accueillie, l'autorité administrative ayant fondé son avis défavorable sur des raisons qu'un juge de paix et un procureur de la République n'eussent point été à même de connaître.

Si le ministre se décide à agir devant le Conseil d'État, il en avise le parquet de l'arrondissement auquel ressortit le magistrat qui a reçu la déclaration. Celui-ci informe l'intéressé de cette décision et lui fait signer un procès-verbal, afin de conserver une pièce prouvant que le déclarant a été instruit de la procédure le concernant ⁽¹⁾; de plus, il

(1) Ce procès-verbal est rédigé en ces termes :

L'an et le du mois de 18
Devant nous , Juge de paix du canton d
A comparu, sur notre invitation, le nommé demeurant à
auquel nous avons donné communication et laissé copie d'une dépêche de
M. le Procureur de la République près le Tribunal de première instance
d en date du , faisant connaître que M. le Garde des
Sceaux avait saisi le Conseil d'État d'un projet de décret tendant au refus
de l'enregistrement pour cause d'indignité de la déclaration souscrite de-
vant nous, le , par le susnommé, en vertu de l'article du
Code civil, dans le but d'acquérir la qualité de Français.

En même temps, nous l'avons avisé qu'aux termes de l'article 9 § 5 du
Code civil, il avait droit de produire devant le Conseil d'État des pièces

l'invite à produire devant le Conseil d'État ses pièces et mémoires. Si le déclarant use de cette faculté, il n'a pas besoin de recourir au ministère d'un avocat au Conseil ⁽¹⁾; en effet, si on avait exigé l'assistance de celui-ci, c'eût été rendre illusoire le droit reconnu au postulant, étant donné que la grande majorité des individus se prévalant du bien-fait de la loi, et surtout de ceux qui sont l'objet d'une procédure de refus pour indignité, sont des indigents; d'ailleurs le décret du 2 novembre 1864 contient un article premier ainsi conçu : « Seront jugés sans autres frais que les droits de timbre et d'enregistrement : les recours portés devant le Conseil d'État, en vertu de la loi des 7-14 octobre 1790, contre les actes des autorités administratives pour incompétence ou excès de pouvoir..... Le pourvoi peut être formé sans l'intervention d'un avocat au Conseil d'État, en se conformant d'ailleurs aux prescriptions de l'article 1 du décret du 22 juillet 1806. » La jurisprudence de la section de législation, à laquelle ressortit la demande de refus d'enregistrement pour indignité, est, paraît-il, très large en la matière et admet même les mémoires signés d'un simple avocat, ce qui est d'ailleurs l'extrême

et des mémoires, et que cette production devait être faite par lui au ministère de la Justice dans le délai de quinze jours (rien de légal) à compter de la présente notification.

De tout quoi, nous avons dressé pour être transmis à M. le Procureur de la République le présent procès-verbal que nous avons signé avec le comparant.

Fait à _____, les jour, mois et an que dessus.

(1) Telle est l'opinion de MM. Le Sueur et Dreyfus, *op. cit.*, p. 123.

limite de la bienveillance. Quant aux avocats au Conseil, la section les admettrait certainement à prêter leur concours aux intéressés, mais elle préfère à leur ministère celui des référendaires au Sceau qu'elle considère comme plus spécialement institués pour traiter ces sortes d'affaires.

Si les justifications apportées par l'intéressé ne paraissent pas concluantes et si le Conseil d'État estime qu'il y a lieu de déférer à la demande du ministre en refusant l'enregistrement de la déclaration pour cause d'indignité, il rend un avis en ce sens ⁽¹⁾. Puis il rédige un projet de

(1) Cet avis est libellé ainsi qu'il suit :

Conseil d'État.

Séance du 18

Avis.

Le Conseil d'État, qui, sur le renvoi ordonné par le Garde des Sceaux, ministre de la Justice, a pris connaissance d'une déclaration faite, en vertu de l'article du Code civil, le 18, devant le Juge de paix du canton d , par le sieur , né le à , demeurant à , en vue de réclamer la qualité de Français;

Vu la déclaration précitée;

Vu le rapport du Garde des Sceaux;

Vu les dépêches du Procureur de la République près le tribunal d au Garde des Sceaux, ministre de la Justice, en date des et 18 ;

Vu le procès-verbal dressé le par le Juge de paix du canton d et constatant que le sieur a été avisé du renvoi de l'affaire à l'examen du Conseil d'État et invité à produire ses moyens de défense;

Vu les autres pièces jointes au dossier;

Vu les articles 9 et du Code civil, et notamment le § 4 de l'article 9, portant que, sur l'avis conforme du Conseil d'État, l'enregistrement pourra

l'avis donné par le Conseil d'État, puisque le texte de l'article 9 exige formellement un *avis conforme* de ce dernier. Ce n'est pas le droit commun ; en effet, en règle générale, quand le pouvoir exécutif est tenu de demander l'avis du Conseil d'État, il n'est nullement obligé de le suivre, et reste absolument libre de prendre une décision contraire à celle qu'avait préconisée notre grand corps administratif ; le ministre, qui contresigne le décret, est, comme il est de règle dans un gouvernement parlementaire, responsable devant les Chambres des conséquences du décret rendu : l'exigence de l'*avis conforme* du Conseil d'État, dont on peut trouver un précédent dans la loi municipale du 5 avril 1884 ⁽¹⁾ aura pour résultat de suppri-

être refusé pour cause d'indignité au déclarant, même dans le cas où il réunirait toutes les conditions légales ;

Vu l'avis du Conseil d'État en date du _____, portant qu'il n'y a pas lieu d'enregistrer la déclaration ci-dessus visée du sieur _____

Décète :

Article premier.

Est refusé l'enregistrement de la déclaration que le sieur _____ a faite le _____, devant le Juge de paix du canton d _____, en vue de réclamer la qualité de Français.

Article 2.

Le Garde des Sceaux, ministre de la Justice, est chargé de l'exécution du présent décret.

Ce projet de décret a été délibéré et adopté par le Conseil d'État dans sa séance du _____

Le maître des Requêtes, rapporteur. Le vice-président du Conseil d'État.

Le maître des Requêtes,

Secrétaire général du Conseil d'État.

(1) L'article 179 § 3 de cette loi (addition de 1890) est en effet ainsi conçu : « Il (le syndicat de communes) peut être dissous, soit par décret

mer la responsabilité parlementaire du ministre ⁽¹⁾; en effet, quand un des membres d'une de nos deux assemblées législatives lui reprochera de n'avoir pas rejeté la déclaration d'un indigne, il lui répondra simplement : il me fallait l'*avis conforme* du Conseil d'État, je n'ai pu l'obtenir.

Il est permis de se demander si un tel système est bien conciliable avec la théorie du régime parlementaire et surtout s'il n'est pas attentatoire à la liberté d'action nécessaire au gouvernement. D'autre part, il est certain, et c'est la pensée qui a animé le législateur de 1893, qu'il y a là un moyen d'affaiblir dans les mains du ministre le pouvoir de contrôle que la loi lui reconnaît et dont il aurait pu être tenté d'abuser.

Le décret rejetant pour indignité l'enregistrement de la déclaration une fois signé, la Chancellerie en avise immédiatement le parquet du tribunal civil ⁽²⁾, auquel ressortit

sur la demande motivée de la majorité desdits conseils (municipaux), soit par un décret rendu sur l'*avis conforme du Conseil d'État*. »

(1) Gruffy, journal « *La Loi* » du 22 mars 1893, p. 285, colonne 1, *ad not.*

(2) Voici dans quels termes cette lettre est rédigée :

Monsieur le Procureur de la République,

Je m'empresse de vous informer que par décret en date du _____, rendu sur l'*avis conforme* du Conseil d'État, l'enregistrement de la déclaration faite le _____, par le sieur _____, devant Monsieur le Juge de paix du canton de _____, en vue de réclamer la qualité de Français, a été refusé pour cause d'indignité, conformément à l'article 9 § 4 du Code civil.

Je vous prie de vouloir bien inviter Monsieur le Juge de paix du canton

le juge de paix qui a instrumenté. Ce dernier informe sur-le-champ l'intéressé du sort de sa déclaration et en dresse procès-verbal ⁽¹⁾, comme l'y a invité le procureur de la République, afin de conserver par devers lui une pièce prouvant que toutes les formalités ont été accomplies dans le délai imparti par la loi; en effet, si le déclarant prouvait qu'il n'a pas été avisé du décret de refus dans les trois mois à dater du jour où il a souscrit sa déclaration, il serait en droit d'exiger que celle-ci fût enregistrée. Ce délai de trois mois est peut-être un peu court ⁽²⁾ pour qu'une enquête sérieuse puisse être faite sur les mœurs et les antécédents de l'intéressé, mais d'un autre côté, il importait que la demande de celui-ci ne restât pas indéfiniment en suspens, car il peut avoir un intérêt majeur à être fixé au plus tôt sur sa nationalité.

d à donner d'urgence avis de cette décision au sieur , en lui remettant contre récépissé les pièces ci-jointes et à dresser de cette notification un procès-verbal qu'il me transmettra sans retard par votre intermédiaire.

(1) Ce procès-verbal est conçu de la façon suivante :

L'an et le
Nous, , Juge de paix du canton de , agissant en vertu des instructions de Monsieur le ministre de la Justice en date du à nous transmises le , avons remis au sieur son extrait d'acte de naissance et , dont il nous a donné récépissé, et lui avons notifié que par décret en date du rendu sur l'avis con forme du Conseil d'État, l'enregistrement de sa déclaration du faite devant nous en vue de réclamer la qualité de Français a été rejeté pour indignité conformément à l'article 9 § 4 du Code civil.

Nous avons ensuite signé le présent procès-verbal le sieur et moi.

(2) Tissier, *Lois nouvelles*, 1894. 1. 31.

D'ailleurs l'administration n'a à mettre en jeu que bien rarement le nouveau droit que la loi de 1893 lui reconnaît ⁽¹⁾; et elle aura encore moins souvent cette occasion si la doctrine de l'arrêt Pomezano fait jurisprudence. En effet, au lieu d'engager cette longue procédure de la loi nouvelle, et de s'exposer à un échec devant le Conseil d'État, le gouvernement se contentera d'expulser l'intéressé; puis, se fondant sur la décision de la Cour suprême du 22 décembre 1894, la Chancellerie refusera, sans avoir à prendre l'avis de personne, l'enregistrement de la déclaration non plus pour indignité, mais pour irrégularité. Le gouvernement aura ainsi indirectement reconquis le droit de contrôle que la loi de 1889 lui avait peut-être imprudemment enlevé, et que la loi de 1893 ne lui avait guère restitué qu'en apparence.

(1) Il est regrettable que le ministère de la Justice n'ait pas publié pour les deux années écoulées depuis le vote de la loi du 22 juillet 1893 une statistique indiquant à la fois le nombre des déclarations par lui déférées au Conseil d'État et le nombre de celles dont le Conseil a cru devoir refuser l'enregistrement pour cause d'indignité.

CHAPITRE V

Effets des déclarations de nationalité en ce qui concerne la famille du déclarant.

Après avoir indiqué quelles sont les règles à suivre et les conditions à remplir pour devenir Français, la loi du 26 juin 1889, estimant que : « la famille légalement constituée dans un État ne saurait se diviser en plusieurs portions appartenant à diverses nations ⁽¹⁾ », a réglementé les effets de la naturalisation du chef de famille sur sa femme et sur ses enfants dans l'article 12 : « *L'étrangère qui aura épousé un Français suivra la condition de son mari. — La femme mariée à un étranger qui se fait naturaliser Français et les enfants majeurs de l'étranger naturalisé pourront, s'ils le demandent, obtenir la qualité de Français, sans condition de stage, soit par le décret qui confère cette qualité au mari, ou au père ou à la mère, soit comme conséquence de la déclaration qu'ils feront dans les termes et sous les conditions de l'article 9. — Deviennent Français les*

(1) Foelix, *Revue étrangère et française de législation, de jurisprudence et d'économie politique*, année 1843, p. 459.

enfants mineurs d'un père ou d'une mère survivant qui se font naturaliser Français, à moins que, dans l'année qui suivra leur majorité, ils ne déclinent cette qualité en se conformant aux dispositions de l'article 8 § 4. »

Ce texte ne prévoit pas le cas où la naturalisation a été acquise par un chef de famille au moyen d'une déclaration acquisitive dans les termes des articles 9 et 10. Dès lors la question s'est posée de savoir si on pouvait étendre le bénéfice de l'article 12 à la femme et aux enfants de l'individu devenu Français par le bienfait de la loi.

L'administration, d'accord en cela avec les préoccupations auxquelles avait obéi le législateur de 1889, n'a pas hésité à répondre par l'affirmative ⁽¹⁾, et les divers textes émanés d'elle sont unanimes à consacrer cette solution libérale. C'est d'abord le décret réglementaire du 13 août 1889, rendu en exécution de la loi du 26 juin précédent, et dont l'article 5 § 2 s'exprime ainsi : « Dans les cas de *naturalisation de faveur* prévus par les articles 9 et 10 du Code civil, la demande (de la femme et des enfants) est jointe à la déclaration faite par le mari, le père ou la mère. » Le 23 août suivant, le Garde des Sceaux envoyait aux parquets une circulaire où la même interprétation était reproduite : « La loi du 26 juin 1889 sur la nationalité, y est-il dit, admet dans certains cas l'acquisition de la qualité de Français par voie de simple déclaration. Cette

(1) V. quelques situations assez curieuses auxquelles cette doctrine pourrait conduire, Gruffy, *op. cit.*, p. 93 sqq.

faculté, qui existait dans la législation antérieure, avait été déjà *assimilée* par la doctrine et par certaines décisions de jurisprudence à *un mode spécial de naturalisation*. Elle a été consacrée par le législateur sous le nom de *naturalisation de faveur*... Le déclarant devra produire toutes les justifications nécessaires pour établir la régularité de sa déclaration et l'état civil de *ses enfants mineurs appelés à devenir Français en vertu de la naturalisation de leur auteur*. La demande de la femme et des enfants majeurs, qui voudront profiter des dispositions de la loi pour solliciter leur naturalisation sans condition de stage, devra être jointe à la déclaration faite par le mari, le père ou la mère. » Enfin la circulaire du ministre de la Justice aux procureurs généraux en date du 28 août 1893 s'exprime d'une manière encore plus catégorique : « *Les enfants mineurs de l'individu qui souscrit la déclaration de l'article 10 deviennent Français ipso facto* (1). »

Mais ces textes ne sauraient constituer un argument en

(1) Cependant quelques lignes plus bas (page 16) on lit dans le même document : « La femme de l'individu qui souscrit la déclaration prévue par l'article 10 est à ce moment nécessairement étrangère, soit par son origine, soit par l'effet de son mariage avec un étranger (Code civil, article 19). La déclaration ne peut produire à son égard aucun effet, et *elle ne peut devenir Française que par la naturalisation*. » Il y a là certainement une inadvertance ; et il est impossible d'admettre qu'après avoir étendu l'article 12 aux enfants de celui qui a invoqué le bienfait de la loi, on vienne priver du bénéfice de ce texte la femme de ce même individu : en effet, elle est placée sur le même rang qu'eux, et en conséquence il faut ou refuser à l'uné comme aux autres le droit de s'en prévaloir, ou les autoriser tous deux à en prendre avantage.

faveur de la doctrine extensive; ils ne sont que le reflet d'une opinion, et dès lors n'ont de valeur que s'ils trouvent un appui dans les termes mêmes de la loi. En effet, comme le dit M. Weiss ⁽¹⁾ « il ne saurait appartenir à un ministre, ni même au Chef de l'État, dont le pouvoir réglementaire en cette matière a été défini et rigoureusement limité par l'article 5 de la loi de 1889, d'ajouter à ses dispositions, d'instituer pour certaines catégories de personnes un mode d'acquisition de la nationalité française, qu'elle n'aurait pas formellement reconnu. »

Il faut donc voir si dans la loi elle-même et dans les discussions qui l'ont précédée on peut trouver des arguments suffisants pour décider que la famille du déclarant doit être assimilée à celle du naturalisé. Certains auteurs ne l'ont pas pensé ⁽²⁾. Et d'abord, disent-ils, l'article 12 ne parle que du naturalisé, or il est impossible d'admettre que sous ce terme la loi ait entendu faire rentrer l'individu qui devient Français par le bienfait de la loi en présence de l'article 17 § 1 : ce dernier en effet, dans sa nouvelle rédaction, enlève la qualité de national « au Français *naturalisé* à l'étranger ou à *celui qui acquiert sur sa demande la nationalité étrangère par l'effet de la loi* », et

(1) *Op. cit.*, p. 152.

(2) Weiss, *loc. cit.*; Vincent, *Lois nouvelles*, 1889, p. 880-4, n^{os} 143-6, et journal « *Le Droit* » du 3-4 février 1890, p. 109; deux articles non signés, sous arrêt de Nancy du 25 mars 1890, l'un dans le journal « *Le Droit* » du 25 avril 1890, p. 389, colonne 3, et l'autre dans la *Revue pratique de droit international privé*, 1890. 1. 30.

marque bien ainsi dans cette antithèse qu'il faut distinguer nettement la naturalisation proprement dite et les situations prévues par les articles 9 et 10. De plus, les travaux préparatoires montrent qu'on se décida difficilement à admettre le fils d'étranger né sur notre sol à réclamer comme un *droit* la qualité de Français. « Mais si l'on avait hésité à donner à l'individu né en France la faculté de devenir Français malgré la France, est-il admissible qu'en la lui donnant, comme à regret, la loi l'ait en même temps autorisé, par une sorte de mandat sous-entendu, à faire lui-même des Français, sans que le gouvernement ait été consulté sur l'opportunité de leur réception et mis à même de s'y opposer (1)? » Ce danger n'est pas à redouter en cas de naturalisation par décret, car en ce qui la concerne l'administration jouit d'un pouvoir d'appréciation souverain : une enquête est faite par les soins de l'autorité préfectorale et le gouvernement peut parfaitement tenir compte des renseignements qu'il possède sur la moralité et les antécédents des enfants mineurs du postulant, pour admettre ou rejeter la demande de celui-ci; la faute des enfants retombera sur les parents. Quand l'acquisition de la nationalité française a lieu au contraire par voie de simple déclaration, le gouvernement est tenu de conserver une attitude purement passive, il n'a aucun moyen de s'opposer à l'intrusion de celui qui est né en France ou du fils d'ex-Français : ils peuvent forcer les portes de notre

(1) Weiss, *op. cit.*, p. 158.

patrie malgré nous, et M. Vincent, l'adversaire le plus résolu de l'assimilation des deux situations, conclut ainsi : « Que l'individu né en France ou issu d'un ex-Français jouisse d'une condition privilégiée, on peut l'admettre; mais pourquoi ses enfants qui peut-être sont nés et mariés à l'étranger seraient-ils, sous prétexte d'assimilation, plus favorisés en définitive que les enfants des naturalisés? Pourquoi le gouvernement serait-il complètement désarmé à leur égard, obligé d'ouvrir les portes de la patrie française à des individus qui peuvent être indignes d'en faire partie? »

Enfin les partisans de la doctrine restrictive nous montrent à quels résultats singuliers peut aboutir le système qu'ils combattent. Supposons, disent-ils, le cas d'un étranger, d'une femme par exemple, ayant des enfants naturels qu'elle a reconnus et abandonnés à l'étranger où ils sont nés; puis la mère, se fixant en France, devient Française, soit parce qu'elle peut invoquer les articles 9 ou 10 du Code civil, soit parce qu'elle épouse un Français; ses enfants mineurs vont également devenir Français d'après la théorie de l'assimilation. Le législateur a-t-il voulu imposer ainsi la qualité de citoyen à ces individus qui seront bien souvent de mauvais Français? Ils ont, il est vrai, le droit d'option à leur majorité, mais ce droit est absolument illusoire lorsqu'il s'agit d'enfants nés et demeurant à l'étranger, et dont l'auteur est devenu Français sans qu'ils en aient eu connaissance.

Quant à la jurisprudence, elle s'est montrée en une

occasion favorable à cette interprétation, mais pour aboutir à une conséquence inverse : un sieur Carlier, né en Belgique de parents français, avait réclamé la nationalité belge conformément à l'article 9 belge et français; il croyait dès lors pouvoir être assimilé à l'individu qui s'est fait *naturaliser* étranger et avoir en conséquence perdu la qualité de Français en vertu de l'article 17 ancien; la cour de Douai a décidé qu'il n'en était rien par arrêt du 14 décembre 1881 (1). Mais la cour de Paris, le 21 février 1889 (2), consacrait la doctrine inverse dans une espèce absolument analogue.

Malgré ces arguments, la majorité de la doctrine (3) et la jurisprudence (4) se sont rangées à la solution libérale qui admet la famille de l'individu qui s'est prévalu du bienfait de la loi à invoquer l'article 12. En effet, si on peut trouver dans la loi un texte et un seul, l'article 17, qui distingue la naturalisation proprement dite de l'acquisition de notre nationalité au moyen d'une déclaration, il

(1) *Revue pratique de droit français*, 1892, p. 155.

(2) Journal « *Le Droit* » du 22 février 1889.

(3) Esmein, note sous arrêt de Douai du 14 décembre 1881, Sir. 84. 2. 1; Chausse, *Revue critique*, 1890, p. 386; de Bœck, note sous arrêt de Nancy du 25 mars 1890, Dal. 91. 2. 89; Gruffy, *op. cit.*, p. 90, et *Journal de droit international privé*, 1894, p. 472-4; Campistron, *op. cit.*, p. 108; Le Sueur et Dreyfus, *op. cit.*, p. 90, 108, note 2 et 147; de Taillandier, *Manuel formulaire de la naturalisation*, p. 78; Guillot, *op. cit.*, p. 319.

(4) Jugement du tribunal de Lille du 3 janvier 1889, confirmé par adoption de motifs le 16 avril 1889 par un arrêt de la cour de Douai, Sir. 91. 2. 3; arrêt de Nancy du 25 mars 1890, Sir. 92. 2. 286; solution implicite dans jugement du tribunal de Lille du 11 juillet 1890, *Lois nouvelles*, 91. 2. 37.

faut bien noter que cette distinction est faite non à propos de l'accession à notre cité, mais à propos de la perte de celle-ci. De plus, à cet article on peut opposer d'autres textes où le législateur a employé le mot *naturalisation* dans son sens le plus large : c'est notamment l'article 5 de la loi même du 26 juin 1889, où il a formellement qualifié de *naturalisation de faveur* la déclaration souscrite en vue d'acquérir la qualité de Français. Quant au texte de l'article 12 considéré en lui-même, on peut remarquer que son premier alinéa consacre un cas de naturalisation par bienfait de la loi, en attribuant la nationalité française à la femme étrangère qui épouse un Français; dans son paragraphe 2, ce texte règle le sort de la femme et des enfants majeurs du naturalisé par décret, et là encore il admet une application de la naturalisation de faveur; ne peut-on pas dès lors supposer que sa troisième partie vise les deux modes d'acquisition de la qualité de Français dont il vient de parler, et qu'il n'a pas entendu en restreindre le bénéfice aux seuls enfants mineurs de celui en faveur de qui est intervenu un décret? C'est ce qu'un arrêt de la cour de Nancy, en date du 25 mars 1890 avait exprimé en ces termes : « Attendu... qu'à raison de la place même qu'il occupe dans l'article 12, où sont d'abord posées les règles relatives aussi bien à la nationalité conférée par l'effet de la loi qu'à celle concédée par lettres patentes, il est naturel et logique de penser que le paragraphe 3 de cet article englobe et embrasse tous les cas qui peuvent se rattacher à cette double situation juridique. »

Du reste, n'a-t-on pas défini la naturalisation : « un acte de la puissance publique, *dans certains cas un bienfait de la loi*, par suite duquel un étranger perd sa nationalité d'origine et devient citoyen d'un nouvel État où il est admis à jouir désormais de tous les droits civils accordés aux nationaux (1)? »

Les tribunaux ont admis à plusieurs reprises une telle interprétation, notamment un arrêt de Douai, du 16 avril 1889, confirmant par adoption de motifs un jugement du tribunal de Lille, du 3 janvier précédent et où on relève l'attendu suivant : « Attendu que le mot *naturalisation* doit être entendu dans un sens général et comprendre tout fait par suite duquel l'étranger perd sa nationalité et devient citoyen d'un nouvel État. » C'est là d'ailleurs se conformer à l'idée que le législateur se fit de la naturalisation, car l'auteur de la proposition de loi qui devait aboutir en 1889, M. Batbie, écrivait dans son exposé des motifs du 4^{er} avril 1882 (2) : « Le mot « naturalisation » est pris dans ma proposition dans l'acception la plus étendue. Il comprend non seulement la concession de la qualité de Français par décret, mais aussi l'acquisition par l'étranger de notre nationalité, soit directement, soit par la loi, soit par l'effet des stipulations contenues dans une convention diplomatique. Ordinairement, il est vrai, la naturalisation ne s'entend que de la concession faite par décret ou lettres de naturalisation. Mais le mot est souvent employé par les juricon-

(1) De Folleville, *op. cit.*, p. 3.

(2) *Journal officiel*, 1882. Sénat, session ordinaire, p. 195, colonne 2.

sultes dans le sens plus compréhensif que nous lui avons donné. »

Quant aux dangers que l'intrusion de citoyens indignes pourrait faire courir à la patrie, ils sont peu à redouter étant donné que les intéressés sont forcément mineurs et partant n'ont pas encore eu le temps de montrer ce qu'on peut attendre d'eux. L'argumentation de M. Vincent ne prouve rien, parce qu'elle prouve trop; elle aboutirait en effet à exiger un décret pour toutes les hypothèses de naturalisation de faveur, puisque celle-ci peut toujours aboutir à l'entrée d'individus indignes parmi les rangs des Français. C'est un système qui ne manque pas de partisans, c'était celui de M. Camille Sée et de M. Batbie qui le défendirent au Sénat. Mais il fut nettement repoussé par la Chambre des députés; or c'est celle-ci qui a inscrit dans l'article 12 le mot *naturalisé* sur lequel roule toute la discussion; il est donc vraisemblable qu'il avait dans la pensée de ses auteurs la portée la plus étendue et qu'il a été dicté par l'esprit de libéralisme qui anime la loi de 1889 tout entière. En outre, le péril signalé par M. Vincent n'est plus autant à craindre depuis la loi du 22 juillet 1893, puisque désormais le Conseil d'État a le moyen d'empêcher une déclaration de produire ses effets en refusant l'enregistrement pour cause d'indignité; cependant il faut bien avouer que celui-ci hésiterait sans doute à rejeter un individu en se fondant sur la seule immoralité de son fils⁽¹⁾.

(1) Le cas s'est, paraît-il, présenté dans la pratique, et le Conseil

Quant aux raisons d'ordre social qui peuvent être invoquées dans la discussion, elles militeraient plutôt en faveur de la solution extensive. Tout d'abord, on ne voit pas pourquoi les enfants mineurs de l'individu qui s'est prévalu de l'article 9 ou de l'article 10 seraient moins bien traités que ceux du naturalisé, ils sont aussi dignes d'intérêt les uns que les autres. En outre, il serait peu logique d'attribuer à l'acquisition légale des effets moindres qu'à l'acquisition par décret, ce serait faire aux individus que la loi voit d'une façon favorable une situation inférieure à celle des étrangers ordinaires; c'est cependant la solution à laquelle aboutit la doctrine restrictive.

Enfin et surtout, le motif qui a dicté l'article 12 § 3 a la même force dans les deux cas; il importe que l'unité de législation règne au sein du foyer domestique, eh! bien, il y a le même intérêt à éviter les conflits de nationalité dans la famille de ceux qui deviennent Français par le bienfait de la loi que dans la famille des naturalisés par décret; c'est ce qu'ont très bien mis en lumière les arrêts qui ont admis notre solution, et en particulier l'arrêt de Nancy précité où on lit : « Attendu qu'il ressort très nettement de l'ensemble des travaux préparatoires de la loi du 26 juin 1889 que ses auteurs se sont particulièrement inspirés de la nécessité de maintenir l'unité de la famille au point de

d'État a donné gain de cause au déclarant, bien que le gouvernement ait fait valoir devant lui les mauvais renseignements recueillis sur le compte des enfants de l'impétrant.

vue de la nationalité — que tout le monde, dans les deux Chambres, a senti le besoin de supprimer les divergences et les conflits de nationalité entre les parents qui changent de condition et leurs enfants, surtout quand ceux-ci sont encore en état de minorité — qu'on ne comprendrait pas que le législateur, dominé par le désir d'identifier le sort des enfants mineurs à celui de leurs parents qui viennent d'acquérir une nationalité nouvelle, n'eût voulu protéger l'unité de la famille qu'au profit de ceux qui deviennent Français en vertu de lettres patentes de naturalisation, et qu'il l'eût, sans raison, arbitrairement et capricieusement sacrifiée à l'encontre de ceux qui acquièrent cette qualité par le bienfait de la loi — que les uns et les autres sont également dignes d'intérêt et ont droit à la même protection.... » De même la cour de Douai le 16 avril 1889 disait : « L'extension donnée au mot naturalisation s'explique par le désir d'éviter dans la même famille, dans un même foyer, des enfants de nationalités différentes, qui, parfois, pouvant être rattachés à une nationalité étrangère, seraient exposés à se trouver en conflit avec celui qui a droit d'exiger d'eux obéissance et respect. »

Le 13 novembre 1886 s'ouvrait devant le Sénat la première délibération sur la proposition de loi de M. Batbie relative à la naturalisation ; M. le conseiller d'État Camille Sée, commissaire du gouvernement, dans cette séance même aboutissait, après avoir développé les principes généraux du droit sur la matière et passé en revue les

systèmes consacrés par les législations des divers pays, à cette conclusion (1) : « Il faut que l'unité de nationalité scelle l'union entre les époux, que des époux elle rayonne sur les enfants et qu'elle confonde parents et enfants dans une même communauté de sentiments. »

(1) *Journal officiel*, Sénat, 1886, p. 1185, col. 1.

CONCLUSION

Que reste-t-il du bienfait de la loi ?

Les deux grands modes d'acquisition de la nationalité française postérieurs à la naissance, la naturalisation et le bienfait de la loi, ont vu, au cours des fluctuations qu'a subies notre législation sur la matière depuis un siècle, leurs domaines respectifs tour à tour étendus et restreints. Des deux lois qui nous régissent aujourd'hui, l'une, celle du 26 juin 1889, avait cédé à un libéralisme inspiré par des considérations utilitaires et agrandi outre mesure le champ d'application du bienfait de la loi ; la seconde, celle du 22 juillet 1893, est venue tempérer ce qu'avait d'excessif ce système et amortir quelques-unes des différences qui séparaient la naturalisation de faveur de la naturalisation par décret. Enfin la jurisprudence, sanctionnant certaines pratiques de l'administration, a encore accentué l'œuvre de réaction du législateur de 1893. Si bien qu'en parcourant les divers traits distinctifs des deux modes d'acquisition de la cité française, il sera facile de voir qu'il ne reste plus entre eux aucune différence essentielle et que leur an-

tique opposition est près de faire place à une alliance que justifie leur but commun.

1) La naturalisation par décret suppose un stage préliminaire en France, un ou trois ans de domicile autorisé, ou dix ans de résidence non interrompue : il y a là une marque de l'attachement de l'impétrant pour sa future patrie. Dans la naturalisation par déclaration, le délai sans doute est réduit, mais l'article 9, auquel renvoient et l'article 10 et l'article 12 § 2, n'en exige pas moins la preuve que le nouveau national est établi à demeure chez nous : ses sentiments d'affection pour la France seront ainsi manifestés de la même manière que ceux d'un étranger ordinaire.

D'ailleurs la preuve que le stage sur notre sol n'est pas une condition fondamentale de la naturalisation par décret, c'est que la loi l'écarte dans un cas, celui du religionnaire fugitif, article 4 de la loi du 26 juin 1889 et article 22 de la loi du 15 décembre 1790.

2) La naturalisation par décret suppose le pouvoir discrétionnaire du gouvernement, le postulant n'a aucun moyen de s'y soustraire; le bienfait de la loi au contraire donne un *droit* au déclarant; il ne postule pas notre nationalité, il la *réclame*. Voilà la grosse différence entre les modes d'acquisition; elle est traditionnelle et on la retrouve à chaque pas depuis le Code de 1804. La naturalisation par décret est un acte gouvernemental, sans sanction précise, sans contrôle d'aucune juridiction; la naturalisation par déclaration au contraire relève du pou-

voir d'appréciation des tribunaux qui peuvent ordonner à l'administration d'admettre malgré elle un déclarant.

Déjà la loi du 22 juillet 1893 avait bien atténué cette opposition qui cependant paraissait essentielle, en exigeant l'enregistrement de la déclaration à peine de nullité et en organisant le refus pour indignité. Et maintenant qu'en reste-t-il depuis que l'administration, s'armant de la loi du 3 décembre 1849, prétend soumettre *tous* les futurs nationaux à son droit discrétionnaire de contrôle? On peut dire sans exagération que depuis l'arrêt Pomezano la naturalisation de faveur ne justifie plus son nom.

3) La naturalisation par décret réalise ses effets au jour de la signature de celui-ci par le Président de la République, c'est-à-dire à une date qui dépend du bon vouloir du gouvernement. La déclaration acquisitive au contraire produit ses conséquences, puisque l'enregistrement rétroagit, du moment où elle a été souscrite, ce qui permet à l'intéressé de choisir le jour où il deviendra Français ⁽¹⁾.

(1) Une conséquence de cette différence est que dans la naturalisation ordinaire le mari et la femme, étant pratiquement naturalisés par le même décret, deviennent Français le même jour; au contraire, quand le mari souscrit une déclaration acquisitive, il devient Français à cette date, tandis que sa femme n'acquiert cette qualité que quand le décret intervenu en sa faveur est signé, c'est-à-dire après que l'enquête faite sur son compte est terminée. L'écart entre les deux dates est souvent considérable : ainsi le nommé Van den Eertwergh (Emile, Maximilien, François) a souscrit le 27 avril 1894 devant le juge de paix de Neuilly-sur-Seine la déclaration de l'article 10 du Code civil (*Bulletin des lois*, partie supplémentaire, 2755, p. 1240, n° 616) ; sa femme Vitalie-Rosalie Grux a été réintégrée par décret du 8 octobre 1894 (*Bulletin*, 2791, p. 2832), donc

Mais peut-on dire qu'il y ait là une différence fondamentale? Bien certainement non, et dans la grande majorité des cas l'influence de la date de l'admission dans la patrie française n'aura qu'une importance minime en comparaison de celle du fait lui-même de la naturalisation.

4) Différence au point de vue fiscal : la naturalisation ordinaire donne droit à la perception de droits de sceau qui s'élèvent normalement à la somme de 175 fr. 25; mais dès qu'une situation intéressante se présente, l'administration se montre assez large dans l'admission des demandes de remise et dispense l'impétrant de tout ou partie des droits que la loi lui permettrait d'exiger. De sorte qu'ici encore le traitement des naturalisés et de ceux qui invoquent le bienfait de la loi se trouve être pratiquement le même.

près de six mois après. Le nommé Dewindt (Léon-Vincent) a souscrit le 8 juin 1894 devant le juge de paix du 1^{er} arrondissement de Paris la déclaration modèle 3 (article 10) (*Bulletin*, 2762, p. 1409, n° 265), sa femme Sidonie Laselloz n'a été réintégrée que par décret en date du 9 octobre 1894 (*Bulletin*, 2791, p. 2832), c'est-à-dire qu'elle n'est devenue Française que quatre mois après son mari. Le sieur Hibon (Eugène) a souscrit le 19 janvier 1894 devant le juge de paix du XX^e arrondissement à Paris la déclaration compétant au fils d'ex-Français (*Bulletin*, 2705, p. 1154, n° 395); sa femme Sidonie, Marie Vanlerberghe a été naturalisée par décret du 2 juillet suivant (*Bulletin*, 2784, p. 2509), soit un écart de près de six mois. Le nommé Holzem (Jean-Pierre) a souscrit le 17 mars 1894 devant le juge de paix du XVII^e arrondissement de Paris la déclaration acquisitive prévue par l'article 10 du Code civil (*Bulletin*, 2762, p. 1430); sa femme Anne Rollinger a été naturalisée par décret signé le 24 septembre suivant (*Bulletin*, 2786, p. 2686), conséquence : pendant plus de six mois, les époux n'ont pas eu la même nationalité.

5) Quant à la différence des effets produits par la naturalisation ordinaire et par la naturalisation de faveur, elle est peut-être actuellement, au moins d'après une théorie assez en faveur, celle qui est le plus caractéristique. En effet, tandis que le naturalisé « n'est éligible aux assemblées législatives que dix ans après le décret de naturalisation » (article 3 de la loi de 1889), le Français par bienfait de la loi jouit du jour même de sa déclaration de tous les droits politiques. Cette opinion qui est généralement enseignée ⁽¹⁾ peut cependant paraître peu logique ; car, étendant le sens du mot naturalisation dans un article de la loi de 1889, l'article 12, afin d'assimiler les enfants du naturalisé par déclaration et ceux du naturalisé par décret ⁽²⁾, on ne voit pas pourquoi on le restreindrait dans l'article 3 de la même loi pour assurer un bénéfice à ceux qui se sont prévalu du bienfait de la loi. De plus, si on suppose un fils majeur de naturalisé invoquant la naturalisation de faveur de l'article 12 § 2, il est difficile d'admettre qu'il sera dès sa vingt-sixième année éligible à la Chambre des députés (la question ne se pose pas pour le Sénat puisque l'on ne peut y entrer qu'à 40 ans et que notre individu a au plus 22 ans) ; en effet, sa naturalisation est une conséquence de celle de son père, or celui-ci doit attendre dix ans avant d'obtenir cette capacité qu'on octroie dès aujourd'hui à son fils. Quoi qu'il en soit, le nombre

(1) Weiss, *op. cit.*, p. 136, note 4 ; Campistron, *op. cit.*, p. 105-6 ; Chausse, *Revue critique*, 1890, p. 385.

(2) V. *suprà*, p. 219 sqq.

de nos représentants politiques étant minime par rapport au reste de la population, même si on admet ceux qui ont profité de l'article 9 à en faire partie dès qu'ils en auront l'âge légal, il n'y aura jamais là qu'une différence d'importance assez restreinte, surtout que parmi les naturalisés un bon nombre, tous les réintégrés, jouissent de la même prérogative, article 3 *in fine* de la loi de 1889.

D'autre part, quant à leur capacité civile sur un point spécial, un même traitement s'impose pour les Français par déclaration et pour les Français par naturalisation : ni les uns ni les autres ne peuvent prétendre à un siège épiscopal; l'article 16 de la loi du 18 germinal an X sur l'organisation des cultes s'exprime en effet dans les termes suivants : « On ne pourra être nommé évêque avant l'âge de 30 ans, et si l'on n'est *originnaire Français*. »

Ainsi, rien d'essentiel ne sépare plus les deux grands modes d'acquisition de la cité française postérieurs à la naissance. La loi de 1889 avait creusé entre eux un fossé que la force des choses, plus puissante que toutes les dispositions du législateur, a presque comblé; il y a six ans, en face de l'émotion causée par la décroissance constante des naissances, on avait cru que le moyen de remédier aux dangers que les statistiques signalaient était d'ouvrir à tout venant, pour ainsi dire, l'entrée de la famille française. Mais l'expérience n'a pas tardé à montrer que les recrues ainsi faites ne valaient souvent pas la peine d'être enlevées à leur pays d'origine, ni même à l'*heimathlosat*.

En outre, rien ne prouvait que le gouvernement usât de son droit de contrôle sur les postulants à un décret de naturalisation avec trop de rigueur, et même certains exemples ont montré qu'il eût pu sans inconvénient faire preuve de plus de sévérité. Enfin il semble que depuis un certain temps le mouvement de diminution de notre natalité soit quelque peu enrayé.

Toutes ces raisons, jointes à la persévérance de l'administration qui, secondée par les tribunaux et même par le législateur notamment dans la loi de 1893, s'efforce d'établir à son profit une faculté d'appréciation sur tous ceux qui ne sont pas Français de naissance, ont amené à un acheminement vers un mode unique de naturalisation, dans lequel le gouvernement aurait toujours, soit directement soit indirectement, un pouvoir souverain de contrôle. L'idée, qu'un État peut être obligé de recevoir malgré lui dans son sein et de protéger de ses lois des individus autres que ses nationaux d'origine, perd indubitablement du terrain depuis quelques années, et si ce mouvement se continue, l'avenir appartiendra à la naturalisation par décret.

Vu par le Président de la thèse,

MASSIGLI.

Vu par le Doyen,

COLMET DE SANTERRE.

VU ET PERMIS D'IMPRIMER :

Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris,

GRÉARD.

TABLE DES MATIÈRES.

	Pages.
INTRODUCTION.....	1

CHAPITRE I

Cas où la nationalité française peut s'acquérir par voie de déclaration et circonstances dans lesquelles les intéressés sont amenés à souscrire ces déclarations.....	31
--	-----------

Article 9.....	32
Article 12, § 2.....	52
Article 10.....	66
Circonstances dans lesquelles les intéressés sont amenés à souscrire les déclarations de nationalité.....	81

CHAPITRE II

De la condition de domicile et du droit d'expulsion du gouvernement.

De la condition de domicile.....	90
Cas de l'article 8, § 4.....	95
Cas de l'article 9, § 11.....	117
Du droit d'expulsion du gouvernement.....	123

CHAPITRE III

Capacité requise pour souscrire une déclaration de nationalité.

	Pages.
Capacité requise chez le déclarant.....	148
Déclarations souscrites au nom de mineurs.....	154
Renonciation au droit de se prévaloir de la qualité d'étranger....	159

CHAPITRE IV

Procédure des déclarations acquisitives. Rejet pour irrégularité et pour indignité.

Procédure.....	179
Refus d'enregistrement pour cause d'irrégularité.....	193
Refus d'enregistrement pour cause d'indignité.....	199

CHAPITRE V

Effets des déclarations de nationalité en ce qui concerne la famille du déclarant.....	213
---	------------

CONCLUSION.

Que reste-t-il du bienfait de la loi?.....	227
---	------------

IMPRIMERIE
CONTANT-LAGUERRE



BAR-LE-DUC